

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES, SOCIALES ET ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

*POSTGRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES*

*DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
SOCIAL SCIENCES*

DEPARTMENT OF HISTORY

**POLITIQUE ÉTATIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT
DES RÉGIONS AU CAMEROUN : CAS DES RÉGIONS
DU CENTRE ET DU SUD, 1983-2022**

Mémoire soutenu publiquement le 16 octobre 2024 en vue de l'obtention du
diplôme de Master en Histoire

Spécialité : Histoire des relations internationales

Par

Bernadette BENGONO MENOUNGA

Licence en Histoire



Jury:

Président : KUM GEORGE FUH, (Maitre de conférences)

Rapporteur : Alexis TAGUE KAKEU, (Professeur)

Membre : Rose Gisèle NDO'O, (Chargé de cours)

Octobre 2024

ATTENTION

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Éducatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
DÉDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vii
RÉSUMÉ	ix
ABSTRACT	x
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 1 : LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES ET RÉGIONALES AU CAMEROUN ENTRE 1983 ET 2022	23
I. LA TRANSITION ENTRE LE LIBERALISME PLANIFIE DU PRESIDENT AHIDJO AU LIBERALISME COMMUNAUTAIRE DU PRESIDENT BIYA	24
II. RAISONS DE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	42
III. LES PRINCIPALES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AU CAMEROUN.....	48
CHAPITRE 2 : LES FACTEURS A LA BASE DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD DU CAMEROUN	56
I. LA SITUATION ADMINISTRATIVE DES DEUX RÉGIONS RÔLE DE L'ELITE COMME FACTEURS EXPLICATIFS DU NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT.....	57
II. LES FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES ET INTERNATIONAUX A LA BASE DU DÉVELOPPEMENT DANS LE CENTRE ET LE SUD.....	66
III. LES FACTEURS ÉCONOMIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD	74
CHAPITRE 3 : L'ÉTAT DU DÉVELOPPEMENT SECTORIEL ENTRE LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD	82
I. ÉTAT DES LIEUX DES RÉSEAUX ROUTIERS DANS LES DEUX RÉGIONS.....	84
II. LES RÉALITÉS DE DÉVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION	94
III. CONFIGURATION DU DÉVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE SANITAIRE.....	102
CHAPITRE 4 : ANALYSE QUALITATIVE DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD ET SES RÉPERCUSSIONS SUR L'ÉPANOUISSEMENT DES POPULATIONS	112
I. APERÇU QUALITATIF DE LA SITUATION DE DÉVELOPPEMENT DANS LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD	113
II. RÉPERCUSSIONS DE LA SITUATION DE DÉVELOPPEMENT SUR L'ÉPANOUISSEMENT DES POPULATIONS	120
III. ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR UN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉQUILIBRE	132
CONCLUSION GÉNÉRALE	138
ANNEXES	142
SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	151
TABLE DES MATIÈRES	164

À Mes parents, Bernard Menounga et Valérie Sylvie Mbala

REMERCIEMENTS

Fernando Pessoa rappelait dans son livre intitulé *l'intranquillité*, que : “La valeur des choses n’est pas dans la durée, mais dans l’intensité où elles arrivent. C’est pour cela qu’il existe des moments inoubliables, des choses inexplicables et des personnes incomparables”. S’inscrivant dans cette logique il est important pour nous de rappeler que la réalisation de ce travail n’a été possible que grâce au concours d’un ensemble de personnes. Comme le disait Johann Fichte, “l’homme ne devient homme que parmi les hommes”. Aussi c’est pour moi un plaisir autant qu’un devoir de remercier tous ceux qui m’ont aidé tout au long de cette recherche.

Nous tenons à remercier en premier lieu notre directeur de Mémoire le Professeur Alexis Tague Kakeu, qui malgré ses multiples occupations a accepté de diriger ce travail. Il a orienté et guidé nos premiers pas dans le sanctuaire de la recherche, il nous a appris les règles de la scientificité historique. Qu’il retrouve ici notre reconnaissance.

Deuxièmement, notre regard est tourné vers le corps enseignant sans exception, du département d’Histoire de l’Université de Yaoundé 1, pour l’encadrement et les enseignements de qualité qu’ils nous ont donné depuis notre arrivée en 2019.

Nous tenons également à exprimer notre sincère gratitude au personnel des centres de documentation et nos différents informateurs pour leur accueil chaleureux et leur aide précieuse tout au long de notre recherche.

Il en est de même pour tous nos camarades de promotion en particulier Mlle Germaine Brenda Bella Mama et Mlle Estelle Beyala Mvondo pour la solidarité et l’environnement fraternel créé au tour de nous.

Nous tenons aussi à remercier nos sœurs en particulier Mme Anne christelle Bialo Lebogo, Mme Marie Françoise Ngonon Menounga, Mme Isabelle Nnanga Menounga, Mme Jacqueline Mballa Menounga, Mlle Balbine Aurélie Mengue Menounga, Mlle Leslie Mbala Menounga, pour leur soutien tant financier que moral ainsi que leurs encouragements durant notre parcours universitaire. A nos neveux et nièces Natacha Ngah, Christian Alada, Quentin Mbong Menounga, Romareine Afana, Maximilien Onguene, David Mbarga, Darcelle Tjanda, Maera Mbala Ella, Gabrielle Efouba, Blanche Awono, merci pour vos encouragements, voici la voie à suivre.

En fin, que tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail et dont les noms ne figurent pas ici, trouvent l’expression de notre profonde gratitude

LISTE DES ABRÉVIATIONS, ACRONYMES ET SIGLES

AEF	Afrique Équatoriale Française
AMINEPAT	Archives du Ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire
AOF	Afrique Occidentale Française
BAD	Banque Africaine de Développement
B.O.T	<i>Build Operate and Transfert</i>
BM	Banque Mondiale
BUCREP	Bureau Central des Études de la Population
CAMSUCO	<i>Cameroun Sugar Company</i>
CCI	Centre de Santé Intégré
CHEC	<i>China Engineering Company</i>
CHGA	Cercle Histoire Géographie Archéologie
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CMA	Centre Médical d'Arrondissement
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CPPSA	Cercle Philosophie Psychologie Sociologie
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CREPS	Centre de Recherche d'étude Politique et Stratégique
DREB	Délégation Régionale de l'Éducation de Base
DREE	Délégation Régionale de l'Eau et de l'Energie
DRES	Délégation Régionale des Enseignements Secondaires
DRTP	Délégation Régionale des Travaux Publics
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et L'Emploi
ENIEG	École Normale d'instituteurs de l'Enseignement Général
ENIET	École Normale d'Instituteurs de l'Enseignement Général
FMI	Fond Monétaire International
FNE	Fond National de l'Emploi
HEVECAM	Hévéas du Cameroun
IDE	Infirmier Diplômé d'État
KM	Kilomètre
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINEDUB	Ministère de l'Éducatons de Base

MINTP	Ministère des Travaux Publics
MRC	Mouvement de la Renaissance du Cameroun
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectif du Développement Durable
OMD	Objectifs du Miliare pour le Développement
ONU	Organisation des Nations Unis
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAJER-U	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PAK	Port Autonome de Kribi
PAS	Programmes d'Ajustements Structurels
PENI	Professeur des Ecoles Normales d'Instituteurs
PIAASI	Programme Intégré d'Appui aux Secteurs Informel
PIB	Produit Intérieur Brut
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
S.A	Société Anonyme
SAR-SM	Section Artisanales et rurales et des Section Ménagères
SCDP	Société Camerounaise des Dépôts de Produits Pétroliers
SDN	Société Des Nations
SIC	Société Immobilière du Cameroun
SND	Stratégie Nationale de Développement
SOSUCAM	Société Sucrière du Cameroun
UCAC	Université Catholique d'Afrique Centrale
UNC	Union Nationale Camerounaise
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation la Science et la Culture
USA	<i>United States of Amercia</i>
VOL	Volume

LISTE DES ILLUSTRATIONS

CARTES

1 : Cartes des régions du Centre et du Sud.....	10
---	----

GRAPHIQUES

1: Les routes secondaires dans les deux régions étudiées en km	90
2: Représentation des infrastructures opérationnelles dans le Centre et le Sud	95
3: Etat des infrastructures scolaires de l'enseignement secondaire disponibles dans les régions du centre et du sud pour l'année scolaire 20220/2021	98
4: Des petites unités de prise en charge dans le Centre et le Sud.....	110

PHOTOS

1: Tronçon de l'autoroute Yaoundé Douala	86
2 : Axe nationale bitumé N°3	87
3: Image de la route reliant les champs de canne à sucre aux installations de transformation	93
4: École publique de Bastos	96
5 : École publique d'Ebolowa 1	97
6: Bâtiment du Lycée classique de Nkolbisson.....	99
7 : Lycée classique et moderne de Sangmélina.....	100
8 : Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé	104
9 : Façade de l'hôpital de référence de Sangmelima.....	106
10: Hôpital de District de la Cité-Verte	108
11: Façade de l'hôpital de district de Meyomessalla	109
12 : Image de la route Akom2-Kribi en 2019	125

PLANCHE

1: Vues de gauche et de face d'un habitat précaire dans le quartier Nkolbisson	131
--	-----

TABLEAUX

1 : Routes principales dans le Centre	85
2 : Routes principales dans le Sud.....	88
3 : présentation de l'étendue du réseau routier secondaire dans le Centre et le Sud.....	89
4 : Représentation des infrastructures opérationnelles pour l'année scolaire 2020/2021	95

5 : Nombre d'infrastructures scolaires de l'enseignement secondaire disponibles dans les régions du centre et du sud	98
6 : Liste des infrastructures de formation professionnelle en 2022.....	101
7 : Liste des hôpitaux de référence dans la région du Centre en 2022.....	103
8 : Localisation des hôpitaux de référence dans la région du sud	105
9 : Statistiques sur les hôpitaux de districts 2022.....	107
10 : Statistiques sur les petites unités de prise en charge 2022	110
11 : Présentation du ratio élèves enseignant dans l'enseignement de base année académique 2020/2021	116
12: Présentation du ratio élèves enseignants dans l'enseignement secondaire 2020/2021	117
13: Comparaison des prix des produits alimentaires au marché Mokolo entre 1983 et 2022	129

RÉSUMÉ

La présente étude s'intitule " Politiques étatiques et le développement des régions au Cameroun. Cas des régions du Centre et du Sud, 1983-2022". Elle vise à dresser le bilan des politiques étatiques en matière de développement dans les deux régions entre 1983 et 2022. L'objectif recherché étant de comprendre les déséquilibres qui s'appréhendent de façon empirique en matière de développement entre les régions du Cameroun en général et les régions du Centre et du Sud en particulier. Pour mener à bien cette étude, nous avons puisé dans une documentation variée composée d'ouvrages, d'articles scientifiques, de mémoires et de thèses. Nous avons également fait appel aux sources orales, ces entretiens ont enrichi notre compréhension du sujet en fournissant des perspectives directes et des informations contextuelles précises. Cette analyse suit une méthode empirique et inductive. L'approche adoptée repose sur l'observation directe des faits et des données disponibles (Méthode empirique). De plus, elle utilise un processus d'inférence qui part des observations spécifiques pour tirer des conclusions générales (Méthode inductive). Il ressort de cette étude comparative que depuis leur séparation administrative en 1983, les régions du Centre et du Sud ont reçu de la part de l'État du Cameroun un ensemble de directives pour un développement harmonieux. Malgré les intentions nobles des politiques étatiques de développement initiées au niveau national, leur mise en œuvre sur le plan régional n'atteint pas les résultats escomptés qui sont entre autres le développement équilibré des deux régions. Les politiques de développement actuelles ont engendré un développement à double vitesse marquée par une avance de la région du Centre sur la région du Sud. Les disparités entre les deux régions sont particulièrement observables au niveau quantitatif des infrastructures essentielles au bien-être des populations. Cette réalité est influencée par de nombreux facteurs tels que les dynamiques géographiques, économiques, administratives. Ces éléments modifient les résultats attendus et créent des inégalités marquées entre les régions. En conséquence, cette inefficacité dans l'implémentation des politiques de développement a des répercussions significatives sur l'épanouissement et le bien-être des populations.

Mots clés : politiques étatiques, Développement, Régions, Centre et Sud, Cameroun

ABSTRACT

This study is entitled ‘‘State policies and regional development in Cameroon. Case of the Central and South regions, 1983-2022’’. It aims to stock of state policies on development in the two regions between 1983 and 2022. The objective, being to understand the imbalances that can be understood empirically in terms of development between the regions of Cameroon in general and the center and south regions in particular. To carry out this study, we drew on a varied documentation, composed of books, scientific articles, dissertations and theses. We also used oral sources, these interviews enriched our understanding of the subject by providing direct perspectives and precise contextual information. These analysis followed an empirical and inductive method. The approach adopted was based on direct observation of facts and available data (Empirical method) in addition, it used the process of inference, which starts from specific observations to draw general conclusions (Inductive method). It emerges from this comparative study that since their administrative separation in 1983, the center and south regions have received from the State of Cameroon a set of directives for harmonious development. Despite the noble intentions of state development policies initiated at the national level, their implementation at the regional level does not achieve the expected results which are, among other things, the balanced development of both regions. Current development, policies have generated double-speed development, marked by an advance of the center over the south region. The disparities between these two regions are particularly observable at the quantitative level of infrastructure, essential to the well-being of their populations. This reality is influenced by many factors such as geographic, economic, and administrative dynamics. These elements modify expected results and create marked inequalities between regions. Consequently, this inefficiency in the implementation of development policies has significant repercussions on the development and well-being of populations.

Keywords: *State policies, Development, Regions, Center and South, Cameroon*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

La fin de la Deuxième Guerre mondiale est marquée par la création d'une nouvelle organisation internationale dénommée Organisation des Nations Unies (ONU)¹. Cette organisation se donne de nombreuses missions parmi lesquelles accompagner les peuples colonisés à accéder à leur autonomie interne. En effet, ce conflit mondial eu un impact sur la décolonisation du continent africain. Les idéaux de liberté et d'autodétermination promus pendant les affrontements ont inspirés les nationalistes à revendiquer leur indépendance. L'année 1960 a émergé comme l'année charnière marquant le parachèvement d'un vaste mouvement de luttes nationalistes dans de nombreux pays africains pour accéder à leurs souverainetés.² Cette année-là, plusieurs pays africains ont acquis leurs indépendances symbolisant la fin de la domination coloniale sur le continent.

Devenus autonomes, les États africains avec à leurs têtes leurs présidents respectifs s'intéressent à la construction de leur espace territorial. Dès son accession à l'indépendance, le Cameroun sous l'égide de son premier président Ahmadou Ahidjo entame un long processus pour son développement économique. Le président met sur pied une politique de libéralisme planifié.³ Son approche du développement économique combine à la fois les principes capitalistes de libre entreprise et d'investissement privé. Celle-ci fut aussi appliquée après la réunification du Cameroun en 1961.⁴ Après 25 années de pouvoir le président du Cameroun démissionne et désigne Paul Biya comme son successeur. Le nouveau président à la tête du pays va réorienter la politique de développement du territoire. Celle-ci va passer du libéralisme planifié du président Ahidjo au libéralisme communautaire de Paul Biya.⁵ La nouvelle vision du développement du Cameroun implémentée par Biya est basée sur les réformes visant à stimuler la croissance économique du pays, encourager l'investissement. Cependant, à partir de 2009, le Cameroun entame une autre orientation de sa politique de développement qui est basée

¹ Née des cendres de la SDN le 25 juin 1945 à San Francisco, les signataires de la charte des Nations Unies déclarent leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et des femmes, ainsi que les nations grandes et petites.

² La fin de la Deuxième Guerre mondiale se solde par la création de l'organisation des Nations Unies. En effet, les peuples encore sous le joug colonial vont se servir de la nouvelle organisation pour exprimer leur désir d'être indépendant. Avec de nombreuses conférences et regroupements nationalistes, la majorité des pays africains accèdent à l'indépendance à partir de 1960. Pour plus de détails voir Ali Madzrui et C. Wondji (sd), *Histoire Générale de l'Afrique, l'Afrique depuis 1935 volume 7*, Paris, Unesco, 1998.

³ MINEPAT, 1960-2010, 50 ans, *L'économie camerounaise*, Yaoundé, Idées Neuves Corporate 2010, p. 14.

⁴ Après le partage de picot de 1916, les deux parties du Cameroun suite aux revendications nationalistes après la Deuxième Guerre mondiale et de nombreuses conférences (Bamenda, Manfe, Foumban) ont fini par être réunifié. L'année 1960 marque l'indépendance du Cameroun oriental et l'année 1961 marque la date de l'indépendance du Cameroun occidental et la naissance de la république fédérale du Cameroun. Voir Victor Julius Ngoh, *Cameroun 1884-1985. Cent ans d'histoire*. Yaoundé, CEPER, 1990.

⁵ MINEPAT, 1960 -2010, 50 ans..., p. 15.

sur un support à savoir : le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui fixe la vision du Cameroun à l'horizon 2035. En effet, le Cameroun à travers cette politique à long terme a pour ambition d'être "Un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035."⁶ 62 ans après l'indépendance un constat est fait, l'objectif de développement intégral des parties du Cameroun prononcé le lendemain des indépendances n'a pas encore été atteint malgré des différentes politiques mises sur pied par l'État du Cameroun. Ainsi, le sujet a été formulé ainsi qu'il suit "politiques étatiques et le développement des régions au Cameroun. Cas des régions du Centre et du Sud 1983-2022". Le contexte général de l'étude ainsi présenté, il est judicieux de présenter les raisons qui justifient son choix.

II. LES RAISONS DU CHOIX DU SUJET

Gordon Mace et François Petry énoncent que l'importance ou la pertinence politique et sociale d'un problème est le premier élément qui sert à justifier le choix d'un sujet.⁷ Le succès de la recherche dépend des considérations qui interviennent au moment de choisir son objet d'étude. Le choix de ce sujet est sous-tendu par plusieurs raisons qui sont à la fois d'ordre scientifique, académique et personnelle. Dans cette partie du présent travail, il est question de présenter les différentes motivations qui ont mené à la rédaction de cette recherche.

1- Les raisons scientifiques

Les raisons scientifiques qui ont motivé le choix de ce sujet sont étroitement liées aux réalités quotidiennes des populations du Cameroun qui font face au défi du développement. En effet la problématique du développement occupe depuis plusieurs années déjà une place de choix dans les débats politiques et économiques. Elle a été et demeure l'une des priorités du discours politique des États africains depuis les indépendances. La perception largement répandue selon laquelle la région du Sud est sous développée par rapport à la région du Centre a été un catalyseur majeur dans l'initiation de cette recherche. En effet cette opinion populaire souvent évoquée dans les conversations et les débats publics souligne des disparités socio-économiques flagrantes entre ces deux régions clés du pays. Celles-ci constituaient autrefois une même unité administrative. Les observateurs font remarquer que la région du Centre bénéficie d'investissements importants en infrastructures, en éducation et en services publics

⁶ MINEPAT, *Stratégie nationale de développement 2020-2030 Pour la transformation et le développement inclusif* 1^{er} Edition, 2020.

⁷ G. Masse et F. Petry, *Guide d'élaboration d'un projet de recherche en sciences sociales*, Paris, Boeck Université, 2003, p. 9.

alors que la région du Sud malgré son potentiel en ressources naturelles reste largement sous développée et confrontée aux défis persistants tels que l'accès limité aux services de base. Ce point de vue sur la disparité de développement régional suscite des interrogations sur l'efficacité des politiques étatiques en matière de répartition des ressources et de promotion du développement équitable à travers le pays.

2- Les raisons académiques

La raison académique repose sur le souci d'ajouter une contribution à l'historiographie camerounaise. En apportant une compréhension approfondie des dynamiques de développement et offrir une piste à l'État du Cameroun pour des politiques plus efficaces et ciblées en fonction des besoins spécifiques de chaque région. Pour favoriser une croissance plus équilibrée. La seconde raison académique quant à elle est le souci d'obtenir un diplôme de Master.

3- Les raisons personnelles

La raison personnelle qui nous amène à explorer les politiques étatiques et le développement régional au Cameroun découle de notre identité camerounaise profondément enracinée dans le sentiment de fierté nationale et d'un désir ardent de contribuer au développement intégral du pays. En tant que citoyenne engagée, cette étude aspire à comprendre comment les politiques gouvernementales influent sur les progrès socio-économiques. Les raisons du choix du sujet ainsi présentés, il est nécessaire de passer à l'analyse conceptuelle.

III. ANALYSE CONCEPTUELLE

Émile Durkheim indique que le savant doit d'abord définir les choses dont il traite afin que l'on sache bien de quoi il est question.⁸ Ainsi, analyser quelques concepts clés permet de situer toute personne qui s'intéresse à cette étude. Cette analyse met en exergue deux principaux concepts directeurs. Il s'agit des concepts politiques étatiques et développement.

1- Politique étatique

Pour mieux cerner le concept politique étatique, il est judicieux pour nous de définir d'abord séparément les deux termes qui le composent à savoir politique et étatique.

⁸ E. Durkheim, *Les règles de la méthode en sciences sociales*, Paris, Flammarion, 1998, p. 127.

De manière générale, le terme politique vient du grec ancien “*politikos*”, dérivé “*polis*” qui signifie ville ou cité-État.⁹ Ainsi, politique se réfère à tout ce qui concerne l’organisation et le fonctionnement de la vie en société, en particulier au niveau gouvernemental. Selon le dictionnaire français petit Larousse, la politique peut être définie comme un ensemble des options prises collectivement ou individuellement par les gouvernements d’un état ou d’une société dans le domaine relevant de son autorité.¹⁰ En philosophie, la politique est une branche philosophique qui étudie les questions relatives à la loi, la politique, à la paix, à la justice et le bien-être commun des autres.

De toutes ces définitions, on peut appréhender le mot politique comme l’ensemble des décisions mises en œuvre par la loi d’un gouvernement pour favoriser la croissance économique, le progrès social et l’amélioration des conditions de vie de sa population.

Le mot étatique quant à lui d’après le dictionnaire français Larousse est un adjectif relatif à l’État. État vient du latin *status*, dérivé du verbe *stare* qui signifie au sens premier "se tenir debout" et au sens figuré la “position”¹¹.

Nicolas Machiavel,¹² un penseur politique de la renaissance italienne considérait l’État comme une entité distincte de la morale individuelle. Selon lui, l’État devait être maintenu et consolidé par tous les moyens nécessaires, y compris par des actions controversées ou immorales afin de garantir sa stabilité et sa puissance. Pour Machiavel, le souverain devrait être pragmatique en utilisant la ruse, la force, et la manipulation politique pour maintenir le contrôle et assurer la pérennité de l’État. Son ouvrage majeur *le prince* explore ces idées et met en avant la nécessité pour un dirigeant d’être efficace plutôt que juste dans la gouvernance.

Sur plan institutionnel, l’État peut être considéré comme l’ensemble de pouvoirs et de contraintes collectives que la nation possède sur les citoyens et les individus en vue de faire prévaloir ce qui est intérêt général et avec une nuance éthique le bien public ou le bien commun.¹³

Pour l’historienne anglaise Sarah Foot le concept État désigne de manière large les formes concentrées de pouvoir politique et de manière spécifique le phénomène de l’État en

⁹ J. Picoche, *Dictionnaire étymologique du français, Les usuels du Robert*, paris, 1979, p.533.

¹⁰ *Dictionnaire Français Larousse grand formats*, Paris, Larousse, 2004, p. 841.

¹¹ *Dictionnaire encyclopédique Larousse*, 1993, paris, p.575.

¹² N. Machiavel, *Le prince*, Edition Flammarion, 1532.

¹³ G. Burdeau, "Traité de sciences politiques," volume 1, 1950, p. 5.

histoire se réfère aux modes de gouvernement dont l'autonomie des institutions et de la violence légitime sont reconnus comme telle dans la société en question.¹⁴

Les conceptions ci-dessus évoquées autorisent que l'on appréhende l'État comme l'ensemble des institutions et services qui permettent de gouverner un pays. Dans le cadre de cette recherche, nous entendons par État une entité politique sociale et souveraine responsable de l'élaboration et de l'application des lois, la sécurité et la gestion des affaires publiques d'un peuple. Il met en place un ensemble de normes pratiques qui déterminent les rapports complexes entre un territoire et un peuple dans la poursuite d'un objectif commun.

Dans ce cadre, l'expression politique étatique se réfère spécifiquement aux stratégies, aux programmes et aux initiatives misent en place par un gouvernement pour promouvoir le développement socio-économique de son pays. Cela comprend un ensemble de mesures visant à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté, à améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé, encourager l'innovation et l'entrepreneuriat. En somme, la politique étatique vise à créer un cadre favorable à la prospérité et le bien-être général des populations. Aussi, on entend par politique étatique l'ensembles des actions, des décisions et orientations prises par un Etat en vue de réguler la vie sociale, économique et culturelle de sa population. Elle inclut les politiques publiques mises en œuvre pour atteindre des objectifs spécifiques comme le développement économique, la protection sociale, la sécurité nationale et la promotion des droits humains.

2- Développement

Le concept développement est une apparition récente dans la littérature économique.¹⁵ Cette expression signifie littéralement déplier, dérouler ou développer quelque chose en l'écartant¹⁶. Ce terme a évolué à travers le temps pour prendre un sens plus large notamment en lien avec la croissance, l'évolution ou l'amélioration progressive d'une entité ou une situation. En français, le mot développement est souvent associé à une expansion, l'évolution positive ou à l'accroissement dans divers domaines tels que l'économie, la société, la technologie, ou le développement personnel.

¹⁴ S. Foot, *L'État c'est quoi ? Question sur l'historiographie des anglo-saxons, Histoire économie et société*. Vol.24, 2005, p. 5.

¹⁵ B. Conte, *Développement : Concept et différentes approches*, Inédit, 2001, p. 1.

¹⁶ <https://www.larousse.fr/dictionnaires/français> . Consulté le 5 Janvier 2024.

Pierre Georges et Fernand Verger définissent le développement dans *Dictionnaire de la géographie*,¹⁷ comme un processus tendant à la fois à la diffusion harmonieuse des effets de la croissance dans la société entière et l'acquisition d'une autonomie de croissance. Tout en soulignant qu'il implique des transformations des structures sociales et économiques.

Le philosophe camerounais Njoh Mouelle présente le développement comme un processus global qui interroge plusieurs variables ou bien matériel que mental ou éducative¹⁸. Le développement apparaît donc ici comme un processus évolutif complet. Pour lui, être développé c'est remplir les conditions matérielles qui concourent à l'épanouissement de l'homme.

Aussi, pour Alexis Tague Kakeu le développement est un processus continu d'amélioration et de perfectionnement des conditions matérielles et immatérielles d'un peuple afin d'offrir à l'homme les conditions meilleures pour la satisfaction de ses besoins fondamentaux.¹⁹ Ce processus comme on le voit, part de l'homme et doit nécessairement aboutir à lui.²⁰

Dans le cadre de cette recherche, on entend par développement le processus global qui implique des changements positifs dans différents aspects de la société tels que l'éducation, les routes, la santé, et le bien-être social visant à améliorer les conditions de vie des individus des affaires publiques d'un peuple. Il met en place un ensemble de normes pratiques qui déterminent les rapports complexes entre un territoire et un peuple dans la poursuite d'un objectif commun. Après avoir défini les concepts clés de cette étude, il est judicieux de présenter son cadre spatio-temporel.

IV. CADRE SPATIO-TEMPOREL

De manière générale, l'analyse des faits dans la discipline historique s'inscrit à la fois dans une perspective spatiale et chronologique. Dans cette partie, il s'agit de présenter l'environnement géographique et temporel dans lequel se situe cette analyse.

¹⁷ P. Georges et F. Verger, *Dictionnaire de la géographie*, Paris, 4^e édition Quadrige, 2013. p. 65.

¹⁸ E. Njoh Mouelle, *De la médiocrité à l'excellence : Essai sur la signification humaine du développement*, Yaoundé, Clé, 1998, p. 6.

¹⁹ A. Tague Kakeu, "Le sous-développement dans l'Afrique indépendante au regard du développement dans l'ancienne Égypte et le pays bamiléké de la période précoloniale", Thèse de doctorat Ph/ D en histoire, Université de Yaoundé 1, 2007, p. 39.

²⁰ *Ibid.*

1- Cadre spatial

Cette analyse se situe dans l'espace du Cameroun postcolonial. Logé au fond du golfe de Guinée, le Cameroun en forme d'un triangle s'étire de l'Atlantique au lac Tchad entre le 2^e et le 13^e parallèle Nord. Situé en Afrique centrale, à l'extrémité Nord-est du golfe de Guinée, le Cameroun présente une grande diversité ethnique, linguistique, culturelle et un contraste géographique.²¹ L'État du Cameroun compte dix régions administratives. Cette recherche s'intéresse particulièrement aux régions du Sud et du Centre.

La région du Centre est l'une des dix régions du Cameroun,²² située dans le centre du pays son chef-lieu Yaoundé qui est aussi, la capitale du pays les autres villes importantes du territoire sont des chefs-lieux des départements telles que Monatété, Bafia, Eséka ou encore Mbalmayo.²³ La région a une superficie de 689532 km².²⁴ Elle est limitée au nord par la région de l'Adamaoua, au sud par la région du Sud, à l'Est par la région de l'Est, et à l'Ouest par les régions du littoral et de l'Ouest.²⁵ Cette région occupe la deuxième place des régions du Cameroun en superficie. Elle est divisée en dix départements (Haute Sanaga, Lékié, Mbam et Inoubou, Mbam et Kim, Mefou et Afamba, Mefou et Akono, Mfoundi, Nyong et Kellé, Nyong et Mfoumou, Nyong et So'o) et 70 communes et une communauté urbaine.²⁶ Elle possède une végétation assez diversifiée. Cette diversité est très accentuée du fait de l'intervention humaine.²⁷ On distingue à cet effet deux grands domaines végétaux : le domaine de la forêt dense humide toujours verte et le domaine de la forêt dense semi-caducifoliée.²⁸ Avec une population de 500 000 habitants, cette région à sa tête un gouverneur représentant du chef de l'état.

La région du Sud tout comme la région du Centre est l'une des dix régions administratives du Cameroun. Elle s'étend sur la partie méridionale et occidentale du pays. Elle est bordée au nord-ouest par la région du littoral, au Nord par la région du Centre et à l'Est par

²¹ A. She Neba, *Géographie moderne de la république unie du Cameroun*, Bamenda, Neba, 1987, p. 1.

²² En 2008, le président de la république du Cameroun signe un décret abolissant l'appellation province pour lui substituer celle de région. En effet, chaque région est placée sous l'autorité d'un gouverneur et d'un conseil régional.

²³ <https://regions-francophones.org>. Consulté le 18 avril 2024.

²⁴ R.R. Oyono, *Communes et Régions du Cameroun*, Yaoundé, Editions Sopecam, 2015, p. 18.

²⁵ C. Santoir, *Atlas régional sud-Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM, 1995, p. 5.

²⁶ <https://regions-francophones.org>. Consulté le 18 avril 2024.

²⁷ G. Achoundong, "Etude écologique et floristique de la végétation des collines de Yaoundé au-dessus de 1000m", Thèse de Doctorat 3^e cycle en Géographie, Université de Yaoundé 1985, p. 25.

²⁸ Une forêt semi-caducifoliée est une forêt ou une partie considérable des arbres perd simultanément son feuillage pendant une période de l'année tandis que d'autres restent verts toute l'année.

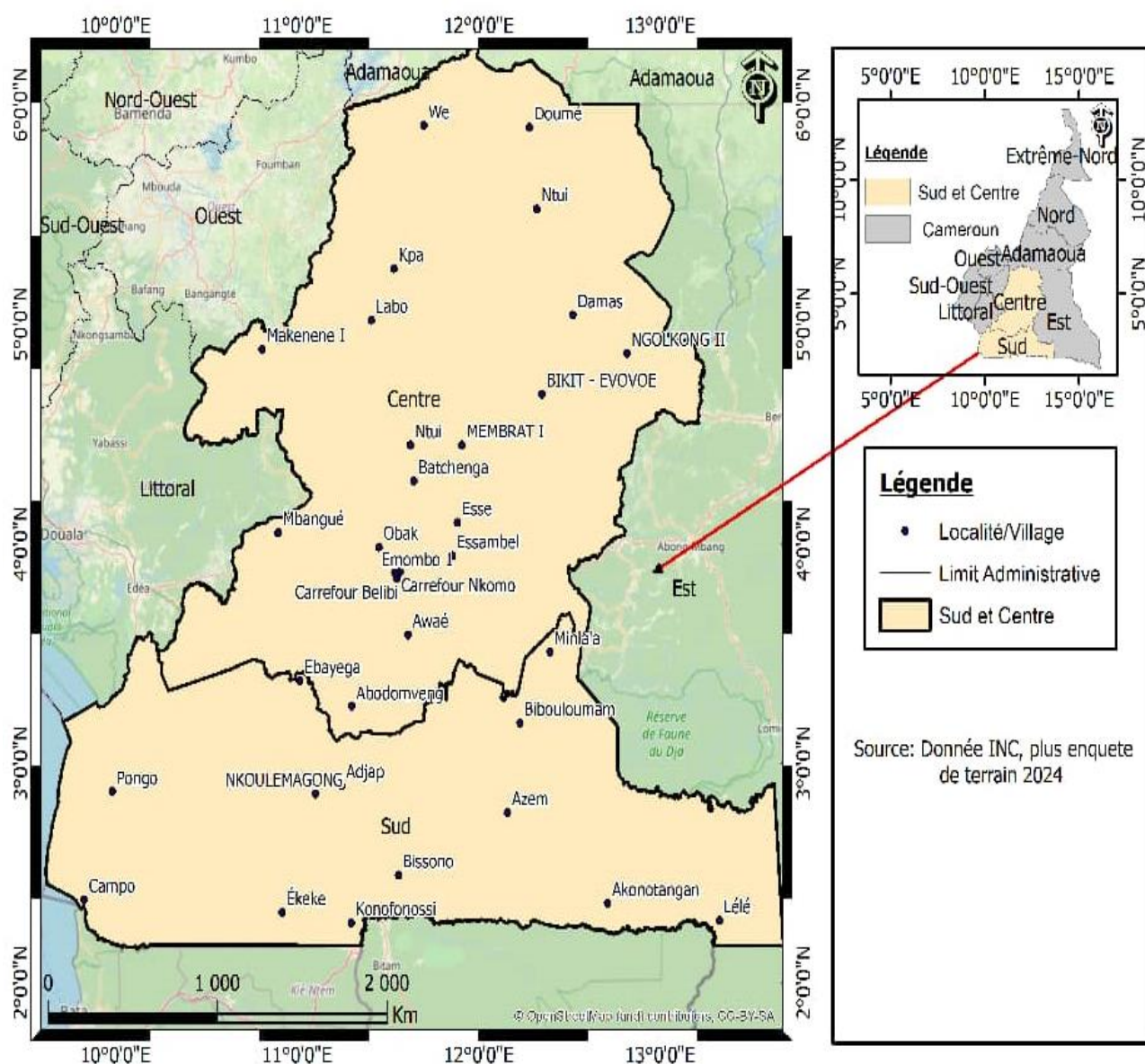
la région de l'Est. La partie méridionale de la région est limitrophe à trois pays : la Guinée Équatoriale ; le Gabon, la République du Congo. La région du Sud possède une façade maritime sur le golfe de Guinée, laquelle occupe tout son flanc occidental. C'est dans cette région qu'est parue l'*Efulameyon* "Union Tribale Ntem-Kribi", un des mouvements politiques, menant à la création de l'union des populations du Cameroun en vue de la décolonisation.²⁹ Avec une superficie de 47 191km², les précipitations sont abondantes et les températures modérées. Le relief est dominé par le plateau sud camerounais avec une altitude variante entre 0 et 1000 m.³⁰ Avec une population de 920715 habitants, la région est soumise à l'autorité d'un gouverneur qui est le dépositaire de l'autorité de l'État dans la région. Divisée en 4 départements (Dja-et-Lobo, Mvila, Océan, Vallée-du-Ntem) chaque département est dirigé par un préfet nommé par décret présidentiel. Chaque département est divisé en arrondissements dirigés par des sous-préfets. La région compte au total au total 29 arrondissements depuis 2008.³¹

²⁹ J-A Mbembe, *La Naissance du Maquis dans le Sud*, Paris, Karthala, 1996, p. 255.

³⁰ INS, *Annuaire statistique de la région du Sud*, 2019, p. 3.

³¹ *Ibid.* p. 3.

Carte 1 : Localisation des régions du Centre et du Sud



Source : carte réalisée à partir des données recueillies à l'INC mars 2024.

2- Délimitation chronologique

L'histoire est une discipline scientifique qui prend en compte la trilogie temporelle passé, présent et futur. Elle est également l'organisation par l'intelligence des données qui se rapportent à notre temporalité.³² De ce fait, l'établissement des bornes chronologiques est l'une

³² P. Veyne, *Comment on écrit l'histoire ?* Paris, Seuil, 1971, p. 33.

des spécificités cardinales dans la recherche en histoire, c'est à travers le temps que l'homme fait son histoire.³³

L'histoire se veut être écrite en tenant compte d'un espace temporel bien défini. C'est dans cette perspective que Joseph Ki-Zerbo rappelle : «Et l'historien qui veut remonter le passé sans repère chronologique ressemble au conducteur qui parcourt dans une voiture sans compteur une piste sans bornes kilométriques».³⁴ En d'autres termes, la chronologie est une donnée capitale dans la rédaction d'un travail scientifique en histoire.

L'étude menée s'étend sur une période de 39 ans. En prenant 1983 comme borne chronologique initiale on se rend compte que cette année marque la transition entre le libéralisme planifié du président Ahidjo et le libéralisme communautaire du président Paul Biya. En 1983, on assiste à un éclatement de la grande province Centre-Sud. Elle a été divisée en deux parties distinctes, d'un côté on a la région du Centre avec pour capitale régionale Yaoundé et de l'autre côté nous avons la région du Sud avec pour capitale régionale la ville d'Ebolawa.

Nous prenons l'année 2022 comme seconde borne chronologique de notre analyse. En effet, 39 ans après l'éclatement régional nous marquons un temps d'arrêt pour observer comment les politiques mises en place par l'État du Cameroun ont influencé le développement de ces deux régions. Après avoir délimité le cadre géographique et chronologique de l'étude, il est à présent nécessaire dégager les objectifs de cette recherche.

V. OBJECTIF ET INTÉRÊT DE L'ÉTUDE

L'intérêt et l'objectif de l'étude dans un mémoire varient en fonction du sujet et du domaine de recherche. De manière générale, il vise à répondre à une question de recherche spécifique, à résoudre un problème, à explorer un sujet en profondeur ou à contribuer à la connaissance dans un domaine particulier.

1- Objectif de l'étude

Ce travail est consacré à l'étude de l'implémentation des politiques étatiques de développement des régions du Cameroun en général et celles du Centre et du Sud en particulier. Cette recherche vise un objectif principal et des objectifs spécifiques. L'objectif principal de

³³ F. Cadiou et al, *Comment se fait l'histoire. Pratiques et enjeux*, Paris, Editions la découverte, 2005, p. 225.

³⁴ J. Ki-Zerbo, *L'histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978, p. 16.

cette étude est d'analyser les politiques de développement régionales implémentées par les pouvoirs publics et d'examiner leurs répercussions sur le niveau de développement entre ces deux principales régions. Il s'agit d'évaluer l'influence de ces politiques en dressant l'état des lieux des réalités de développement de ces deux régions. De manière spécifique, ce travail vise entre autres à :

- Énumérer et présenter les politiques de développement nationales et les raisons de l'élaboration des politiques de développement ciblées au niveau des régions par l'État du Cameroun.
- Analyser les facteurs de développement de ces deux régions jadis associées.
- Dresser un état de lieu sectoriel de la situation de développement de ces deux régions.
- Énumérer les répercussions de la situation de développement sur l'épanouissement des populations

2- Intérêt de l'étude

Dans cette partie de la recherche il est important de montrer la plus-value que l'État gagnerait à voir aboutir ce travail. Cette étude vient à point nommé dans la mesure où le souci du développement intégral du Cameroun fait encore parti des préoccupations premières de ses autorités administratives. Cette analyse a un double intérêt à savoir : scientifique et pédagogique.

- L'intérêt scientifique

Ce travail permet d'analyser les politiques gouvernementales de développement et mieux appréhender les dynamiques de développement régional du pays pour mieux comprendre comment les facteurs clés (ressources naturelles, infrastructures, gouvernance locale etc.) influencent le développement régional. De plus, les conclusions de cette étude pourraient fournir des recommandations pratiques pour améliorer la stratégie de développement régionale et aider à réduire les inégalités entre les régions.

- L'intérêt didactique

L'intérêt didactique de cette recherche repose sur le fait qu'elle est une contribution aux connaissances existantes en analysant spécifiquement le contexte de la région du sud et la région du centre. Elle peut également servir de source pédagogique pour les étudiants et chercheurs intéressés par le développement régional, en offrant des études de cas précis.

L'atteinte de ces différents objectifs exige de jeter un regard sur les différents auteurs qui se sont intéressés à la question afin d'apprécier l'état du débat sur cette problématique.

VI. REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

Qu'il s'agisse de "la revue de la littérature"³⁵ pour les uns, ou de "l'état de la question"³⁶ pour les autres, c'est un exercice important dans la mesure où il jette les bases de l'orientation même de la thématique pour laquelle a opté le chercheur. Car il est évident que cette recherche n'est pas la première à aborder la question. Le champ thématique qu'on entreprend est déjà balisé par des études "cousines" ou bien se réfère aux fondamentaux sur lesquels les bibliothèques entières ont déjà écrit.³⁷ Des lors, la méthode appelle le chercheur à s'inspirer des travaux qui l'ont précédé afin de bâtir le sien en gardant toute fois sa touche d'originalité.

Plusieurs travaux ont été publiés sur le développement, mais aucun n'aborde avec précision le rapport qui existe entre l'action de l'État et le développement des régions du centre et du sud au Cameroun. C'est le cas par exemple des travaux de :

G. Bwele, dans Encyclopédie de la république du Cameroun,³⁸ présente l'économie du pays en plusieurs chapitres. La diversité économique est traduite par le fait qu'il évoque l'industrie, les ressources agricoles, le bois, les mines, l'élevage, la pêche le transport ainsi que la politique financière du pays. Par le canal de cette encyclopédie, il faut relever que les choix et les objectifs des politiques économiques du Cameroun se sont fait au lendemain des Grandes Guerres. Les tendances en vogue pendant la période d'après-guerre (socialisme et capitalisme) vont tour à tour inspirer les dirigeants camerounais à l'instar du président A. Ahidjo qui va opter pour le socialisme africain et va l'enchaîner par des plans quinquennaux. Son successeur constitutionnel démocrate opta pour le libéralisme communautaire. Cette vue d'ensemble du Cameroun par l'auteur reste dans les généralités et les questions liées à l'influence des politiques étatiques sur développement du territoire restent superficielles. L'auteur n'évoque pas les raisons qui fondent un développement non harmonieux des différentes parties du territoire.

³⁵M. Beaud, *L'Art de la thèse. Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du net*, Paris, La découverte, 5^e ed.2006, p. 43.

³⁶R. Quivy, L. Van Campenhout, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995.

³⁷J.P. Frangniere, *Comment réussir un mémoire*, Paris, Dunod, 1986, P .43.

³⁸G. Bwele, *Encyclopédie de la République Unie du Cameroun*, Tome 3, Douala, NEA, 1981.

Touma Mama, dans sa production scientifique *l'économie camerounaise pour un nouveau départ*,³⁹ fait l'inventaire des énormes richesses économiques du Cameroun qu'il est convenu d'appeler Afrique en miniature, il indique les conditions de son essor économique. Il montre que le pays a été contraint d'abandonner la politique de planification à la suite de la crise 1986-1987. L'auteur souligne que le Cameroun n'a pas toujours atteint les résultats souhaités de la politique d'ajustement structurel qui n'a en aucun cas permis au pays de retrouver son niveau de croissance d'avant la crise. Cette politique des Programmes d'Ajustement Structurels a pour seul mérite d'avoir permis le rétablissement de la grande macroéconomie qui a eu d'imposants coups sociaux comme l'aggravation de la pauvreté des populations qui se poursuit avec l'initiative des pays pauvres et très endettés.

Charles Ateba Eyene,⁴⁰ dans son ouvrage va du constat selon lequel la région du Sud est celle qui bénéficie le plus des places stratégiques dans le gouvernement camerounais, mais reste la région la plus pauvre du Cameroun. Pour soutenir son argumentaire, il a axé ses analyses autour de 5 chapitres. Il débute son analyse en présentant de façon générale la province du sud, il enchaine avec l'exacerbation de la pauvreté de la province du sud malgré toutes les ressources naturelles quelle regorge. Ensuite, il présente un ensemble de projets structurants qui ont été votés mais n'ont pas été réalisés dans la province du sud, il souligne d'ailleurs le fait que la province du sud semble être maudite sur le régime du président Paul Biya. Il termine son propos en relevant que les élites de la province du Sud militent pour une démocratie du sous-développement. Dans cette argumentation, l'auteur met en évidence un ensemble de problèmes auxquels font face les populations du Sud Cameroun. Cette analyse de l'auteur ne nous donne pas exactement une vue de développement espérée par la région du Sud par rapport à une autre région du Cameroun. Cependant, la pertinence de cet ouvrage demeure dans la mesure où il nous a donné un aperçu sur l'état de développement dans la région du sud Cameroun.

Kengne Fodouop,⁴¹ dans son ouvrage *Le Cameroun face au défi du développement* démontre que le Cameroun est un pays riche doté de multiples atouts favorables à son développement. Cet ouvrage présente les différents atouts économiques que possède le Cameroun, il ne manque pas de signaler que le développement souhaité du pays pourrait avoir lieu si les dirigeants politiques et les citoyens renoncent au tribalisme et privilégient l'intérêt

³⁹ Touma Mama, *L'économie camerounaise pour un nouveau départ*, Yaoundé, Afrédit, 2008.

⁴⁰ C. Ateba Eyene, *Les paradoxes du "pays organisateur". Élités productrices ou prédatrices : Le cas de la province du sud Cameroun à l'ère Biya (1982-2007)*, Yaoundé, Saint-Paul, 2008.

⁴¹ Kengne Fodouop, *Le Cameroun face au défi du développement. Atouts, obstacles, voie à suivre*, Paris L'Harmattan, 2012.

général. Dans cet ouvrage, il présente les différentes richesses et ressources naturelles dont dispose le pays mais n'évoque en aucun cas les stratégies qui pourraient être mis en place par l'État pour utiliser ces différentes ressources et parvenir à un développement équilibré de toutes les parties du territoire.

Paul Biya,⁴² dans son ouvrage va du constat selon lequel les grandes théories venues d'ailleurs qui sont le marxisme et le capitalisme ont montré leurs limites en Afrique et que les idées porteuses d'espoirs que sont le capitalisme et la négritude n'ont pas pu apporter une solution efficace aux multiples tragédies du continent. Il tente d'apporter une nouvelle réflexion politique à partir d'un concept qu'il a appelé le libéralisme communautaire. De ce constat, l'auteur soulève le problème de la responsabilité des dirigeants africains à contribuer à l'épanouissement des populations et à la prospérité de leurs pays dans un contexte où l'économie n'est plus au service de l'homme et de la justice sociale. Pour apporter des éléments de réponses à ce problème, l'auteur commence par présenter une vision humanitaire plus solidaire pour un nouvel ordre politique et économique dans le monde. Ensuite ; il évoque la nécessité de la création d'une société politique nouvelle en précisant ses leviers, il affirme qu'il faudrait bâtir une véritable démocratisation forte pour un état fort et véritablement réellement gouverné par le peuple.

En ce qui concerne l'économie, Paul Biya pense qu'elle doit être au service de l'homme et la culture doit occuper une place de choix bien avant les infrastructures la technologie et d'autres services. Dans cet ouvrage, l'auteur pense que le développement d'un pays doit prendre en compte la justice sociale en accordant une place importante à l'enseignement et à la santé. Dans les chapitres 5 et 6 l'auteur explique que le développement doit accorder une place importante à l'humanité à L'homme et l'État doit passer d'une culture ethnique à une culture nationale. Enfin il théorise sur le libéralisme communautaire qui est un système qui développe l'ingéniosité de chaque citoyen en lui laissant la liberté d'entreprendre et de créer les activités économiques sous le contrôle de l'État. Au terme de son analyse, l'auteur conclut que pour se développer le Cameroun doit atteindre 30 objectifs dont les trois premiers portent sur l'unité nationale. Seulement, il ne montre pas de manière concrète comment ses idées peuvent être implémentés de manière pratique et concrète afin d'impulser un développement équilibré du territoire. Toute fois ce document est essentiel dans le cadre de cette recherche dans la mesure

⁴² P. Biya, *pour le libéralisme communautaire*, Lausanne, Éditions Fravres SA, 2018.

où il a permis de comprendre et mieux cerner la politique et la vision du développement du Cameroun à partir de 1982.

Miche Carrel Mang,⁴³ fait le constat selon lequel la grande partie de la population camerounaise est formée de jeunes. Il rappelle que la mobilisation et l'engagement des jeunes dans le développement du Cameroun est indispensable. Il insiste sur l'insertion sociale des jeunes pour atteindre l'efflorescence nationale. Pour lui, le développement global du Cameroun peut être réalisé par le développement des programmes éducatifs et la formation professionnelle des jeunes. Il entame son propos en soulignant que l'accomplissement et la réalisation de l'efflorescence du Cameroun ne pourra être possible que si les objectifs visés engagent la société. Il termine en précisant que la valorisation des valeurs humaines est une source intarissable d'inspiration. Il place l'homme au centre des initiatives et des réalisations. Cet ouvrage nous donne de façon générale des pistes pour parvenir à un développement national. Cependant, il ne présente pas de manière spécifique les mécanismes pour aider le Cameroun à atteindre son objectif de pays émergent à l'horizon 2035.

De ce tour d'horizon, on se rend compte à l'évidence que, la question sur le développement du Cameroun a déjà fait l'objet de plusieurs études. Mais la littérature sur la question sur les politiques étatiques et le développement des régions du Centre et du Sud reste encore très limitée. Quelques auteurs ont entrepris des travaux où ils évoquent de manière sommaire le lien entre les politiques étatique et le développement des régions du Cameroun. À l'état actuel de la recherche, aucune étude concrète n'a été réalisée sur l'influence des politiques étatiques dans le développement des régions du Centre et du Sud. Cette situation justifie le fait que nous élaborions une problématique.

VII. PROBLÉMATIQUE

Dès son accession à l'indépendance, l'un des principaux objectifs des dirigeants camerounais était le développement intégral des différentes parties du territoire tant sur le plan économique, social, infrastructurel qu'humain. Pour y arriver, l'État du Cameroun mis sur pied un ensemble de stratégies et de politiques pour parvenir à l'émergence du pays. Cependant, un constat est fait, celui d'une évolution à double vitesse entre les régions. Autrement dit, les politiques étatiques de développement n'affectent pas toutes les régions du pays de la même

⁴³ M.C. Mang, *Pour l'efflorescence nationale : Essai sur l'insertion sociale des jeunes camerounais pour le développement*, Paris, l'Harmattan, 2018.

manière. Au regard de cette réalité, cette thématique soulève le problème de l'équité et de l'équilibre du développement dans les régions du Cameroun en général et dans les régions du Centre et du Sud en particulier, avec comme ressorts les politiques implémentées par l'État du Cameroun. De ce problème la question fondamentale que l'on se pose est la suivante : Quelle est la contribution des politiques étatiques dans le développement des régions du centre et du sud Cameroun ?

VIII. CADRE THÉORIQUE

L'analyse d'une thématique de recherche passe nécessairement par la compréhension de son cadre théorique. Ce dernier est l'ensemble des connaissances, concepts théories et références qui permettent de décrire une réalité.⁴⁴ C'est aussi un ensemble de définitions qui visent à donner une vue systématique des évènements et des situations, en clarifiant les liens entre les différentes variables existantes en vue de prédire un phénomène ou un évènement.⁴⁵

La théorie quant à elle peut se définir comme un ensemble de concepts interconnectés ou mieux l'analyse d'une thématique de recherche passe nécessairement par la compréhension de son cadre théorique. Ce dernier est l'ensemble des connaissances, concept, théories et références qui permettent de décrire encore un ensemble de définitions qui visent à donner une vue systématique des évènements et des situations, en clarifiant les liens entre les différentes variables existantes en vue de prédire un phénomène ou un évènement⁴⁶.

Pour mieux analyser la problématique des politiques étatiques et le développement des régions du sud et du centre Cameroun, deux théories ont été mobilisées à savoir : le fonctionnalisme et le socialisme.

Au cours de la seconde moitié du 19^e siècle, l'émergence des sciences sociales telles que l'anthropologie, la sociologie et les études culturelles a entraîné le développement des théories spécialisées. Ces sciences à cette époque avaient produit l'une des théories les plus influentes à savoir le fonctionnalisme. Le fonctionnalisme trouve ses racines chez les sociologues comme Herbert Spencer et Émile Durkheim et Bronislaw Malinowski.⁴⁷ Le fonctionnalisme est un ensemble de courants anthropologique et sociologique faisant de la

⁴⁴ A. Nkoum, *Initiation à la recherche : une nécessité professionnelle*, Yaoundé, Presse de l'UCAC, 2005, p. 76.

⁴⁵ Dictionnaire Larousse, 1957, p. 998.

⁴⁶ G. Hemet et B. Batie, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 2020, p. 283.

⁴⁷ J.P. Delas et B. Milly, *Histoire des pensées sociologiques*, Paris, Armand colin, 2021, P. 331.

notion de fonction un élément majeur d'explication des phénomènes sociaux et culturels des actions et des individus ou groupes d'individus. Le fonctionnalisme cherche à expliquer chaque élément singulier à partir du système global. Le fonctionnalisme dans le domaine de l'économie et la sociologie est une perspective théorique qui met l'accent sur le rôle des institutions et des structures sociales dans la stimulation et le progrès économique et social. Cette approche considère que le développement économique découle de la création et du bon fonctionnement des institutions. Le fonctionnalisme du développement affirme que le progrès économique et social est fondé sur l'efficacité des institutions dans la société. Ces institutions sont censées jouer des rôles fonctionnels pour favoriser la croissance économique, l'amélioration des conditions de vie et le progrès global d'une société. Le fonctionnalisme dans cette étude permettra une analyse approfondie des mécanismes par lesquels le gouvernement central a tenté de stimuler la croissance économique et sociale dans ces deux régions spécifiques. En adoptant cette théorie, nous pourrions évaluer non seulement l'efficacité de ses politiques mais aussi leur impact sur les conditions socio-économiques des populations locales.

Le socialisme recouvre un ensemble de courant de pensées et de mouvements politiques, dont le point commun est de rechercher une organisation sociale et économique plus juste. Le socialisme est né en réaction aux inégalités sociales et aux conditions difficiles vécues par les travailleurs pendant la révolution industrielle du 19^e siècle en Europe⁴⁸. Les penseurs comme Karl Marx et Friedrich Engels ont contribué à développer et formaliser les idées socialistes, plaidant pour une société plus égalitaire, une redistribution des richesses et une propriété collective des moyens de production. Le socialisme a évolué depuis lors, prenant de différentes formes et interprétations à travers l'histoire. Le but originel du cadre de cette analyse vise à combiner les principes du socialisme avec les politiques de développement économique. Il met l'accent sur la propriété publique des moyens de productions, la planification économique et la répartition équitable des ressources pour favoriser le progrès social et économique dans les régions du sud et du centre Cameroun, cette théorie vise à réduire les inégalités sociales et économiques tout en promouvant la croissance économique et le bien-être générale. En adoptant une approche socialiste, nous pouvons comprendre comment l'État joue un rôle central dans la planification et la mise en œuvre des politiques équitables et inclusives visant à réduire les disparités régionales. En redistribuant les ressources et en promouvant des investissements

⁴⁸ Processus historique du 19^e siècle qui fait basculer une société à dominance agraire et artisanale vers une société commerciale et industrielle. Cette période a ainsi marqué le passage d'une économie agricole et artisanale à une économie industrielle basée sur la production en série et la mécanisation.

ciblés dans les routes, l'éducation et la santé, le socialisme favorise un développement harmonieux des régions du Centre et du Sud. Après avoir présenté le cadre théorique, passons à la démarche méthodologique.

IX. SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

Le mot méthode tire ses origines du grec ancien ‘‘méthodos’’ composé de *meta qui* signifie ‘‘après’’ et *hodos qui* signifie chemin.⁴⁹ Ainsi, le terme méthode évoque à l'origine le concept d'un chemin ou d'une voie pour parvenir à un objectif déterminé. Le terme méthode désigne ‘‘ la voie à suivre par l'esprit pour décrire ou élaborer un discours cohérent, atteindre la vérité de l'objet à analyser’’⁵⁰. Pour la maturation de ce travail, plusieurs sources ont été utilisées. Il s'agit des sources écrites, iconographiques et orales.

1- La collecte des données

Pour les sources écrites, il a été question de consulter les ouvrages qui traitent du développement du Cameroun sur tous ses aspects. Pour cela, nous nous sommes rendus à la bibliothèque du cercle Histoire Géographie et Archéologie (CHGA), Philosophie, Psychologie ; Sociologie et Anthropologie (CPPSA) de l'université de Yaoundé 1, la bibliothèque de la faculté des Arts, Lettres, et Sciences Humaines, la médiathèque de l'institut français du Cameroun, le centre de recherche d'études politiques et stratégiques de l'université de Yaoundé 2 (CREPS). L'ensemble des documents collectés dans ces différentes structures sont essentiellement composés des ouvrages, des thèses et des mémoires. Par ailleurs, il faut préciser que nous avons fait recours à d'autres sources telles que les sources iconographiques, orales et numériques.

Pour ce qui est des sources iconographiques, ce sont des images, des routes, des hôpitaux et des écoles que nous avons obtenues soit en ligne ou sur le terrain à travers des photographies. Les sources iconographiques sont incontournables dans la connaissance de l'évolution économique du Sud et du Centre Cameroun. Comme les sources présentées ne peuvent pas nous fournir assez d'informations, nous avons complété avec d'autres sources à savoir les sources orales.

⁴⁹ <https://fr.wiktionary.org.com>. Consulté le 10 Février 2024.

⁵⁰ Mbonji Edjenguèlè, *L'ethno-perspective ou la méthode du discours de l'ethno-anthropologie culturelle*, Yaoundé, PUF, 2005. Cité par Womesse Golbo, ‘‘Anthropologie et croyances magiques’’, p. 26.

Les sources orales ont été très déterminantes dans l'élaboration de ce travail. Elles constituent des supports de références importants. Les sources orales ont été collectées à travers des entretiens semi-directifs avec des personnes ressources. Les informateurs ont été sélectionnés en fonction de leurs âges et leurs connaissances dans le domaine de la question étudiée. Le choix a été porté sur des personnes mixtes et âgées en fonction de leur rang social et leur ancienneté dans les régions du Centre et du Sud. Les outils de collecte ont été essentiellement le téléphone, le bloc note, les stylos et les crayons. Enfin, les sources numériques sont des documents ou toutes informations relatives à la question étudiée et qui ont été prisent en ligne. La collecte des informations nécessite une analyse.

2- Méthode d'analyse

Pour mener à bien notre recherche, nous avons opté à la fois pour des méthodes qualitatives et quantitatives.

La méthode d'analyse qualitative qui utilise une démarche empirico-inductive,⁵¹ c'est une approche systématique qui regroupe un ensemble de techniques de recherches, elle englobe souvent une série d'étapes ou procédures pour organiser, interpréter et tirer des conclusions à partir des informations recueillies. La méthode qualitative se concentre sur la compréhension approfondie et la description détaillée des données non numériques et non mesurables telles que des textes. Il s'agit notamment de réaliser des entretiens, des études de cas ou des analyses documentaires pour saisir les expériences et les perceptions des acteurs locaux vis-à-vis du rôle de l'État dans le développement régional. Dans le cadre de cette étude nous avons fait recours à un entretien semi-directif.

L'analyse quantitative quant à elle utilise une démarche hypothético-déductive,⁵² c'est une méthode utilisée dans de nombreux domaines y compris les sciences sociales, elle implique la collecte et l'analyse des données numériques ou mesurables pour obtenir des informations et des conclusions objectives. L'analyse quantitative vise à fournir des informations précises basées sur des données mesurables permettant ainsi une évaluation plus rigoureuse des relations entre les variables étudiées.

⁵¹ P. Nda, *Méthodologie et guide pratique de mémoire de recherche et de thèse de doctorat*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 140.

⁵² *Ibid.*, p. 140

X. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Aucun travail scientifique ne s'est achevé sans obstacles. Le premier obstacle rencontré tout au long de cette recherche est la pression liée au temps accordé pour la rédaction de la présente étude. En effet, déjà préparé psychologiquement à rédiger pendant au moins une année pleine, pour cette sélection l'école doctorale a accordé sept mois pour produire et venir à bout des recherches. La brièveté du temps imparti associé aux engagements académiques et personnels a augmenté en nous le stress déjà présent.

La deuxième difficulté rencontrée se situe au niveau de la documentation. En effet, la plupart des centres de documentation où nous nous sommes rendus, sont dans un désordre total. Les documents sont dans un état de dégradation très poussé. C'est le cas de la bibliothèque de la Faculté des Arts Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé 1 où il était quasiment impossible de déposer un ouvrage et le retrouver au même endroit durant la même journée. De plus, il a été constaté que la majorité de nos délégations n'ont pas d'archives.

L'étendue de la zone d'étude a été un frein pour la recherche. En effet, tout au long de l'analyse, il a fallu effectuer de nombreux déplacements dans les localités des deux régions enfin de mieux tâter les réalités ambiantes pour arriver à des conclusions bien fondées

En plus des difficultés évoquées plus haut, nous avons rencontré sur le terrain la réticence de certains informateurs qui pensaient que cette étude était vouée à des fins politiques. En effet, étant donné que l'une des régions étudiées est celle qui a vu naître le président en exercice au Cameroun depuis 1982, certains informateurs ne voulaient pas se prononcer sur les questions de développement de cette région. Il a fallu parfois introduire la langue nationale (langue locale) pour pouvoir expliquer le but de ce travail. Malgré ces difficultés, les informations rassemblées ont permis d'organiser l'étude d'après un plan bien précis.

XI. PLAN DU TRAVAIL

Ce travail portant sur les politiques étatiques et le développement des régions du Centre et du Sud au Cameroun répond aux exigences méthodologiques et scientifiques de la rédaction des mémoires et thèses en vigueur à l'université de Yaoundé 1 depuis 2006.⁵³

⁵³ Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé 1, *Guide de méthodologie pour la rédaction de thèses mémoires et articles*, Yaoundé, CEPERS A, janvier 2006.

Cette réflexion est élaborée autour de quatre chapitres. Le premier chapitre porte sur les politiques de développement global connu par le Cameroun depuis 1983. Il commence d'abord par présenter la philosophie du libéralisme communautaire initié par le président Paul Biya. Il explore par la suite les raisons qui fondent l'établissement des politiques régionales de développement. Ce chapitre se refermera par la présentation des différentes politiques de développement régional au Cameroun.

Le chapitre 2 est consacré sur les facteurs ayant influencé le processus de développement des régions du Centre et du Sud. Il commence par présenter la situation administrative des deux régions et le rôle de l'élite. Ensuite il présente les facteurs démographiques, internationaux et économiques qui ont conduit d'une manière ou d'une autre au développement de ces deux régions.

Quant au chapitre 3, il met en relief les réalisations et la matérialisation des initiatives de développement dans les régions du sud et du centre. Dans ce chapitre, il est question d'abord de présenter les infrastructures routières présentes dans les régions du Centre et du Sud. Ensuite, il est question d'analyser la différence d'infrastructures scolaires existantes dans les deux régions. Enfin il est question de faire une appréciation de l'accès aux structures sanitaires opérationnelles dans ces régions.

Le dernier chapitre de cette recherche présente les conséquences de la situation de développement entre les deux régions. Il commence par faire une analyse qualitative des initiatives de développement dans les deux régions. Ensuite, il présente les conséquences de la situation de développement actuel dans les régions du Centre et du Sud. Ce chapitre se termine en présentant les enjeux et perspectives d'un développement équilibré entre ces deux régions.

**CHAPITRE 1 : LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT
NATIONALES ET RÉGIONALES AU CAMEROUN ENTRE
1983 ET 2022**

Dans le paysage complexe du développement économique en Afrique, le Cameroun occupe une place singulière, en tant qu'économie stable et résiliente⁵⁴, au cœur de cette dynamique se trouve des politiques étatiques de développement. Celles-ci ont façonné et dirigé les initiatives visant à promouvoir la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. Depuis les années 1980, le Cameroun a entrepris un voyage et une évolution progressive dans le domaine des politiques de développement. Ces dernières décennies ont été marquées par une série de réformes, d'initiatives et de stratégies visant à stimuler la croissance et promouvoir le développement humain. Au Cameroun, les politiques de développement étatiques ont longtemps été au cœur des efforts visant à promouvoir l'ascension économique. Cependant, la diversité géographique et socio-économique du pays conduit à une approche différenciée où les politiques de développement sont souvent adaptées en fonction des besoins, des spécificités et des défis de chaque région.

Ce chapitre qui ouvre l'étude s'intéresse aux différentes politiques de développement implémentées par le Cameroun depuis l'accession à la magistrature suprême du président Paul Biya. Ce dernier, dès ses premières années à la tête du pays, se démarque de son prédécesseur en prônant une nouvelle vision pour le développement intégral du Cameroun. Ce chapitre commence par présenter la philosophie de développement du Cameroun à l'ère du renouveau. Ensuite le chapitre analyse les raisons de l'élaboration des politiques de développement régional et met enfin l'accent sur les différentes politiques régionales de développement.

I. LA TRANSITION ENTRE LE LIBERALISME PLANIFIE DU PRESIDENT AHIDJO AU LIBERALISME COMMUNAUTAIRE DU PRESIDENT BIYA

Depuis les indépendances, le Cameroun a d'abord expérimenté le libéralisme planifié sous la présidence d'Ahmadou Ahidjo, qui a posé les bases d'un développement économique structuré. Ce modèle visait à moderniser le pays tout en en préservant un certain contrôle étatique sur les ressources. Cependant, avec la démission d'Ahidjo le Cameroun a connu un tournant avec l'arrivée du président Paul Biya qui introduit la doctrine du libéralisme communautaire. Cette nouvelle approche privilégie une dynamique économique axée sur les valeurs culturelles et communautaires, redéfinissant ainsi les rapports entre l'Etat, les acteurs économiques et la société civile.

⁵⁴ Anonyme, "Cameroun : Évolutions économique récentes et perspectives", 2019, p. 6.

A- L'héritage du président Ahidjo : les bases du libéralisme planifié

Au lendemain des indépendances africaines, le président Ahmadou Ahidjo du Cameroun s'est engagé dans un ambitieux processus de mise en valeur du territoire national. Confronté à des défis économiques et sociaux majeurs, il a mis en place des politiques visant à moderniser l'agriculture, développer les infrastructures et promouvoir l'accès aux services sociaux de bases. Cette volonté de transformer le Cameroun en une nation prospère s'est traduite par des investissements dans divers secteurs, cherchant à instaurer une dynamique de croissance et à renforcer l'unité nationale. Ainsi, la vision du développement du président Ahidjo a marqué le début d'une nouvelle ère pour le pays, façonnant son avenir sur des bases solides.

a- La philosophie du libéralisme planifié

Après l'indépendance du Cameroun français en 1960, le Cameroun sous la direction du président Amadou Ahidjo, a entrepris la mise en place d'une politique de développement axée sur le libéralisme planifié qui avait pour objectif d'établir une base solide pour le développement national. Dans cette partie du travail, il est question de présenter la philosophie nationale du Cameroun sous le régime d'Amadou Ahidjo afin de mieux comprendre les fondements du libéralisme communautaire du président Paul Biya.

Le libéralisme planifié est une politique hybride qui tente de lier les politiques économiques du capitalisme (libéralisme) et du socialisme (planification). Ceci étant, le président Ahidjo déclarait : "le secteur privé restera pendant longtemps encore leader dans l'industrie et qu'il appartient au gouvernement de concevoir des moyens afin d'atteindre les investissements étrangers"⁵⁵ Le libéralisme dans la politique économique du Cameroun était particulier. C'est en premier ressort une réglementation des entreprises privées qui a pour but de barrer les routes à l'impérialisme économique, conséquence du libéralisme à outrance.⁵⁶ Ce libéralisme à outrance échappe au contrôle de l'Etat et sombre ce dernier dans une sorte d'oligarchie économique.⁵⁷

La planification réside sur un ensemble de moyens précis ; d'un côté nous avons l'intervention étatique et de l'autre côté nous avons le protectionnisme. La planification a une

⁵⁵ Mathieu Jérémie Abena Etoundi, "La planification économique au Cameroun : Aperçu historique (1960-2000)" Thèse de Doctorat/Ph en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2008, p.49.

⁵⁶ Ibid. p. 51.

⁵⁷ C'est une expression qui désigne un système dans lequel un petit nombre d'individus ou d'entreprises détient une part disproportionnée du pouvoir économique et des ressources. Ce groupe restreint influence les décisions économiques, politiques et sociales, souvent au détriment de la majorité.

double fonction, l'une prévisionnelle et l'autre administrative.⁵⁸ La fonction prévisionnelle de la planification économique joue un rôle crucial dans l'anticipation des évolutions sociales et économiques. Elle permet de faciliter la prise de décision éclairée en cette planification aide à identifier les besoins en investissements, à ajuster les politiques publiques et anticiper les crises potentielles. La fonction administrative du libéralisme planifié quant à elle est essentielle pour coordonner les actions des différents acteurs économiques. Elle implique la création des structures étatiques capables de mettre en œuvre des politiques publiques ciblées, de superviser les investissements et garantir la transparence dans la transaction.

Au Cameroun, la matérialisation de cette logique économique s'est matérialisé d'une part avec la création de la SNI (Société Nationale d'investissements) en juin 1964,⁵⁹ et d'autre part avec la création de la BCD (Banque Camerounaise de Développement) en 1960 qui substitue le crédit camerounais de mai 1949, avec pour objectif principal l'octroi des crédits pour le développement agricole, industriel et surtout familial. Concernant le protectionnisme, l'Etat avait opté pour une économie plus autonome avec la mise sur pied d'un ensemble de réglementation pour le commerce extérieur. C'est cette logique protectionniste qui facilitera la création de plusieurs institutions à l'instar de l'Office National de Commercialisation des Produits de Bases (ONCPB) ayant pour mission la liaison entre le monde extérieur et le paysan camerounais.⁶⁰

b- Le contenu du libéralisme planifié : les plans quinquennaux

Le libéralisme planifié au Cameroun représente une approche économique qui cherche à concilier les principes du libre marché avec une intervention étatique ciblée. Dans ce cadre, le gouvernement s'efforce de réguler les activités économiques tout en favorisant la croissance et le développement durable. Entre 1960 et 1991, le Cameroun adopta six plans quinquennaux. Ces derniers visaient de façon globale l'assainissement de l'économie camerounaise et l'amélioration des conditions sociales. De ce fait, on observe deux périodes de planification sous le président Ahidjo : la planification fédérale qui était celle de la période de la République fédérale du Cameroun (1961-1972) et la planification unitaire, celle de la période de la République unie du Cameroun (1972-1991).

⁵⁸ Henri Chambre, *L'économie planifiée*, 'Collection Que Sais-je?', Paris, PUF, 1980, p. 10.

⁵⁹ Anonyme, "Qui sommes-nous", <https://www.sni.cm/index.php/fr/qui-sommes-nous.HTML>. Consulté le 27 Octobre 2024.

⁶⁰ Abena Etoundi, "La planification économique ..." PP. 64-65.

Pendant la planification fédérale, l'Etat du Cameroun adopta deux plans quinquennaux aux objectifs distincts. Le premier plan appelé plan préparatoire s'étendit de 1960 à 1965, il avait pour principal objectif le doublement du revenu par habitant à l'horizon 1980.⁶¹ L'atteinte de cet objectif devait passer par la mise en place des structures économiques et sociales appropriées, l'extension du système coopératif, la création des communautés villageoises et la réduction des disparités régionales.⁶² Le deuxième plan quant à lui couvrit la période allant de 1966 à 1971. Il a été nettement différent du premier plan dans la mesure où il a été l'objectif d'une élaboration plus démocratique, accordant, accordant une place majeure à l'agriculture d'où son appellation " plan paysan"⁶³ L'Etat devait alors mettre sur pied des zones de développement intégrés à l'instar des Zones d'Actions Prioritaires Intégrés (ZAPI) et des industries de transformation. Il devait également mettre un accent sur le financement de la recherche, les études et réaliser le projet transcamerounais.

Concernant la période de planification unitaire, le Cameroun connu quatre plans quinquennaux. En ce qui concerne le troisième plan (1971-1976), il mettait en relief pour la première fois, les priorités dans les régions de l'Etat unitaire dont la réalisation était impérative. Il s'agissait précisément des investissements en infrastructures et des investissements productifs.⁶⁴ Le quatrième plan (1976-1981) appelé plan de la maturité devait permettre la réalisation effective de l'unité nationale et du développement autocentré. Le cinquième plan pour sa part visait la réalisation effective de l'autosuffisance alimentaire, la redynamisation des structures de production dans les secteurs agricoles, forestiers de l'élevage et de la pêche, la réorientation de l'industrialisation du pays par une politique de revalorisation prioritaire des matières premières locales et une promotion d'entreprises hautement compétitive⁶⁵. Il était appelé "Plan de maîtrise du développement"⁶⁶ et constitua à cet égard la première phase de l'objectif du développement en l'an 2000. Le sixième plan se situa aussi dans la même logique du cinquième. Ses options fondamentales étaient fixées sur le libéralisme communautaire, le développement autocentré et équilibré, la démocratisation et la justice sociale et l'intégration nationale⁶⁷.

⁶¹ Raymond Ebale, " Vingt ans d'ajustement structurel au Cameroun (1986-2006)" in Abwa Daniel et al, *Regards croisés sur les cinquante ans du Cameroun indépendant et réuni*, Paris, l'Harmattan 2012, p. 375.

⁶² Touma Mama, *L'économie camerounaise*, pp. 195-196.

⁶³ Ebale, " Vingt ans d'ajustement..." p. 375.

⁶⁴ Touma Mama, *L'économie camerounaise*, p. 198.

⁶⁵ Ebalé, "Vingt ans d'ajustement...", p.375

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Bien que le sixième plan s'inscrivît dans la logique du libéralisme communautaire, il faut noter qu'il intégra la logique du libéralisme planifié. Il faut donc dire que malgré le changement de politique économique au Cameroun, partant du libéralisme planifié au libéralisme communautaire, la logique du développement communautaire reste la même.

L'accession à la magistrature suprême de Paul Biya en 1982 entraîne une orientation de sa philosophie de développement national. On passe alors du libéralisme planifié de l'ex président Ahmadou Ahidjo au libéralisme communautaire du président. Ce changement implique aussi une réorientation de la politique économique.⁶⁸ Autrement dit, il s'agit dans la suite de cette analyse de présenter la philosophie du libéralisme communautaire du président Paul Biya, ensuite les différentes politiques proposées au Cameroun au lendemain de la crise économique de 1987 et enfin faire un état des politiques autonomes de développement du Cameroun sous le régime du renouveau.

B- Le renouveau et la politique du libéralisme communautaire

Avant 1982, la politique de développement au Cameroun menée par le président Ahmadou Ahidjo est le libéralisme planifié basé sur les plans quinquennaux.⁶⁹ Cette doctrine avait pour but de concilier le capitalisme et le socialisme. Elle a été mise en œuvre en 1965 après l'abandon officiel du socialisme africain jusqu'au milieu des années 1980 et l'accession du président Paul Biya au pouvoir. Le libéralisme communautaire est un courant de pensée qui prône la défense des droits individuels subjectifs (liberté, sécurité, propriété). Dans la logique de pensée de John Locke, c'est une vision fondée sur l'individu et la coopération volontaire entre les humains.⁷⁰ Emmanuel Kant ajoute à cette définition que c'est la dignité de la personne humaine, celle-ci ayant le potentiel d'être autonome, libre d'agir et choisir ses propres fins. Cette perception idéaliste du libéralisme va naître en Europe à la fin du 20^e siècle.⁷¹ Elle a été influencée par des développements sociaux politiques et économiques en Europe tels que la montée du culturalisme.

Le libéralisme communautaire est une approche philosophique qui tente de concilier les principes du libéralisme politique avec la reconnaissance des valeurs culturelles. Cette perspective souligne l'importance des relations communautaires de la diversité culturelle et de l'identité locale tout en préservant les droits et les libertés individuels. En d'autres termes, le

⁶⁸ MINEPAT, *1960-2010, 50 ans. L'économie camerounaise*, Yaoundé, Idées Neuves Corporate, 2010, p. 15.

⁶⁹ Le libéralisme planifié est le nom de la doctrine économique camerounaise mise en place par le 1^{er} président du Cameroun de l'indépendance du pays jusqu'à la démission de ce dernier le 6 novembre 1982. Cette approche prône une intervention stratégique de l'état dans l'économie pour corriger les défaillances du marché et promouvoir le bien-être social

⁷⁰ M. Biziou, *Le libéralisme de Locke : des réductions de la raison à la politique du jugement* In : *le libéralisme au miroir du droit : l'État, la personne, la propriété*, Lyon, éditions ENS, 2018, pp. 29-57.

⁷¹ B. Binoche, "La faute à la Helvetius ou le matérialisme après coup" In *Lumière, matérialisme morale : autour de Diderot*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2016, pp. 173-184.

libéralisme communautaire cherche à trouver un équilibre entre les idéaux libéraux de libertés individuelles et les valeurs collectives et sociales propres à chaque communauté.⁷² Il vise de manière concrète le développement d'une liberté responsable dans le champ des communautés coexistantes.⁷³

a- Vision et philosophie du libéralisme communautaire

En 1983, le président lance le “renouveau” en tant que politique officielle marquant une période de réformes économiques, politiques et sociales. Ce régime vise à moderniser le concept de liberté économique, de démocratie, de multipartisme et la décentralisation administrative. La politique du libéralisme communautaire est définie lors du 4^{ème} congrès de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) le 21 mars 1985.⁷⁴ L'UNC étant le parti politique majeur dirigé par Paul Biya, ce congrès est marqué par des discussions sur les politiques du parti, les orientations stratégiques pour les années avenir. L'accent est ainsi mis sur les Nouvelles Technologies de l'Information et la Communication (NTIC). En soulignant que les technologies de l'information et de la communication doivent bénéficier d'une grande attention compte tenu des grands succès remarquables qu'ils ont eus en Afrique.⁷⁵ L'infrastructure à fibre devra être un véritable *backbone* national c'est-à-dire qu'il doit être le nœud central qui interconnecte tous les secteurs de l'économie Camerounaise.⁷⁶ Pour y arriver, on doit passer par la formation des jeunes à ces nouvelles technologies pour qu'ils soient aptes à leur manipulation en faveur du développement du pays. Les nouvelles technologies doivent également être une dorsale du développement économique et social compte tenu du potentiel des nouvelles technologies et de leur succès en Afrique. Ceci a pour but de renforcer l'accès à l'information, stimuler l'innovation et améliorer l'efficacité des services publics. Il encourage donc l'investissement dans les infrastructures numériques telles que les réseaux de communication et l'accès à internet afin de connecter les communautés rurales aux opportunités économiques et au service de base.⁷⁷ De plus, il promeut l'utilisation des nouvelles technologies dans les domaines comme l'éducation la santé et l'administration publique pour favoriser le

⁷² B. Guillaume, *Rawls et l'égalité démocratique*, PUF, 1999, pp. 173-192.

⁷³ <https://biencommun.coherences.com/blog-hm/2016/01/05/le-liberalisme-communautaire>. Consulté le 17 février 2024.

⁷⁴ Congrès au cours duquel le RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais), nouveau parti politique va naître en remplacement de l'UNC parti politique crée par l'ancien président Ahmadou Ahidjo. Il s'est tenu à Bamenda du 21 au 24 mars 1985, et avait pour principal objectif de fixer les orientations majeures du libéralisme communautaire.

⁷⁵ Biya, *Pour le libéralisme...*, p. 71.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ <https://fr.wikipedia.org/wiki/libert%C3%A9-de-la-presse>. Consulté le 18 février 2024.

développement humain et le bien-être des citoyens pour une société plus inclusive pouvant faire face aux défis du 21^e siècle.

L'accent est également mis dans le développement de l'agriculture pour le président, elle doit occuper une place importante dans le développement du pays en précisant : "l'agriculture priorité de nos priorités conserve sa place centrale dans notre stratégie de développement."⁷⁸ Par cette affirmation, il reconnaît l'agriculture comme un pilier essentiel de l'économie nationale, le développement rural et même la sécurité alimentaire. Dans le cadre du libéralisme communautaire, le président Biya encourage l'investissement privé dans le secteur agricole tout en soutenant les initiatives communautaires et coopératives. En effet, il faut renforcer la résilience des communautés rurales, parce que l'économie camerounaise repose sur cette dernière.

De même, les autres activités économiques telles que la pêche et l'élevage ne doivent pas seulement renforcer l'autosuffisance mais doivent contribuer également à l'enrichissement du pays,⁷⁹ l'enrichissement du Cameroun par ces activités est considéré comme une opportunité à saisir. En encourageant l'investissement privé et la participation des communautés dans ces secteurs, le gouvernement pourrait créer des emplois et améliorer la sécurité alimentaire. La philosophie du libéralisme communautaire repose sur une approche sociopolitique qui vise à concilier les principes du libéralisme économique avec les valeurs de la solidarité et la cohésion sociale pour une autonomie financière.⁸⁰ En se fondant sur cette philosophie, les principes du libéralisme communautaire se manifestent à travers plusieurs aspects.

b- Les principes du libéralisme communautaire

Le libéralisme communautaire tout comme le libéralisme planifié s'inscrit dans la logique du rôle régulateur de l'État. Pour lui, bâtir un Cameroun moderne est la grande et noble tâche à laquelle le gouvernement entend résolument continuer de s'atteler avec l'aide du parti.⁸¹ Il a pour but de promouvoir le développement économique et social à travers des politiques favorables à l'investissement privé. De ce fait la décentralisation du pouvoir et une meilleure initiative de participation des communautés locales à la gouvernance et la protection des droits individuels et des libertés civiles. Il cherche également à encourager le dialogue et la

⁷⁸ Biya, *Pour le libéralisme...*, p. 65

⁷⁹ *Ibid.*, p. 66.

⁸⁰ E. Oliva, "La conception de l'autonomie financière locale quel contenu ? Quelle effectivité ?" Vol n°2, 2017/2, p. 13-24.

⁸¹ Biya, *pour le libéralisme...*, p. 17.

coopération entre les différentes communautés ethniques religieuses du Cameroun pour favoriser l'unité nationale et la cohésion sociale. Pour y arriver, il oriente sa politique vers trois principes directeurs.

La liberté d'entreprendre

La liberté d'entreprendre dans le libéralisme communautaire joue un rôle central. Le président Biya encourage l'initiative privée et l'investissement dans le but de stimuler le développement économique et social du Cameroun. Cela implique la mise en place des politiques favorables aux entreprises, telles que les réformes fiscales et réglementaires visant à faciliter la création et la croissance des entreprises. La liberté d'entreprendre ici va dans le cadre de la stimulation de la créativité des camerounais et est encouragée par plusieurs moyens. Tout d'abord, des politiques sont mises en place pour faciliter l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle afin de développer des compétences et les talents nécessaires à l'innovation entrepreneuriale.⁸²

De plus, des initiatives visant à promouvoir la recherche et développement sont encouragées pour favoriser l'émergence de nouvelles technologies et de nouveaux secteurs d'activités. L'Etat moderne en plus d'assurer avec efficacité ses fonctions de défense et de justice. La mise en réseau et le partage des bonnes pratiques entre les entrepreneurs sont encouragés pour favoriser la collaboration et l'échange d'expériences, contribuant ainsi à renforcer l'écosystème entrepreneurial du pays. En effet, la liberté d'entreprendre se conçoit dans un contexte éthique que le gouvernement est chargé de faire respecter.⁸³ En plus d'assurer avec efficacité ses fonctions de défenses l'Etat a aussi pour finalité d'être le régulateur et le protecteur des libertés économiques et politiques.

La fonction régulatrice de l'Etat démocratique

Le second principe du libéralisme communautaire réside dans le rôle déterminant que doit jouer l'Etat pour l'épanouissement de tous les citoyens. Dans ce contexte, il s'agit d'associer la notion fondamentale de la liberté aux valeurs essentielles qui restent une préoccupation Prédominante.⁸⁴ Sans ces valeurs essentielles, la liberté seule conduit à la loi du plus fort contre le plus faible, du riche contre le pauvre, au triomphe de l'opresseur sur le

⁸² E. M. Hernandez, " Les trois dimensions de la décision d'entreprendre," vol n° 168-169, 2006, pp. 337-357.

⁸³ Bien que les individus aient la liberté d'entreprendre, cette liberté est exercée dans le cadre d'une responsabilité sociale et éthique où le gouvernement joue un rôle de régulation pour garantir le bien-être de la communauté et prévenir les abus.

⁸⁴ Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, promotion et justice sociale, égalité et protection de la dignité humaine. La protection de ces valeurs essentielles favorise la création d'un environnement où on peut s'épanouir librement.

démuni.⁸⁵ La fonction régulatrice démocratique consiste donc à établir et à faire respecter les règles, lois et institutions qui encadrent le comportement des citoyens. Aussi, elle vise à garantir une équité, la justice et la protection des droits du camerounais tout en assurant le bon fonctionnement de sa société dans le respect de cette démocratie.

Par conséquent, l'Etat ne saurait être un instrument de domination pour une classe particulière de la société. Il devait être le reflet de la société camerounaise à tout moment de son histoire. Entant que régulateur, il devra veiller à la sauvegarde de l'intérêt général qui est celui de la communauté et non celui d'une couche sociale particulière.

Le devoir de solidarité

Le dernier principe du libéralisme communautaire est fondé sur la liberté démocratique et de la transparence qui refuse de réduire l'homme à la simple marchandise. Il se propose de s'inscrire résolument dans le courant de l'humanisme. L'humanisme se manifeste par une attention particulière portée au bien-être et au développement de l'individu au sein de la communauté. Ceci permet au peuple camerounais, s'il est appliqué et adopté, d'exprimer sa confiance en lui-même, de le façonner et le transformer en acteur de son propre développement et en promoteur engagé de l'émergence du Cameroun. Le principe de la solidarité nationale repose sur l'idée selon laquelle tous les membres d'une nation partagent des responsabilités communes envers le bien-être de la société. Il implique la collaboration et le soutien mutuel entre les citoyens notamment à travers les politiques économiques. De manière concrète, cela se manifeste par des programmes gouvernementaux de lutte contre la pauvreté, d'aide aux personnes handicapées, de protection sociale pour les travailleurs précaires et de soutien aux familles monoparentales, et d'autres initiatives visant à garantir un filet de sécurité pour les couches les plus vulnérables.⁸⁶

Le libéralisme communautaire promeut l'idée d'un sentiment d'appartenance et de responsabilité collective car, c'est dans la tradition camerounaise que se pratique dès le bas âge le *yum*.⁸⁷ Le tout petit apprend à travers les proverbes qu'une main ne peut toute seule véritablement faire un paquet.⁸⁸ La pratique du *M'Bangsuma*, qui veut que deux ou plusieurs

⁸⁵ Biya, *pour le libéralisme...*, p. 17.

⁸⁶ <https://biencommun.coherences.com/blog-hm/2016/01/05/le-liberalisme-communautaire>. Consulté le 17 février 2024.

⁸⁷ Yum est une abréviation de *yes, you Matter* "oui vous comptez" C'est une initiative ou un concept visant à encourager l'inclusion financière et promouvoir le développement au niveau communautaire. Il met l'accent sur l'importance de la reconnaître la valeur et la dignité de chaque individu au sein d'une communauté.

⁸⁸ Biya, *Pour le libéralisme ...*, p. 43.

personnes, adultes, femmes ou enfants conviennent par la solidarité de ne jamais rien manger sans les autres partenaires. Dans notre contexte, le principe du *M'Bagsuma* fait référence à la solidarité et l'entraide au sein de la communauté camerounaise, ce concept encourage la cohésion sociale et le développement économique, développe les projets collectifs et la participation citoyenne à la vie économique et sociale de leur pays⁸⁹.

La politique du libéralisme communautaire axée sur la conciliation entre liberté individuelle et responsabilité collective trouve une application plus ou moins concrète aux problèmes du Cameroun. Cependant, dès les premières années de son application est heurtée par la crise économique mondiale des années 80. Cette crise a dès l'instant réorienté la politique de développement nationale en lui imposant de nouvelles politiques en matière de développement.

La transition du libéralisme planifié de l'ère Ahidjo au libéralisme communautaire sous le leadership de Paul Biya a marqué une évolution significative dans l'approche du développement économique et social au Cameroun. Alors que le libéralisme planifié est caractérisé par une intervention étatique forte dans l'économie. Le libéralisme communautaire quant à lui met l'accent sur une approche plus participative, impliquant une forte collaboration entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé. Cependant, cette nouvelle politique est heurtée par des réformes administratives proposées par des institutions internationales. Le régime du renouveau est marqué par des réformes économiques majeures résultant du programme ajustement structurel.

2-Les politiques de développement proposées à l'Etat du Cameroun au lendemain de la crise économique de 1987

On entend par politique de développement imposé l'ensemble des programmes imposés au Cameroun au lendemain de la crise économique. Les plus importants furent les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui ont été mis en place dans les années 1986/1987. Ceci en réponse aux pressions économiques et financières internationales, ainsi qu'aux déséquilibres économiques internes. Ces programmes, sont les plus souvent soutenus par des institutions internationales telles que le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM). La crise économique au Cameroun est causée à la fois par des raisons internes et externes

⁸⁹ Biya, *Pour le libéralisme ...*, p. 43.

a- Les causes de la crise économique au Cameroun

L'économie du Cameroun, comme celle de nombreux autres pays, est sujette à diverses pressions et défis qui ont conduit à des périodes de crise. Les causes de la crise sont liées à la fois à des facteurs externes et internes. Ces facteurs ont eu un impact significatif sur la stabilité du pays. Les premières découvertes de pétroles sont faites dans le bassin du Rio Del Rey en 1972. Mais ce n'est qu'en 1977 que le pays acquiert le statut de producteur de pétrole suite à la mise en production du champ de Kolé.⁹⁰ En 1978, il représentait alors 60 % des recettes d'exportations du pays⁹¹.

En plein dans l'économie du pétrole, le Cameroun comme tous les autres pays exportateurs de pétrole va subir le premier choc pétrolier qui débute en 1972 à la suite du pic de production de pétrole des États-Unis qui a eu pour effet une dévalorisation du dollar. Cette crise est souvent associée à ce choc à cause de la déclaration d'embargo de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP).⁹² Elle accentue la hausse des prix du baril du pétrole dans le contexte de la guerre du kippour d'octobre 1973,⁹³ où le prix du baril de pétrole a quadruplé passant de 2,58 à 11,65 dollars⁹⁴. Cette fragilité dans le pétrole va se poursuivre jusqu'en 1987.

En ce qui concerne la macroéconomie, en 1986 le Cameroun apparaissait comme un des meilleurs risques financiers au sud du Sahara ainsi qu'un pôle en pleine expansion au sein d'une Afrique en proie à la récession.⁹⁵ La politique du président Ronald Reagan durant son mandat de 1981 à 1989 a été centrée sur le conservatisme économique et la promotion du libre marché.⁹⁶ Ses politiques souvent qualifiées de *reaganomics*, incluaient les baisses d'importations significatives, une déréglementation et une augmentation des dépenses militaires. L'économie des États-Unis entre au début des années 1970 dans une phase de stagnation économique combinée à une inflation élevée. Cette situation grignote le pouvoir d'achat et ne permet pas de réduire le chômage. La dépréciation du dollar US tire ses origines de l'année

⁹⁰ Anonyme, "Rapport Initiative pour la transparence des Industries Extractives du Cameroun", 2018, p. 2.

⁹¹ Elemba Binde, "L'économie camerounaise face au problème de l'arrimage de la nouvelle dynamique libérale planétaire, (1960-2012)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2016, p. 26.

⁹² Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole créée le 14 septembre 1960 à Bagdad entre l'Iran l'Irak et le Koweït, réunissant les pays exportateurs de pétrole dans le but de négocier avec des sociétés pétrolières pour tout ce qui touche de la production du pétrole, son prix, et les futurs droits de concession.

⁹³ Encore appelé guerre du ramadan ou guerre israélo-arabe de 1973 est un conflit qui opposa du 6 au 24 octobre Israël à une coalition militaire arabe menée par l'Égypte et la Syrie.

⁹⁴ J.C. Mcveigh, *Energy around the world: An introduction to energy studies, global resource needs utilization*, Pergamon press, 1984, p. 62.

⁹⁵ Elimba Binde, "L'économie camerounaise..." p. 28.

⁹⁶ C'est une approche politique et économique qui prône la limitation de l'intervention de l'état dans l'économie. Les conservateurs économiques soutiennent généralement les politiques favorisant le libre marché, la déréglementation, les réductions des d'impôts et une fiscalité moins progressive.

1981, lorsque le président des États-Unis Ronald Reagan voulant donner une nouvelle valeur à la monnaie américaine, celle-ci subit une augmentation du taux d'échange par rapport au FCFA, elle passe de 235,3 en 1981 à 374 en 1986.⁹⁷ Cette hausse entraîne une augmentation des prix des produits américains, la conséquence étant la surproduction et la baisse de la commercialisation. Pour sortir de cette situation assez compliquée, les USA étaient dans l'obligation de dévaluer la monnaie. Cette dépréciation fut de 40% en 1987.⁹⁸ À la suite de la dépréciation du dollar, la chute des couts des principaux produits d'exportations apparaît. Il faut le rappeler ici que depuis son indépendance le Cameroun a conservé sa monnaie héritée de la colonisation comme tous les pays francophones appartenant à la zone franche. Il exportait principalement le cacao, banane, coton, pétrole. La baisse de ces prix a eu une influence directe et néfaste sur l'économie camerounaise, ainsi de 1987 en 1989 le kg de café baisse de 24%, celui du cacao de 11% et le baril de pétrole de 60%.⁹⁹

Sur le plan interne, la crise économique au Cameroun a été Influencée par des facteurs tels que des difficultés budgétaires, une gestion économique inefficace, la corruption, l'inflation et des déséquilibres dans les secteurs publics. Elle fut appliquée au Cameroun par les actions des acteurs nationaux. Ceci dit, la présence des industries sur le territoire camerounais ne garantissait pas la prospérité en ce sens que la politique économique mise en place ne promouvait pas une réelle stabilisation au niveau de fonctionnement de ses activités industrielles.¹⁰⁰

Au Cameroun, on observe le phénomène de corruption dans différents secteurs d'activités notamment dans les marchés publics, les assurances les douanes, les forces armées et même le domaine de la justice¹⁰¹. Cependant il faut noter que la grande corruption est la plus dangereuse et nuit gravement au développement social du pays. Le Cameroun est d'ailleurs dans ce sens classé comme le pays le plus corrompu du monde en 1999 par *transparency international* avec comme note 1,5.¹⁰² La mauvaise gestion des entreprises publiques et parapubliques qui pour beaucoup, n'avaient que pour seule fonction, celle d'assurer les faveurs à l'élite politique et administrative sous Ahidjo puis sous Biya, ont été largement de véritables

⁹⁷ Elimba Binde, "L'économie camerounaise...", p. 29.

⁹⁸ S. Koh, "Établissement de crédit et financement de l'économie camerounaise (1962-1999)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2007, p. 32.

⁹⁹ S. Koh, "Établissement de crédit ...", p. 32.

¹⁰⁰ A. Youmeni, "Impact social des programmes d'ajustement structurel au Cameroun (1987-2017)", Mémoire de Master en histoire, Université de Yaoundé 1, 2023, p. 34.

¹⁰¹ P. Titi Nwel, *De la corruption au Cameroun*, Yaoundé, SAAGRAPH, 1999, pp. 44-54.

¹⁰² Anonyme, *Réforme économique numéro spécial*, 2004, p. 4.

gouffres financier pour l'État.¹⁰³ Le gouvernement n'ayant pris aucune mesure à l'encontre des corrupteurs et des corrompus ce phénomène s'est accentué et a gangrené l'économie du pays.

De plus, l'économie du Cameroun dépendait fortement de l'extérieur et ne saurait alors être le gage d'une véritable ascension surtout que celle-ci est basée presque à 90% Sur l'agriculture.¹⁰⁴ À cet effet des entreprises publiques et parapubliques enregistrent de mauvaises performances avec une gestion déficitaire.¹⁰⁵ Car elle souffrait d'un manque de compétitivité du au protectionnisme qui ne garantissait pas une meilleure rentabilité des débouchés. L'ensemble de ces maux ont donc conduit de manière inévitable l'entrée du Cameroun dans la crise économique.

b- L'entrée du Cameroun dans les Programmes d'Ajustement Structurel

L'objectif principal de l'ajustement structurel est de stabiliser le système financier en réglémentant la circulation des capitaux. La politique de l'ajustement structurel encore appelé consensus de Washington est construite autour de dix commandements préinscrits aux pays sous-développés.¹⁰⁶ La priorité est donc mise sur les grands équilibres financiers car, il s'agit de redonner une certaine valeur au commerce camerounais et aux possibilités d'investissement,¹⁰⁷ considéré comme une sorte de médication magique capable de relever les économies des pays en difficulté.

Lorsque le Cameroun commence à ressentir les effets de la crise, il tente un ensemble de mesures pour y sortir. Toutes ces tentatives ont été sans effets et le recours au FMI apparait dès lors comme l'ultime solution aux difficultés encourues. D'ailleurs le président Paul Biya dans son discours de vœux à la nation le 31 décembre 1986 déclare que "1987 ne sera pas facile."¹⁰⁸ Aucune mesure efficace n'ayant été trouvée pour contrecarrer la crise, le Cameroun se retrouve dos au mur.¹⁰⁹ C'est ainsi qu'on assiste à l'avènement de plusieurs accords signés entre le Cameroun et le FMI. Ces accords partent de 1988 date du premier accord à 2000 date du dernier accord.

¹⁰³ F. Pigeaud, *Au Cameroun de ...*, p. 42.

¹⁰⁴ AMINEPAT, 3C 21, *L'économie relance, 1984-1993, Projet de Relance de L'économie camerounaise, Cadre minimum de relance de L'économie camerounaise, Avant-projet*, 1993 p. 1.

¹⁰⁵ AMINEPAT, 3C 25, *Économie : Relance 1983-2007, Document de stratégie de la relance de l'économie camerounaise en but de la crise économique. Maitrise de la mise en œuvre du DSRP*, p. 1.

¹⁰⁶ Elimba Binde, " L'économie camerounaise ...," p. 41.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ P. Biya, *Ontologie des discours et interviews du président de la république du Cameroun 1982-2002*, volume 1, Yaoundé, SOPECAM, 2002, p.502

¹⁰⁹ S. Eboua, *D'Ahidjo à Biya, le changement au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 200

Le premier accord porte sur les crédits de l'ordre de 47 milliards de FCFA, a été signé le 19 septembre 1988. Cet accord institue le premier pas de l'ajustement structurel. Initialement prévue pour 18 mois, il fut prolongé. Cette prorogation est due aux difficultés rencontrées lors de sa mise en application.¹¹⁰ Au total six Programmes d'Ajustements Structurels ont été appliqués au Cameroun et avaient un ensemble d'objectifs qui prenaient en compte tous les domaines de la vie gouvernementale.

Après l'annonce difficile de la crise économique au Cameroun le 19 février 1987, il a fallu attendre le mois de septembre 1988 pour que le pays frappe à la porte du FMI, pour un premier accord dans le cadre des Programmes d'Ajustements Structurels. En 1996, l'initiative en faveur des Pays Pauvres et Très Endettés (PPTTE) est lancée puis renforcée en 1999. C'est un dispositif global de réduction de la dette des pays pauvres très endettés, qui impliquent des programmes d'ajustements et des réformes appuyées par le FMI et la Banque Mondiale. Elle vise à apporter une solution durable aux problèmes de l'endettement des pays dont l'obligation au titre du service de la dette en était venue à absorber une part importante de leurs recettes d'exportations, au point de constituer un obstacle majeur à leur développement économique et social¹¹¹.

En octobre 2000, le Cameroun, dans la douleur atteint le point de décision de l'initiative Pays Pauvres et Très endettés. C'est à dire que le pays de Paul Biya a satisfait les conditions requises par le FMI et la Banque Mondiale, permettant d'atteindre le point d'achèvement.¹¹² Le 28 avril 2006, l'atteinte du point d'achèvement a donné droit à des ressources additionnelles provenant de l'annulation d'une partie de la dette extérieure du Cameroun.¹¹³ Après cette phase, le Cameroun cherche à forger sa propre voie vers le progrès en mettant sur pied un programme de développement.

3- Les politiques autonomes de développement du Cameroun

On entend par politique autonome de développement l'ensemble des initiatives prises par un gouvernement pour impulser son développement. Il s'agit d'une approche élaborée par un pays pour mettre en œuvre ses propres stratégies de croissance de progrès économique sans dépendre d'une influence externe. Cela implique généralement la prise de décision indépendante en matière de politique économique, sociale et technologique, pour favoriser son

¹¹⁰ Touma Mama, *L'économie camerounaise...*, p. 299.

¹¹¹ P. Ganfeh, *Paul Biya, Le héros d'un chemin escarpé*, Yaoundé, Éditions Proximité, 2021, p. 123.

¹¹² *Ibid.* p. 123.

¹¹³ *Ibid.*

développement interne. Le Cameroun pour son développement interne met sur pied une stratégie de développement notifiée dans un document qui sert de feuille de route.

a- Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE),¹¹⁴ a été élaboré dans un contexte caractérisé par le renchérissement du coût de la vie au niveau national, la crise financière internationale. Le document de stratégie pour la croissance et l'emploi qui va couvrir les dix premières années de la vision du Cameroun en 2035 sera centré sur l'accélération de la croissance, la création d'emplois formels et la réduction de la pauvreté. En effet, pour y parvenir quatre objectifs accompagnent la DSCE.¹¹⁵

- Porter la croissance à 3,5% en moyenne annuelle dans la période 2010-2020 ;
- Ramener le sous-emploi de 75,8% à moins de 50% en 2020 avec la création de dizaine d'emplois formels ;
- Ramener le taux de pauvreté monétaire de 39,9% en 2007 à 28,7% en 2020 ;
- Réaliser à l'horizon 2020 l'ensemble des objectifs du millénaire pour le développement.¹¹⁶

Pour la réalisation de ses objectifs, le DSCE s'organise autour de certaines stratégies qu'il faut appliquer pour arriver aux résultats voulus.

Les stratégies du Document de stratégie national pour l'emploi

La crise économique du milieu des années 80 a stoppé l'élan de développement des infrastructures entamé depuis les indépendances. Depuis les années de sortie de la crise, l'État entame des réformes importantes dans les principaux secteurs des infrastructures. Convaincu du rôle moteur des infrastructures dans la facilitation des échanges¹¹⁷, et la promotion d'une croissance forte et durable pour la compétitivité que leur bonne qualité génère, le gouvernement doit investir massivement dans le développement des infrastructures au cours de la mise en œuvre de la stratégie. Il est question pour le gouvernement de mettre les infrastructures en adéquation avec la demande économique et sociale. Le gouvernement a mis l'accent sur l'aménagement de nouvelles infrastructures portuaires et ferroviaires qui accompagne les

¹¹⁴ Le DSCE c'est un document de stratégie pour la croissance et pour l'emploi sert de référence à l'action gouvernementale, il a été adopté pour la période 2010-2020. Ce document analyse de manière générale les défis économiques et sociaux auxquels le Cameroun est confronté, identifie les objectifs de la croissance et d'emploi et propose des reformes pour atteindre ces objectifs.

¹¹⁵ Anonyme, *50 ans : l'économie camerounaise...*, p. 36.

¹¹⁶ MINEPAT, *Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi*, 2010, pp. 51-53

¹¹⁷ Touma Mama, *L'économie camerounaise...*, p. 385.

projets porteurs de la croissance. Il s'agit par exemple de la construction du port de Kribi sur la base du B.O.T (*Build, Operate and Transfert*). Il accueille principalement la demande provenant de l'exploitation minière programmée ainsi que la croissance du trafic maritime.¹¹⁸

Un autre axe était porté sur la modernisation de l'appareil humain. Il est question à ce niveau d'améliorer l'offre des services sanitaires, de renforcer le système éducatif et la formation professionnelle. Par ailleurs, la stratégie de l'intégration régionale et des échanges commerciaux envisage de placer le Cameroun au centre des affaires économiques dans la sous-région CEMAC.

La stratégie de l'emploi quant à elle, repose sur la promotion de l'éducation, la formation professionnelle et le soutien aux petites entreprises et la création d'un environnement favorable à l'investissement. Elle vise à stimuler la croissance économique tout en favorisant la création d'emplois durables. La priorité est mise sur le secteur informel. Ce secteur est celui qui regroupe l'ensemble des activités qui ne passent pas sous le contrôle de l'État. Le secteur informel englobe l'ensemble des activités non formelles génératrices des revenus dont la majeure partie de la population s'y investit.¹¹⁹ Il absorbe en moyenne 90,4% de la population active et couvre l'essentiel du sous-emploi estimé 75,8% de cette population. Ces activités peuvent inclure les petites entreprises, les vendeurs ambulants etc. Les mesures d'accompagnement pour développer ce secteur ont permis de mettre en place un cadre légal devant faciliter la modernisation de ce secteur, renforcer la capacité des acteurs de ce secteur tout en mettant un accent sur la couverture des zones rurales, la participation des femmes et des jeunes.¹²⁰

Le troisième axe de la stratégie repose sur la gouvernance et la gestion de l'État. Selon la Banque Mondiale, la gouvernance fait référence à la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays en vue de se développer.¹²¹ Ainsi, elle englobe, les structures politiques, les décisions, et les pratiques qui déterminent la manière dont le pouvoir est exercé. La gouvernance de l'État est de renforcer l'efficacité des institutions et promouvoir la transparence et la responsabilité, à lutter contre la corruption, à améliorer les services publics et à favoriser un climat favorable aux investissements. Le gouvernement entend consolider les acquis et mettre l'accent sur les acteurs prioritaires susceptibles d'apporter une valeur ajoutée à la politique de développement. Le DSCE adopté en avril 2009 et implémenté

¹¹⁸ Touma Mama, *L'économie camerounaise...*, p. 385.

¹¹⁹ Elimba Binde, "L'économie camerounaise..." p. 97.

¹²⁰ Anonyme, *Deuxième enquête EESI. Rapport de synthèse*, IN, 2001, pp. 16-17.

¹²¹ World Bank, *Governance and Development*, 1992, p. 1.

des 2010 arrive à son terme le 31 décembre 2020. Dans cette perspective de l'opérationnalisation de la vision du Cameroun à l'horizon 2035, une collecte d'informations a été faite et a permis d'identifier les réformes envisagées et la priorité 2020-2030. Ces priorités ont été consigné à l'intérieur d'un document appelé la SND30 qui vise à transformer structurellement l'économie en vue d'un développement inclusif.

b- La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30)

La stratégie nationale pour le développement 2020-2030 s'appuie sur les leçons de la mise en œuvre du document de la stratégie pour la croissance et pour l'emploi dont elle prend le relai jusqu'en 2030. Dans cette perspective, de l'accomplissement des objectifs de l'horizon 2035 qui ambitionne de faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et unis dans sa diversité. La SND30 est cette boussole qui guide les actions de développement du gouvernement au cours de la prochaine décennie.

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi réaffirme la volonté du gouvernement de poursuivre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans leur ensemble.¹²² La période 2020-2030 a été retenue pour mieux articuler la stratégie avec l'agenda mondial des objectifs de développement durable (ODD), mais aussi pour stabiliser les horizons de planification et intégrer les retards enregistrés dans la mise en œuvre du DSCE pour maintenir le cap d'émergence.

La SND30 ambitionne de procéder à la transformation structurelle de l'économie en opérant des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales afin de favoriser un développement endogène et inclusif. L'objectif étant de faire du Cameroun un nouveau pays industrialisé, les efforts seront articulés autour de l'industrialisation qui constitue donc le centre d'intérêt de la présente stratégie nationale.¹²³ Pour y parvenir, le pays se fixe des objectifs et une stratégie à appliquer.

Les objectifs de la SND30

La stratégie nationale de développement 2020-2030 se fixe plusieurs objectifs parmi lesquels :

¹²² C'est un ensemble d'objectifs adoptés en 2000 à New-York avec la déclaration du millénaire de l'ONU et au moins 28 Organisations internationales ont convenus de les atteindre pour 2015. Ces objectifs sont entre autre la réduction de l'extrême pauvreté, la mortalité infantile, la lutte contre les épidémies, l'égalité de sexe, l'accès à l'éducation et le développement durable.

¹²³ MINEPAT, *Stratégie Nationale de développement, 2020-2030*, p. 38.

Mettre en place des conditions favorables à la croissance économique, l'accumulation des richesses nationales et veiller à obtenir des modifications structurelles indispensables pour l'industrialisation du pays. Il est donc question de porter le taux de croissance annuelle de 4,5% à 8,1% en moyenne sur la période 2020-2030 ;

Porter la croissance du secteur secondaire (hors pétrole) à plus de 8% en moyenne, ramener le déficit de la balance commerciale de 8,8% du PIB en 2018 à moins de 3% en 2030 ;

Améliorer les conditions de vie des populations et leur accès aux services sociaux de base en assurant une réduction significative de la pauvreté et du sous-emploi ;

Renforcer les mesures d'adoption des effets des changements climatiques et de gestion environnementale pour garantir une croissance économique et un développement social durable, Améliorer la gouvernance pour renforcer la performance de l'action publique en vue de l'atteinte des objectifs de développement.¹²⁴

Axes de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030

Le premier pilier relatif à la transformation structurelle de l'économie nationale, traite de la planification économique qui doit conduire à la résolution des problèmes bien identifiés notamment le faible niveau d'industrialisation et la faiblesse des liens intersectoriels ; Le deuxième pilier traite du développement du capital humain. Il aborde les stratégies sectorielles à vocation sociale.¹²⁵ De ce point de vue, le gouvernement inscrit son action dans la logique du relèvement continu des politiques sociales, en cohérence avec les théories de la croissance endogène qui suggèrent que la plus grande partie de la croissance viendrait de la rencontre des ressources humaines bien préparées avec l'innovation technologique;¹²⁶ Le troisième pilier traite de la promotion de l'emploi et l'insertion des jeunes dans le circuit économique. Il s'agit ici de la problématique du sous-emploi, de l'adéquation de l'offre à la formation à la demande du secteur productif en main d'œuvre. Ainsi, il s'agit de mettre un cadre efficace pour l'éclosion des entreprises les plus créatrices d'emploi savoir Petites et Moyennes Entreprises (PME) ; Le dernier concerne la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'état. En plus de ces axes stratégiques, la SND30 inclut les questions liées au développement local au

¹²⁴ MINEPAT, *Stratégie nationale de...*, p. 38.

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ *Ibid.*

multiculturalisme et au bilinguisme qui sont au centre de la troisième dimension de la vision 2030 à savoir ‘‘l’unité dans la diversité’’¹²⁷.

L’évolution des politiques de développement national au Cameroun depuis 1983 relève un parcours marqué par des ajustements constants en réponses aux défis socio-économiques du pays. De l’initiative du libéralisme communautaire aux politiques d’ajustements structurels, chaque période a été caractérisée par ses priorités et ses orientations. Les différentes politiques de développement national connu par le Cameroun depuis 1983 ainsi présenté, passons à la présentation des différents facteurs qui ont motivés la création des politiques de développement régional.

II. RAISONS DE L’ÉLABORATION DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Quand le Cameroun accède à sa souveraineté internationale le 1^{er} janvier 1960, il est un pays pauvre comme tous ses voisins et l’ex Afrique Équatoriale Française (AEF) où les Français sont arrivés tard et n’ont rien fait par rapport à l’Afrique occidentale française (AOF) où ils sont arrivés tôt et ont beaucoup investi.¹²⁸ Il est donc question pour ses dirigeants de mettre en œuvre un ensemble de stratégies pour sortir le pays de la pauvreté pour l’inscrire dans les catégories des pays développés. L’établissement des politiques de développement régional au Cameroun découle d’une série de facteurs dans un contexte où la disparité régionale est prédominante. Ces politiques visent à promouvoir une croissance équilibrée et inclusive à travers le pays. Plusieurs facteurs sont à l’origine de la création des politiques de développement régional.

1- L’influence des activités politiques

La situation politique ou l’émulation des différents acteurs politiques jouent un rôle important dans l’élaboration des politiques de développement régional. Afin de mieux les cerner, il est essentiel de définir d’une part le concept activité politique avant de le caractériser d’autre part.

a- Activité politique et développement régional

Le terme politique peut être associé aux notions de partis politiques, d’hommes politiques, de gouvernement, d’élection. Les activités politiques désignent les actions

¹²⁷ Anonyme, *Stratégie nationale de développement, 2020-2030*, p. 40

¹²⁸ P. Guiffo, *Le rapport de Guiffo sur l’État*, Yaoundé, Éditions l’ESSOAH, 1998. p. 17.

entreprises par des individus, des groupes ou des organisations dans le but d'influencer ou participer au processus décisionnel et la gestion des affaires publiques. Le terme politique peut également être appliqué dans les sociétés qui ne connaissent ni les partis ni les États.¹²⁹ L'ensemble des activités qui concourent au bien-être des sociétés, parce que l'homme agit toujours en vue d'un bien ou d'un intérêt.¹³⁰ Dans ce contexte, on peut définir la politique comme toute action visant à influencer les décisions gouvernementales dans le but de favoriser le développement économique d'une région ou d'une communauté. Les activités politiques incluent les actions comme les sensibilisations, le plaidoyer, le lobbying et la participation aux campagnes électorales.

b- L'influence des activités politiques sur l'établissement des politiques de développement régional

Les dynamiques régionales se réfèrent aux interactions, au processus et aux relations entre les différents acteurs politiques au niveau régional. Les enjeux politiques de développement régional sont souvent influencés par des combinaisons de jeux politiques.¹³¹ Le principal objectif des activités politiques est de créer un environnement propice à la croissance économique, à l'amélioration des conditions de vie et à la réduction des inégalités au sein d'une région spécifique. Cela peut impliquer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques visant à stimuler l'investissement, à promouvoir l'innovation, à renforcer les infrastructures, à soutenir l'emploi, à améliorer l'accès aux services sociaux de base tels que l'éducation et la santé.

L'influence des activités politiques sur le développement régional est profonde et omniprésente. Les décisions relatives au développement des régions sont souvent façonnées par des considérations politiques telles que la recherche de votes, la consolidation du pouvoir et la satisfaction des intérêts particuliers. Les incitations politiques apparaissent comme l'un des rares moyens d'aboutir à une répartition territoriale

¹²⁹ J-Y Capul et O. Garnier, *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Paris, Hatier, 2005. P 312.

¹³⁰ J. Freund, *Qu'est-ce que la politique*, Paris, Sirey, 1996, p. 37.

¹³¹ Dans ce sens il y'a des priorités électorales, les rivalités entre les partis et les enjeux économiques tels que la création d'emploi, l'attractivité des investissements. L'ensemble de ces paramètres amène les gouvernements à établir des politiques de développement régional.

2- La volonté de désenclavement de toutes les régions du Cameroun

Le désenclavement en tant que concept fondamental, sous-tend l'élaboration, des politiques de développement régional. Il offre une voie à la connectivité et l'intégration économique. En effet, la réduction des obstacles géographiques et logistiques permet non seulement une meilleure circulation des biens et des personnes, mais aussi l'accès aux marchés, aux opportunités économiques. Pour mieux cerner la notion de désenclavement dans l'élaboration des politiques de développement régional, il est nécessaire de définir ce concept.

a- Signification du désenclavement

Le désenclavement est un processus d'aménagement du territoire par lequel on rend un territoire accessible¹³². Prenant très souvent l'image d'une construction des infrastructures de communication, il peut aussi être la mise en place des structures en vue de permettre l'intégration de la localité au sein d'un réseau de télécommunication¹³³. Le désenclavement dans un contexte scientifique, peut être défini comme le processus visant à réduire l'isolement géographique, économique ou social d'une région ou d'une communauté. Il fait aussi référence à l'action de rendre accessible et connectées des régions ou ses zones qui étaient auparavant isolées à travers les travaux d'amélioration des pistes, ponts et routes¹³⁴. En bref c'est un processus crucial pour promouvoir le développement inclusif et équilibré d'un pays en garantissant l'accessibilité et la connectivité de toutes ses régions.

b- Les objectifs du désenclavement

L'objectif général du désenclavement au Cameroun est de rendre accessible toutes les régions tous les espaces et favoriser un développement équilibré et harmonieux à travers le pays. En établissant des politiques de développement régional, le gouvernement cherche à réduire les disparités socio-économiques entre les différentes régions en améliorant l'accessibilité aux infrastructures de base telles que les voies de communications, les réseaux de transport, l'éducation et la santé. Cela contribue à stimuler l'activité économique, à créer des

¹³² A. Tchoou Noyoulema, "Développement des zones rurales d'Afrique subsaharienne : Recherche bibliographique", Mémoire de Master, Université de Lomé, 2006. <https://www.memoireonline.com/01/13/7922>. Consulté le 5 février 2024.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ *Ibid.*

emplois et à renforcer la cohésion sociale à travers le pays.¹³⁵ De manière spécifique, le désenclavement vise entre autres à :

Améliorer l'accès aux services sociaux de base, le désenclavement permet dans ce sens de fournir plus facilement des services essentiels tels que la santé, l'éducation, les services sociaux et infrastructures de base à toutes les populations, en réduisant ainsi les inégalités entre les couches sociales et en améliorant les conditions de vie. En rendant toutes les régions accessibles, le désenclavement favorise la croissance économique dans les zones autres fois isolées en facilitant le commerce, les investissements et l'accès au marché ;

Il vise également à renforcer l'intégration nationale et régionale dans la mesure où elle facilite les échanges et communication entre les différentes communautés du pays. De plus, un désenclavement efficace peut contribuer à promouvoir un développement durable en favorisant l'exploitation efficace et la transformation des ressources naturelles tout en préservant l'environnement et en atténuant les pressions démographiques dans la région surpeuplée.¹³⁶

En résumé l'objectif du désenclavement national est de créer un environnement national propice au développement équilibré et inclusif de toutes les régions d'un pays, en favorisant la prospérité collective et une stabilité à long terme. En ce qui concerne le développement régional au Cameroun, en mettant en œuvre les politiques de répartition des ressources et les investissements de manière équitable entre les différentes régions, le gouvernement veut aussi réduire les disparités socio-économiques et à promouvoir un développement durable et inclusif à travers le pays. Cela permet également de renforcer la stabilité sociale et politique en favorisant la répartition juste des opportunités et des bénéfices du développement.

3- La quête d'un développement équilibré

Le développement équilibré est un concept essentiel dans de nombreux domaines de la vie. Il implique la recherche d'un juste équilibre entre les différents aspects de la vie ou de l'activité dans le but de favoriser la croissance et le bien être à long terme. Cela peut inclure l'harmonisation entre la vie professionnelle et personnelle et la gestion, durable des ressources.

¹³⁵En effet, la décentralisation vise de manière générale à promouvoir une gouvernance plus participative, transparente et adaptée aux besoins des citoyens à l'échelle locale. Elle permet de rapprocher le processus de prise de décision des citoyens en leur donnant plus de pouvoir.

¹³⁶ J. Keutcheu, "Dialectique du vide et du plein dans la construction de l'ordre étatique au Cameroun. Réflexion à partir des voies de communications", vol n°180, 2013, pp. 67-94.

La croissance équilibrée apparaît comme un des objectifs prioritaires des politiques de développement.¹³⁷

a- Essence du développement équilibré

On relève dans la théorie de développement deux grandes conceptions de l'investissement qu'il est souvent convenu d'appeler croissance équilibrée et croissance déséquilibrée.¹³⁸ Le concept de développement ou croissance équilibrée est souvent désigné sous le terme de développement durable. Elle assure la compatibilité entre l'accroissement de la demande et celle de l'offre.¹³⁹ La théorie économique standard considère que la tendance d'une économie, c'est-à-dire sa croissance sur long terme reflète la croissance équilibrée.¹⁴⁰ Le développement équilibré fait donc référence à un processus de croissance économique, sociale et environnementale qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Il englobe une approche holistique qui reconnaît les interactions complexes entre les systèmes économiques sociaux et écologiques. Ce concept repose sur plusieurs piliers, notamment la protection des ressources naturelles, la promotion de l'équité sociale, la viabilité à long terme et la prise en compte des besoins des communautés locales, des inégalités sociales, une participation des citoyens et une coopération. La quête d'un développement équilibré est en effet une raison majeure qui motive l'élaboration des politiques de développement régional au Cameroun.¹⁴¹

b- Les axes du développement équilibré

Le développement équilibré est un concept essentiel dans la planification économique et sociale visant à garantir une répartition, harmonieuse des ressources et des opportunités sur l'ensemble du territoire. Il englobe une approche intégrée qui recherche à réduire les écarts de développements entre les différentes régions d'un pays. Le développement équilibré vise à assurer que chaque région, quelle que soit sa localisation géographique ou son niveau de

¹³⁷ R. Bastianetto, *Essai sur le démarrage des pays sous-développés*, Paris, Cujas, 1968, p. 194-202.

¹³⁸ *Ibid.*, pp. 194-202.

¹³⁹ P. Deubel et al, *Dictionnaire de sciences économiques et sociales*, Paris, Bréal, 2008, p. 127.

¹⁴⁰ P. Sigogne, J. P. Fitoussi, *Les cycles économiques*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994, p. 443.

¹⁴¹ En effet, en raison de sa diversité géographique, culturelle et économique, le pays fait face à des disparités significatives entre ses différentes régions en termes de développement. Cette situation engendre des inégalités socio-économiques et territoriales qui entravent le progrès global du pays. Afin de remédier à ces disparités, les politiques de développement régional sont conçues pour un partage plus équitable des ressources.

développement initial ne soit pas relégué au second plan. Il existe trois principaux axes du développement équilibré.¹⁴²

La protection de l'environnement est un pilier fondamental du développement durable. Il vise à préserver les ressources naturelles et les écosystèmes en intégrant des pratiques écologiques responsables.¹⁴³ Cela implique la réduction de l'émission des gaz à effet de serre ; la préservation de la biodiversité.

Sur le plan social, il constitue un axe fondamental pour promouvoir l'équilibre régional au Cameroun. En investissant dans les infrastructures de transport, telles que les routes, les voies ferrées et les ports, le gouvernement veut améliorer l'accessibilité des régions les plus éloignées et enclavées. Cette connectivité accrue favorise la circulation des biens, des services et des personnes. De plus, le renforcement des infrastructures sociales, notamment dans les domaines de l'éducation et la santé, contribue à réduire les disparités en assurant un accès équitable aux services. Le but recherché est la limitation des inégalités sociales et maintenir l'équilibre au sein des peuples.¹⁴⁴

Sur le plan économique, il représente un pilier essentiel pour assurer l'équilibre régional et promouvoir l'intégration nationale. En encourageant la diversification économique et en favorisant l'essor des secteurs industriels variés dans chaque région, l'État veut stimuler la croissance économique et créer des opportunités d'emploi locales. En effet, en exploitant les ressources naturelles spécifiques à chaque région et en encourageant l'investissement privé, il veut aussi dynamiser les économies locales tout en réduisant les écarts entre les populations du pays.¹⁴⁵ De plus, en mettant un accent sur le développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), le gouvernement encourage l'innovation et la création.

Les politiques de développement régional mises en place par l'État du Cameroun sont le fruit d'une pluralité de facteurs. Ces politiques promeuvent un développement harmonieux et équilibré sur l'ensemble du territoire. Les différentes raisons de l'élaboration des politiques de développement régional établi, passons à la présentation des politiques de développement régional du Cameroun.

¹⁴² <https://www.-e-dechet.com/deee/3-axe-developpement-durabl.com> consulté le 25 février 2024.

¹⁴³ P. Hugon, "Environnement et développement économique : les enjeux posés par le développement durable", *Revue internationale et stratégique*, vol n° 60, 2005, pp.113-126.

¹⁴⁴ <https://www.-e-dechet.com/deee/3-axe-developpement-durabl.com>. Consulté le 25 février 2024.

¹⁴⁵ La réduction des écarts de développement entre les est essentielle pour promouvoir la stabilité sociale, économique et politique pour une croissance inclusive et durable. Ces écarts peuvent engendrer des tensions et des divisions au sein de la société

III. LES PRINCIPALES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AU CAMEROUN

Comme nous l'avons dit plus haut, les politiques de développement régional au Cameroun ont un objectif prioritaire qui est celui de réduire les disparités socio-économiques entre les différentes régions du pays. Ces politiques sont élaborées dans le cadre d'un développement intégré. Elles mettent en exergue la création des infrastructures de base. À cet effet, l'Etat s'efforce à promouvoir la participation des acteurs locaux dans la prise des décisions et favoriser le développement endogène des régions.

1- L'équilibre régional comme politique de stabilité du Cameroun

L'histoire politique du Cameroun est sans doute l'une des plus riches et originale du continent africain. Il a connu une triple domination externe des puissances étrangères.¹⁴⁶ C'est sans doute l'ensemble de ces mutations c'est-à-dire les différentes dominations étrangères qui ont conduit à une société pluriethnique.

a- Comprendre l'équilibre régionale dans sa complexité

La politique de l'équilibre régional désigne un état où les différentes régions d'un pays ou d'une zone géographique sont relativement équilibrées en termes de développement économique, social et infrastructurel. Dans la même logique de pensée Yodou Sibeudu précise que l'équilibre régional est une forme de justice propre à la société camerounaise.¹⁴⁷ Il le définit comme un ensemble de règles de juridictions et de mesures politiques qui consistent en la diversification ethno-régionale du recrutement dans les instances publiques et dans les administrations publiques. Cette pratique se fait à travers une répartition territoriale équitable des investissements publics et en l'octroi des avantages aux ressortissants des régions défavorisées dans le domaine tels que l'éducation.¹⁴⁸

¹⁴⁶ Ce qui est aujourd'hui le Cameroun a connu un triple statut juridique. D'abord protectorat allemand de 1882 à 1916. Ensuite territoire sous mandat de la Société des Nations (SDN) confié à la France et à la Grande Bretagne de 1919 à 1945. Et enfin territoire sous tutelle de l'Organisation des Nations Unies toujours conjointement entre la France et la Grande Bretagne de 1945 jusqu'à l'indépendance.

¹⁴⁷A. Yodou Sibeudu, "Justice politique et prévention des conflits pluriethniques : cas de la politique d'équilibre régional au Cameroun", Mémoire de Master, UCAC, 2011, <https://www.memoireonline.com>. Consulté le 2 Février 2024.

¹⁴⁸ *Ibid*

La recherche d'institution correspondante à la réalité multiethnique du Cameroun et de son développement amène les autorités administratives du pays à prendre de nouvelles dispositions en matière de l'administration et de la représentation politique. L'ethnie et la région apparaissent alors comme des lieux de prise de parole au sujet de la réforme constitutionnelle. C'est la marque ethno régionale qui ici donne droit à l'accès dans le champ politique.¹⁴⁹ Tous les groupes ethniques s'accordent sur la pluri nationalité du Cameroun à travers la création des régions constituées de territoires regroupant des populations ayant la même sous couche ethnographiques et linguistique.¹⁵⁰ La promulgation de la loi n° 96 /06 du 18 janvier 1996 portant sur la révision de la constitution du 20 janvier 1972 s'inscrit elle aussi dans cette logique. Celle-ci renvoie à l'organisation de l'hétérogénéité de la nationalité camerounaise.¹⁵¹ La genèse de ces événements ethno-démocratiques illustre en somme, la nouvelle vision politico-administrative du Cameroun qui désormais intègre les règles de présentation et de participation politique. Ainsi, les groupes ethniques sous la bannière des collectivités territoriales décentralisées en tant que personne morale de droit public obtiennent du pouvoir central des compétences sur le plan administratif et même politique :¹⁵² Les collectivités disposent à cet effet des privilèges comme l'autonomie administrative et financière par la gestion, des intérêts régionaux et locaux. La constitution apporte des précisions plus claires à ce sujet quand elle confie le monopole de la présidence des collectivités décentralisées aux personnalités autochtones de ces circonscriptions.¹⁵³

L'équilibre régional au Cameroun vise de manière générale à promouvoir un développement harmonieux et équitable sur l'ensemble du territoire. Cela peut inclure la répartition équitable des infrastructures, des services publics, des investissements afin de réduire la disparité entre les régions. L'objectif de cette politique de développement régional est souvent de s'assurer que toutes les régions bénéficient du progrès économique et social de manière équilibré.

¹⁴⁹ L. Sindjoun, *Identité nationale et révision constitutionnelle du 18 janvier 1996 : comment constitutionalise-t-on le "Nous" dans l'état post unitaire ?* www.polis.sciences.po.bordeaux . Consulté le 2 février 2024.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ Sindjoun, *Identité nationale et ...*, Consulté le 2 février 2024.

¹⁵² V. Lemieux, *Décentralisation, politiques publiques et relations de pouvoir*, Presse Université de Montréal, 2001, p. 48.

¹⁵³ Constitution du 2 juin 1972 révisée par la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996, article 57 alinéa 3.

b- Mécanisme de l'équilibre régional

L'équilibre régional est un concept essentiel dans le domaine de l'économie et la planification du territoire. Les mécanismes de l'équilibre régional comprennent divers facteurs, les politiques publiques de développement régional, les investissements. Une compréhension approfondie de ces mécanismes est essentielle pour favoriser un développement harmonieux de la société.

La politique des quotas

Au Cameroun, la politique de recrutement dans la fonction publique se fait suivant la politique des quotas. Dans ce sens, le gouvernement met en place un certain nombre de dispositifs pour réglementer l'accès à la fonction publique par les citoyens. Selon le décret n° 82/407 du 7 septembre 1982 modifiant totalement celle du 3 juillet 1972 intitulé loi n° 75 /496, le gouvernement prévoit que la répartition des places au sein de la fonction publique tienne compte de la région d'origine des parents.¹⁵⁴ De manière plus précise, la politique de la redistribution ethnique mis en place par les autorités camerounaises a pour but de satisfaire de manière égale la demande de tous les groupes ethniques. Cependant il faut noter ici que la province d'origine ne fait pas référence au lieu de résidence des individus ou à au lieu de naissance mais plutôt à la province où les parents sont originaires.¹⁵⁵

Le pouvoir législatif et la représentation ethnique

L'occupation respective des sièges et des places clés au niveau du pouvoir législatif et du pouvoir local c'est-à-dire l'assemblée nationale, le sénat et les collectivités territoriales décentralisées est conditionné par l'appartenance ethnique. La constitution du 2 juin 1972 révisée en 1996 prévoit deux chambres parlementaires qui jouent le rôle de législation. Les règles pour la représentation des groupes ethniques se fait suivant deux mécanismes :

Le premier mécanisme concerne le découpage électoral. Ainsi, pour garantir la représentation de tous les groupes ethniques au sein de cette chambre législative, le département est considéré comme circonscription électorale,¹⁵⁶ pour la représentation de la totalité de toutes les sensibilités ethniques. Le second mécanisme quant à lui consiste à imposer aux partis politiques désireux de participer aux élections législatives la constitution des listes reflétant la diversité sociologique des populations de la circonscription électorale ou le département

¹⁵⁴ Boyomo Assala, ‘‘Nation, État : discours intégrationnistes et pratiques ségrégationnistes’’, In Simo David, *construction identitaire en Afrique*, Yaoundé, Editions Clé, 2006, p. 123.

¹⁵⁵ Yodou Sibedeu, ‘‘Justice politique et...’’ <https://www.memoireonline.com>. Consulté le 2 Février 2024

¹⁵⁶ *Ibid.*

sollicité.¹⁵⁷ La transition, entre la politique régionale et celle de la décentralisation, s'est opérée progressivement au fil des années. L'équilibre régional vise à assurer une représentation équitable des différentes régions du pays dans les institutions gouvernementales.

2- La politique de la décentralisation

Le phénomène de décentralisation est ancien au Cameroun et remonte aux années avant l'indépendance¹⁵⁸. Cependant, elle connaît diverses formes suivant les gouvernances, et évolue en fonction du contexte socioéconomique tout en s'adaptant à la température ambiante. Car au Cameroun, la décentralisation est fille de son temps.¹⁵⁹

a- Définition et origines de la décentralisation au Cameroun

La décentralisation peut être définie comme le processus par lequel le pouvoir politique et administratif est transféré des autorités centrales vers des entités locales ou régionales. Dans cette logique, Suzane Ngane considère la décentralisation comme le transfert des attributions de l'État vers les collectivités territoriales ou des institutions publiques pour quelle disposent d'un pouvoir juridique et une unité financière.¹⁶⁰ Cependant il faut noter que le transfert de ces autonomies reste sur le contrôle de l'État qui devra jouer un rôle régalien.

L'histoire constitutionnelle du Cameroun renseigne que la constitutionnalisation de la décentralisation en 1996 n'est pas un phénomène nouveau. La constitution avait existé pour la 1^{ère} fois dans le texte constitutionnel du 4 mars 1960, qui en son article 46 fait des communes et des provinces des "collectivités locales". Celles-ci devaient d'administrer de façon libre par des conseils élus et dotés de personnes morales. La loi n°61 /24 du 1^{er} septembre 1961 portant sur la révision constitue l'avènement de l'État unitaire fait disparaître la province et reconnaît le statut de commune. La constitution du 2 juin 1972 n'a rien changé de sa devancière, elle a juste réaffirmé dans son article 20 alinéa 3 que l'organisation des autorités locales est du domaine de la loi. Ainsi, le statut était maintenu.¹⁶¹

¹⁵⁷ Confère la loi électorale du Cameroun du 16 décembre 1991, article 5, alinéa, 4.

¹⁵⁸ Ainsi, le Cameroun a connu en 1920 le '*local authority council*' dans la partie occidentale, et les communes mixtes urbaines ou rurales de jusqu'en 1941. On peut rappeler à cet effet que les communes furent créées à Yaoundé et Douala en 1941. Cf. Suzanne Ngane, ''*La décentralisation au Cameroun enjeu de gouvernance*'', Yapundé, Afrédit 2008, p. 14.

¹⁵⁹ B. Guimdo Dongmo, *Les enjeux de la décentralisation au Cameroun jeux, enjeux et perspectives*, Paris, l'Harmattan, 2013, p. 18.

¹⁶⁰ S. Ngane, *La décentralisation au Cameroun, enjeu de gouvernance*, Yaoundé, Afrédit, 2008, p. 19.

¹⁶¹ Cf. Loi n° 74 /23 du 5 décembre 1974 portant sur l'organisation des commune et la loi n° 87/15 du 15 juillet 1987portant sur la création des communautés urbaines.

La loi n°92 /002 du 14 aout 1992 vient apporter une grande ouverture dans le mode de désignation des autorités locales et de la gestion territoriale. La loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 portant sur la révision de la constitution du 2 juin 1972 dispose en son article. A cet effet, dans son article 1 alinéa 2 le Cameroun est un État unitaire décentralisé, c'est cette même loi qui précise qu'il existe deux types de collectivités territoriales décentralisées à savoir la commune et la région.

b- Objectifs et enjeux de la décentralisation au Cameroun

La décentralisation en tant que processus politique et administratif, vise à redistribuer le pouvoir et les responsabilités des autorités centrales vers les entités régionales ou locales. C'est ainsi qu'on peut retenir cinq principaux objectifs¹⁶² :

Le premier objectif est l'accélération du développement local durable. Dans le cadre de la décentralisation, la participation citoyenne est un élément essentiel pour garantir sa légitimité et son efficacité. En permettant aux citoyens de s'implique activement dans les décisions qui affectent leur communauté, la décentralisation favorise une gouvernance plus inclusive et démocratique¹⁶³.

Le deuxième objectif est la consolidation des bases de l'édifice démocratique. En effet, rapprochant le processus décisionnel des citoyens, elle favorise une gouvernance plus participative, et permet aux communautés locales d'exercer un plus grand contrôle sur leurs propres affaires, de mieux répondre aux besoins spécifiques et promouvoir l'engagement civique. Au niveau local, la décentralisation suscite le sentiment d'appartenance et de responsabilité civique au sein d'une communauté.

Le troisième objectif est l'amélioration de la bonne gouvernance, elle implique un ensemble de principes et de pratiques visant à assurer l'efficacité, la transparence, la responsabilité et la participation dans la gestion des affaires au niveau local.¹⁶⁴ Les deux derniers objectifs ici renvoient à la réalisation efficace de l'équipement, du développement local dans toutes les parties habitées du territoire et la promotion des compétences locales. L'équipement dans le cadre de la décentralisation fait référence à la fourniture des

¹⁶²A. Tassou, *Urbanisme et décentralisation au Cameroun. Essai d'analyse historique de la gestion urbaine (1900-2012)*, Paris, l'Harmattan, 2013, p. 146.

¹⁶³ Cette participation citoyenne peut prendre différentes formes, telles que la consultation publique, la mise en œuvre des politiques locales qui encouragent un dialogue ouvert capable d'intégrer les perspectives et les besoins des citoyens.

¹⁶⁴ Tassou, *Urbanisme et décentralisation...*, p. 146.

infrastructures et de ressources nécessaires pour soutenir le développement des collectivités locales. Cela peut inclure les infrastructures physiques, les équipements publics, le développement économique et les services sociaux de base. La réalisation des équipements et des activités est essentielle pour promouvoir le développement durable et l'autonomie des collectivités locales, en leur permettant de répondre efficacement aux besoins spécifiques de leurs habitants et de créer un environnement propice à la croissance et la prospérité locale, source de développement général.¹⁶⁵

3- La redistribution des richesses

La redistribution des richesses est un processus par lequel les ressources sont transférées d'une région à une autre. La redistribution se fait sur l'initiative gouvernementale dans le but de réduire les disparités et les inégalités au sein d'une société.

a- Définition

La redistribution est définie comme l'ensemble des opérations par l'intermédiaire desquelles une partie des revenus est prélevée sur certains agents économiques ou catégories sociales pour être reversée au bénéfice des autres.¹⁶⁶ Elle est donc un ensemble de transferts économiques entre les acteurs économiques du pays (entreprises et citoyens) organisé par les autorités politiques.¹⁶⁷ Elle vise à répartir plus équitablement les ressources économiques au sein d'une société. Cela peut se faire à travers des politiques fiscales, des programmes sociaux et d'autres mesures visant à aider les individus et les groupes défavorisés à bénéficier davantage des richesses produites.

Elle peut également être perçue comme des prélèvements sur les revenus dits primaires (revenus sur les activités de la propriété), imposés par les pouvoirs publics ou des accords conventionnels pour financer des prestations sociales ou des services collectifs.

b- Objectifs de la redistribution des richesses

L'un des premiers objectifs visés par la redistribution est le développement local. Celui-ci implique la réalisation des infrastructures sociales de base telles que les écoles, les hôpitaux, les puits et offre un accès plus rapide aux soins de santé et à l'eau potable, l'électrification. Ceci

¹⁶⁵ Tassou, *Urbanisme et décentralisation...*, p. 146

¹⁶⁶ P.M. Cusset, P. M. Combe, *Petit vocabulaire économique*, Lyon, Chronique Sociale, 1974, p. 73.

¹⁶⁷ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Redistribution-des-richesses>. Consulté le 20 février 2024.

dans le but de réduire et corriger les inégalités d'une société donnée.¹⁶⁸ Cette action est souvent appuyée par les coopérations et les aides au développement initiés par les partenaires externes¹⁶⁹.

La redistribution des richesses a pour principal objectif d'atténuer les écarts de développement entre les différentes classes sociales en promouvant une société plus équitable. L'État à travers la politique de redistribution contribue à la réduction des inégalités dans la société.¹⁷⁰ La politique de redistribution a également pour objectif de lutter contre la pauvreté en fournissant un flux de sécurité sociale pour les individus les plus défavorisés. La redistribution concerne d'avantage les États-providence que les pays libéraux. De manière générale, il existe deux types de redistributions :

- La redistribution verticale ou (Berverdgien), des plus aisés vers les plus démunis ;
- La redistribution horizontale (ou système bismarckien) qui s'opère sans condition de ressources¹⁷¹.

c- Mécanisme de la redistribution des richesses

Au Cameroun, le principal mécanisme de la redistribution des richesses est le système de taxe et d'impôts. L'État camerounais fonde l'essentiel de ses espoirs de financement budgétaire sur le contribuable¹⁷². Les recettes fiscales collectées par le gouvernement sont par la suite utilisées pour financer des programmes sociaux, des infrastructures publiques et des services de base tels que l'éducation la santé et les programmes de développement économiques. Cependant, il est important de noter que l'efficacité et l'équité de ce mécanisme peuvent varier en fonction des facteurs comme la corruption, la gestion des finances publiques et les priorités politiques.¹⁷³

Le système de taxe et des impôts au Cameroun joue un rôle crucial dans la redistribution des richesses. Les principaux impôts comprennent l'impôt sur le revenu, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les droits de douane, l'impôt sur les sociétés et d'autres taxes diverses telles que les taxes foncières. Ces différents impôts sont collectés par l'administration publique et

¹⁶⁸ G. Boulay et A. Grandclément, "Introduction à la géographie économique", 2019, pp. 53-71.

¹⁶⁹ C. Naizit, *La coopération décentralisée et le développement local. Les instruments juridiques de coopération*, Paris, l'Harmattan, 2003, pp. 78-85.

¹⁷⁰ M. Navarro, *Les inégalités de revenus*, Paris, Armand colin, 2006, pp. 145-171.

¹⁷¹ <https://www.schoolmouv.fr/definition/redistribution>. Consulté le 20 février 2024.

¹⁷² S.T. Bilounga, "Gestio et finances publiques", vol n° 1, 2018, pp. 109-118.

¹⁷³ A. Ndongzi-Nsabimana, "Recettes fiscales et financement de la protection sociale dans les pays africains et d'Amérique latine," *Revue fnsrancophone du développement durable*, vol n° 16, pp. 1-17.

contribuent au budget de l'État.¹⁷⁴ Une partie des revenus est allouée à des programmes sociaux pour réduire les inégalités économiques et améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Cela peut inclure les subventions pour l'éducation, la santé, le logement social, ainsi que les initiatives de développement économiques dans les régions les plus défavorisées. Les politiques de développement régional revêtent une importance cruciale dans le développement national. Ces politiques sont interconnectées et complémentaires et leur succès dépend d'une approche intégrée et l'engagement continu des parties prenantes à tous les niveaux de gouvernement.

Ces différentes politiques régionales mises en place au Cameroun témoignent d'un engagement résolu envers le développement national. Celles-ci s'efforcent de créer un environnement propice à la croissance économique, la réduction des inégalités et la consolidation de l'unité nationale.

En somme, ce chapitre était reparti en trois articulations. La première présentait de manière générale les politiques de développement national du Cameroun depuis l'accession du président Paul Biya à la magistrature suprême. Il a été question d'évoquer la politique du libéralisme communautaire qui met un accent sur l'autonomisation des communautés locales en leur accordant un rôle actif et la gestion des ressources. En valorisant les compétences et les aspirations individuelles au sein d'un cadre collectif où chaque individu contribue à la prospérité et au bien-être de la société dans son ensemble. Il vise à favoriser un développement inclusif et durable dans la prise des décisions. La deuxième partie de ce chapitre portait sur les raisons de l'élaboration des politiques de développement régional. La principale raison de la mise en place des politiques de développement régional est la promotion du développement global du pays, pour réduire les disparités socio-économiques entre les différentes régions. La dernière partie quant à elle s'est attardée sur les différentes politiques de développement régional appliqué par l'État du Cameroun. Il est clair que depuis 1983, le Cameroun a entrepris un voyage complexe dans le domaine des politiques de développement. Cette période est marquée par une série de réformes économiques et sociales visant à réduire la pauvreté et améliorer le bien-être des populations. Après avoir présenté les différentes politiques étatiques mis en place par le gouvernement camerounais en faveur du développement de ses régions, passons à une analyse des différents facteurs de développements des régions du Centre et du Sud.

¹⁷⁴ R. Mbadiffo et C. Mba, *Droit fiscal camerounais et traitement des impôts et taxes selon le système comptable OHADA*, Inédit, pp. 34-37.

**CHAPITRE 2 : LES FACTEURS A LA BASE DU
DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD
DU CAMEROUN**

Les régions du Centre et du Sud jusqu'en 1983 constituaient une seule unité administrative qu'on appelait la province Centre-Sud.¹⁷⁵ Cette grande province va être divisée en deux, et depuis la réforme constitutionnelle de 1996 elles vont porter les noms de régions. Avant cette division, elles bénéficiaient toutes les deux des projets et des programmes identiques à l'échelle nationale. Après leur séparation, chacune des régions va bénéficier des programmes spécifiques visant à réduire l'isolement des populations et développer le pays dans l'ensemble. En d'autres termes, les mesures ont été prises pour améliorer les conditions de vie et le développement économique de ces régions après leur séparation géographique. Trois décennies après, le constat qui se dégage est celui d'une certaine dichotomie entre les deux régions en matière d'équipement et d'essor socio-économique. Cette situation trouve ses justificatifs dans de nombreux facteurs qui sont à la fois liés au statut des différentes régions, à leurs poids démographiques et même souvent à des fondements liés à l'activité internationale.

Ce chapitre s'intéresse de manière globale aux différents facteurs à la base du développement des régions du Centre et du Sud. Il commence par expliquer comment la situation administrative et l'action des élites influence sur le processus de développement des deux régions. Ensuite, il énumère et analyse les facteurs géographiques et internationaux qui justifient les avancées de l'une ou de l'autre région. Enfin, ce chapitre met l'accent sur les facteurs économiques qui ont influencé la situation de développement entre ces deux régions.

I. LA SITUATION ADMINISTRATIVE DES DEUX RÉGIONS RÔLE DE L'ELITE COMME FACTEURS EXPLICATIFS DU NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT

Les deux régions ici étudiées ont des réalités spécifiques sur le plan administratif qui peuvent permettre de comprendre leur niveau de développement. Il s'agit notamment des statuts que chacune des régions occupe sur le plan national. Par ailleurs, la localisation géographique et le positionnement des deux régions ont joué un grand rôle dans leurs processus de désenclavement respectif. Au-delà de ces réalités plus pratiques, il faut également évoquer le

¹⁷⁵ Le décret 61/15 du 20 octobre 1961 donne la naissance aux unités administratives appelées provinces. La révision constitutionnelle du 2 juin 1972 crée sept provinces parmi lesquelles la grande province centre-sud. En effet, la grande province Centre-Sud prend son origine dans le découpage administratif colonial établi par les autorités françaises. Lire P. F. Gonidec, " De la dépendance à l'autonomie : L'Etat sous tutelle du Cameroun", *Annuaire français du droit international*, vol 3, 1957, pp. 600-602.

rôle que chacune des élites des régions a joué dans l'essor de son unité administrative d'origine.

1- Le statut privilégié de la région du centre par rapport au sud

La région du Centre au Cameroun jouit d'un statut privilégié en matière de développement par rapport à la région du Sud. Cette situation s'explique par une série de facteurs économiques et historiques qui ont favorisé la croissance et l'essor de celle-ci.

a- La région du Centre avec la capitale Yaoundé comme accélérateur de développement

La région du Centre qui a pour capitale régionale Yaoundé occupe une place privilégiée au Cameroun en ce qui concerne le développement. La ville de Yaoundé est située au Sud de la région du Centre et est distante à l'Est des côtes du golfe du Biafra de 250km.¹⁷⁶ En effet, la ville de Yaoundé est formée par un ensemble de collines encore appelée montagnes,¹⁷⁷ elle se décompose en trois unités topographiques inscrites dans un socle rocheux. En tant que la ville des institutions politiques administratives du pays, la région bénéficie des investissements tant dans les services publics que les infrastructures. Cette région est le nœud central des politiques culturelles, économiques et sociales du Cameroun. Yaoundé concentre de nombreuses institutions gouvernementales, sièges d'entreprises, Universités et Centres de Recherches.¹⁷⁸ Cette concentration d'activités favorise l'essor économique en stimulant l'emploi, en encourageant l'innovation et en facilitant les échanges commerciaux.¹⁷⁹

De plus, la présence de nombreuses infrastructures publiques contribue à améliorer la qualité de vie des populations et attire de manière conséquente de nombreux investissements. Le développement de la capitale Yaoundé est étroitement lié à celui des villes périphériques. Les projets infrastructurels mis sur pied dans la région du centre sont souvent priorisés pour répondre aux besoins de la capitale et de ses environs.¹⁸⁰ Comme exemple marquant des grands projets infrastructurels dans la région du Centre nous avons la construction de l'aéroport international de Nsimalen en 1991.¹⁸¹ Il joue un rôle important dans le développement des

¹⁷⁶ Le golfe du Biafra, baie du Biafra ou golfe de Bonny est un golfe de l'océan atlantique qui se situe en Afrique occidentale ; à l'angle nord du golfe de Guinée, aux limites du Nigeria (au nord) et du Cameroun, de la Guinée équatoriale et du Gabon à l'Est.

¹⁷⁷ A. Franqueville, *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun*, Paris, OSTROM, 1987, p. 620.

¹⁷⁸ Anonyme 45 ans, Cadre au MINEPAT, Yaoundé le 7/2/2024.

¹⁷⁹ *Idem.*

¹⁸⁰ *Idem.*

¹⁸¹ "Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen", Aéroports du Cameroun, SA, 17 Octobre 2016, Consulté le 2 Mars 2024.

échanges dans les régions du Cameroun en général et sur la scène internationale en particulier. La présence d'un aéroport international dans la région du Centre est un pilier essentiel du développement socio-économique de la région¹⁸². En dehors du fait que la région du Centre bénéficie de la présence de Yaoundé, qui agit comme un accélérateur de développement grâce à son statut de capitale administrative. Il est important de noter que Yaoundé est également une capitale historique du Cameroun.

b- La ville de Yaoundé comme capitale historique du Cameroun

Yaoundé, le chef-lieu du département du Mfoundi, est la capitale du Cameroun. Fondée le 30 novembre 1889 par une équipe allemande conduite par Curt Morgen et Georges Zenker.¹⁸³ La ville est ensuite structurée par les Français en 1916.¹⁸⁴ Bien que ne possédant pas la même renommée internationale que la capitale économique du pays Douala.¹⁸⁵ Yaoundé a joué un rôle essentiel en tant que capitale politique et administrative du Cameroun. En effet, les premières constructions allemandes du Cameroun datent de 1896. Un des plus anciens bâtiments de Yaoundé, situé derrière le ministère des finances a été initialement construit par Georger Zenker puis complété par Hans Dominique entre 1896 et 1899.¹⁸⁶ Ces édifices historiques ont été suivis par l'implantation d'autres infrastructures du fait d'une urbane rapide.¹⁸⁷

Depuis lors, Yaoundé a été le centre des activités gouvernementales, diplomatiques et culturelles du pays. De plus, les infrastructures de transport comme la ligne de chemin de fer Douala-Yaoundé qui a été construite pendant la période coloniale reste essentielle pour le commerce et le transport des marchandises dans toute la région. En somme, bien que les constructions coloniales aient été érigées il y'a des décennies, son impact sur le développement actuel de la région du Centre demeure significatif.

L'histoire de la ville de Yaoundé revêt une importance capitale dans le développement régional. Son passé colonial, notamment sous le règne allemand et français a façonné les structures urbaines et ses institutions qui continuent d'influencer le paysage socio-économique

¹⁸² L'aéroport international de Nsimalen est un élément essentiel dans le développement de la région du centre. En tant que principal point d'entrée du Cameroun, cet aéroport facilite les échanges commerciaux à l'échelle internationale. Sa position stratégique en fait une place tournante pour les voyages d'affaires et le transfert des marchandises.

¹⁸³ Tassou, *Urbanisation et décentralisation ...*, p. 82.

¹⁸⁴ J-M. Essono, *Yaoundé une ville une histoire*, Yaoundé Cameroun, Asuzoa, 2016, pp. 8-18.

¹⁸⁵ Douala est la ville camerounaise qui a ouvert les portes du camion à la colonisation. En effet, le traité germano-douala est signé le 12 juillet 1884 entre d'une part, les rois Bell et Akwa et d'autre part Edouard Schmidt et Johannes Voss, représentant deux firmes commerciales allemandes.

¹⁸⁶ J.M.C. Ngonu, "Valorisation du patrimoine colonial allemand et développement du tourisme dans la ville de Yaoundé", Mémoire de Dises 2 en Géographie, ENS de Yaoundé 1, 2016, p. 41.

¹⁸⁷ *Ibid.*

actuel.¹⁸⁸ Les constructions coloniales ont joué un rôle majeur dans le développement de la région du Centre. Ces constructions héritées de la colonisation telles que les routes, les ponts et les bâtiments administratifs ont servi de base et constituent toujours la colonne vertébrale de la région, en termes de connectivité.¹⁸⁹ Ces structures continuent à servir de centre névralgique pour la gouvernance et les affaires dans la région du Centre. En plus de sa position stratégique de capitale politique, la ville de Yaoundé possède un grand nombre d'unités administratives

c- Le nombre important d'unités administratives de la région du Centre

La région du Centre Cameroun se distingue par un grand nombre d'unités administratives, ce vaste réseau administratif revêt une importance cruciale en ce qui concerne son développement social et économique. La région du centre est composée de 10 départements, 70 arrondissements.¹⁹⁰ C'est la deuxième région plus grande du pays par son étendue. Le nombre d'unités administratives encourage la participation citoyenne à la gestion des affaires de leur communauté ce qui encourage le sentiment d'appartenance à une communauté locale. Ce sentiment d'appartenance est donc un élément essentiel pour promouvoir la cohésion sociale. En effet, au Cameroun, les projets de développement sont donnés par département pour faciliter la proximité entre les populations et la gouvernance locale. Après avoir présenté la région du Centre avec la capitale politique du pays Yaoundé comme acteur de son développement, passons à l'analyse de sa position géographique comme facteur accélérant son développement.

2- La place stratégique de la région du centre par rapport à la région du sud

La région du Centre occupe une place stratégique et cruciale en matière de développement au Cameroun, elle joue un rôle central dans l'économie nationale, la gouvernance et les infrastructures. Sa proximité avec la capitale, en fait un pôle d'attraction pour les investissements et les activités commerciales.

a- La région du centre comme carrefour de transit

Sous le régime du renouveau, la région du Centre est considérée comme le carrefour de transit en raison de sa place stratégique. En effet, située entre les quatre zones du pays à savoir le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest. Cette réalité a beaucoup influencé le développement de cette

¹⁸⁸ Anonyme 45 ans, Cadre au MINEPAT, Yaoundé le 7/2/2024.

¹⁸⁹ *Idem*.

¹⁹⁰ Annuaire statistique au Cameroun, *Recueil des séries d'informations statistiques sur les activités économiques, sociales, politiques et culturelles du pays jusqu'en 2013*, Edition 2013, p. 37.

région. Pour cela, la région a bénéficié d'une ligne de chemin de fer,¹⁹¹ et d'un vaste réseau routier. En effet, Le syndicat des chemins de fer fondé en 1902 par les Allemands, obtient de la puissance coloniale de l'époque le droit de construire des voies ferroviaires dans le pays.¹⁹² La ligne du Centre construite par la compagnie allemande *lenz* de Douala à Eseka est ouverte au trafic le 17 juin 1914. Le 15 août 1927. Sa construction est poursuivie par le génie français jusqu'à Yaoundé et mise en exploitation. En dehors du chemin de fer acquis par la région du centre grâce à sa position géographique et stratégique, cette région a également bénéficié d'un vaste réseau routier.

Le Centre est traversé par un vaste réseau de routes nationales qui la connecte aux autres régions du pays. Ces routes jouent un rôle important dans la facilitation des échanges commerciaux, du transport de marchandises et de personnes, ainsi que le développement économique régional. Parmi les principales routes nationales qui traversent la région sud centre, on a la route nationale 1 (N°1), qui relie la capitale Yaoundé à d'autres grandes villes telles que Douala, la capitale économique et principale ville portuaire du pays.¹⁹³

b- La région du Centre comme siège des grandes industries

Depuis 1983, la région du Centre possède un potentiel significatif pour la construction et le développement de grandes entreprises en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la région bénéficie d'une situation géographique privilégiée, ce qui en fait un carrefour stratégique pour la distribution des produits vers d'autres régions du pays et même au-delà des frontières nationales. De plus, la disponibilité d'infrastructures de transport, notamment un réseau routier et ferroviaire développé facilite non seulement l'acheminement des matières premières vers les sites de production, mais aussi la distribution des produits finis vers les marchés locaux et internationaux.

Nous avons dans ce sens l'existence des industries agroalimentaires comme la Société Sucrière du Cameroun en abrégé SOSUCAM. Elle est à caractère agro-alimentaire. Celle-ci fait dans la production de la canne à sucre et la transformation de cette dernière en sucre granulé et en carreau. Elle est sous le régime social de la société anonyme (S.A). Située le long du fleuve

¹⁹¹ Le Trans-camerounais est une ligne de chemin de fer camerounaise reliant Douala à Ngaoundéré via Yaoundé Belabo. En effet, le syndicat de chemin de fer du Cameroun fondé en 1902 par les Allemands leur donne le droit de construire des voies ferroviaires dans le pays.

¹⁹² <https://www.revue.armand-colin.com/geographie-economie/annales-geographie>. Consulté le 26 mars 2024.

¹⁹³ Le port de Douala est situé sur les rives du fleuve Wouri à proximité de l'océan atlantique. Il est le plus grand port du Cameroun et l'un des plus importants de l'Afrique centrale, disposant d'infrastructures modernes pour le chargement des marchandises et leur stockage.

Sanaga 100km au nord-est de la capitale Yaoundé. Elle couvre principalement les arrondissements de Mbandjock et de Nkoteng situé à 30 km l'une de l'autre sur la route nationale N°1 reliant la région du Centre a celle de l'Est. La présence de grandes industries agro-alimentaires dans la région favorise son développement régional. Ceci dans la mesure où plusieurs activités sont entreprises pour satisfaire les besoins des populations riveraines. À ce titre, dans le domaine social chaque année la SOSUCAM réalise la construction de plusieurs ouvrages comme les puits, des écoles et le transport de la population. Par exemple, pour l'année 2013, la SOSUCAM a construit six forages, deux ponts l'un à Dou et l'autre à Messassa.¹⁹⁴ La SOSUCAM a instauré un service innovant et bénéfique pour les populations locales : la relève sociale.¹⁹⁵ Ce programme permet aux habitants de transporter et commercialiser leurs marchandises de manière efficace et sécurisée. En facilitant l'accès aux marchés locaux et régionaux, la relève sociale encourage les petites entreprises locales et le développement régional dans son ensemble.¹⁹⁶ Après avoir présenté l'action des industries agro-alimentaire dans le développement de la région du Centre, passons à une analyse similaire en ce qui concerne la région du Sud

c- L'industrie de la région du sud

Contrairement à d'autres régions du pays qui ont connu une forte croissance industrielle, les industries sont assez rares dans la région du sud. Cette situation est sans doute due à des facteurs tels que l'insuffisance des infrastructures de transport adéquates et les défis liés à l'accès au marché.¹⁹⁷ Nous notons néanmoins dans la région du Sud l'existence d'une industrie active à savoir l'HÉVÉCAM.¹⁹⁸ L'HÉVÉCAM ou hévéa Cameroun SA, est une entreprise agro-industrielle de la région. Elle est construite avec la société sœur SUDCAM.¹⁹⁹ La plus grande plantation d'hévéa pour la production du caoutchouc. Cette industrie tout comme la SOSUCAM dans le centre encourage également le développement de l'économie locale et contribue au développement de la région du Sud.

¹⁹⁴ Zalakwa Maguina, L. Feintrenie, "Rapport sur les agro-industries dans le développement des zones rurales et dans les stratégies de développement au Cameroun : cas de la SOSUCAM", janvier 2013.

¹⁹⁵ *Ibid.*

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Ango Joseph 68 ans, Commerçant, Zoétélé, le 8 avril 2024.

¹⁹⁸ <https://www.afrik.com/hévécamerounpludde-1000-employés-licenciés>. Consulté 27 mars 2024.

¹⁹⁹ Société agro industrielle exerçant dans l'hévéaculture et situé dans l'arrondissement de Meyossi et de Djoum sur une superficie de près de 59000 ha. Le siège social de Sud Cameroun hévéa se trouve au quartier Bastos à Yaoundé.

En dehors des réalités géographiques et historiques, d'autres facteurs comme l'implication des élites ont joué un rôle important dans le processus de développement des deux régions. En dehors des facteurs géostratégiques, d'autres facteurs comme le rôle de l'élite influence le développement entre les régions.

3- L'implication des élites dans le développement de leurs unités administratives

Les implications des élites ont un rôle important dans le développement des régions du Centre et du Sud Cameroun. Elles détiennent les ressources financières, politiques et sociales nécessaires pour initier et soutenir les projets de développement. Leur expertise et leur capacité à mobiliser les ressources peuvent être des catalyseurs de la croissance économique nationale et régionale. Ces figures qu'elles soient politiques, économique influencent de manière significative sur les orientations stratégiques et les politiques de développement dans ces régions. L'implication des élites dans le développement des régions est un facteur déterminant pour la croissance socio-économique. En tant que détentrices de pouvoirs, elles ont la capacité d'orienter les investissements et les ressources vers les initiatives de développement dans leurs espaces. Pour mieux comprendre comment est-ce que l'élite influence le développement d'une région, il est important de définir le concept élite par rapport à cette analyse.

a- Définition d'élite son rôle dans le processus de développement régional

Le terme élite dérive du verbe latin *eligere* qui signifie choisir²⁰⁰. Cette expression est utilisée pour la première fois au 17^e siècle par des boutiquiers à propos d'une marchandise digne de choix.²⁰¹ Le terme Elite connaît une application plus large au 18^e siècle. L'élite désigne généralement un groupe personnes restreints considérées comme ayant une influence, un pouvoir ou une autorité significative dans une société ou un domaine particulier. Ces personnes se distinguent souvent par leurs statuts sociaux, éducations, richesses, pouvoirs politique ou leur expertise dans un domaine spécifique. L'élite peut exercer une influence sur les décisions politiques, économiques culturelles ou sociales et elle peut jouer un rôle important dans la gouvernance d'une société ou de la région.

L'importance de l'élite dans le développement d'une société est indéniable, il joue un rôle crucial dans la direction et la gouvernance de la région. Il est souvent associé à un accès

²⁰⁰ G. Blanchet, *Réflexion sur les élites et le développement économique en Afrique noire*, OSTROM, Paris, 1969, p. 1.

²⁰¹ *Ibid.*

privilegié à l'éducation, aux ressources financières et au pouvoir politique, ce qui lui confère la capacité d'initier et mettre en œuvre des changements significatifs. Par conséquent l'orientation et les priorités de développement établies par l'élite peuvent avoir un impact direct et profond sur la trajectoire de croissance économique, sociale et politique de la région. Parce que les élites sont les supporters d'un développement national dynamique.²⁰²

b- L'implication de l'Elite dans la région du centre

Au Cameroun, l'élite joue un rôle important dans les projets de développement. En ce qui concerne l'élite dans la région du Centre, on observe un engagement profond des Élités de cette région dans la programmation et la mise en place des projets de développement dans leur circonscription administrative. Comme cas palpable, nous avons leur implication dans le développement de la région du Centre et en particulier dans le département de la Mefou et Akono et dans la boucle de la Lékié.

Le développement régional au Cameroun est marqué par l'engagement constant des élites locales, particulièrement dans la région du Centre. Historiquement, ces élites ont joué un rôle crucial dans l'amélioration des infrastructures et des services de base contribuant ainsi à l'essor de leur localité. Par exemple, dans le département de la Mefou et Akono, nous avons Enama Nkoa Marcelin, une figure imminente de la région qui a financé la construction de plusieurs puits depuis 2018 dans le village Ongot.²⁰³ Ces puits facilitent l'accès à l'eau potable pour les habitants. Plus récemment, en 2022, il a construit et inauguré la fondation FMNF, un hôpital situé dans la ville de Yaoundé. Cette structure offre des soins de santé à la population locale.²⁰⁴

De plus, dans le département de la Lékié, des élites comme Eyebe Ayissi se distinguent par leurs actions philanthropiques. Par exemple, en 2013, Eyebe Ayissi offre une somme de 10 millions de franc CFA pour le réaménagement de la mairie de Monatété ainsi que pour l'aménagement des routes.²⁰⁵ Selon Nnanga Isabelle président (OJRDPC)''²⁰⁶. Les élites de la région du Centre militent activement pour le développement de leur localité''. Par cette affirmation nous devons entendre que de manière générale, les élites sont impliquées dans le

²⁰² Blanchet, *Réflexion sur les ...*, p. 130.

²⁰³ Nnanga Isabelle 33 ans, Présidente OJRDPC, Yaoundé le 21 mai 2024.

²⁰⁴ *Idem*.

²⁰⁵ E. Ziemme Ngoumou, "Reconstruction de la mairie de Monatété : Eyebe Ayissi offre 10 Millions" <https://www.cameoun-tribune>. Consulté le 21 mai 2024.

²⁰⁶ Nnanga Isabelle, 33 ans..., Yaoundé le 21 mai 2024.

développement de leurs unités administratives. Cette continuité dans l'action démontre une volonté diachronique de renforcer le tissu socio-économique de la région.

c- L'implication de l'élite dans la région du sud

Contrairement à la région du Centre, les élites de la région du Sud ont souvent été critiquées pour leur participation à des pratiques de corruption, favorisant ainsi des intérêts personnels au détriment du bien-être général de la population.²⁰⁷ A l'inverse de la région du Centre où l'élite est souvent engagée à promouvoir le bien-être collectif et le développement régional, l'élite du Sud est associée à une approche individualiste axée sur la poursuite de leurs intérêts personnels.²⁰⁸

Malgré l'approche individualiste souvent associée aux élites de la région du Sud, notre enquête a relevé des exemples notables d'élites qui ont contribué de manière significative au développement de leur région. Par exemple Essame François de regretté mémoire, a laissé un héritage durable à travers des réalisations infrastructurelles. Entre 2009 et 2011, Essame François a financé la construction des puits et le ménagement des routes notamment à Lobo-Si.²⁰⁹ Son engagement pour l'amélioration des conditions de vie locales ne s'arrêtait pas là : jusqu'à la fin de son mandat en tant que maire de la ville, Sangmélina a été classée ville la plus propre du Cameroun.²¹⁰ Ces initiatives montrent qu'il y'a des élites dans la région du Sud qui, malgré une réputation d'individualisme, se sont dévouées à des causes humanitaire en générales et au développement de la région du Sud en particulier.

La région du Centre contrairement à la région du Sud occupe une place stratégique et essentielle qui favorise son développement. Sa situation géographique privilégiée en fait un carrefour économique et logistique capital. Cependant, au de-là de la position géographique des deux régions, il existe d'autres facteurs comme les caractères démographiques qui jouent un rôle déterminant dans le développement régional. Une population nombreuse stimule la croissance économique en fournissant une main d'œuvre abondante et diversifiée ainsi qu'un marché intérieur dynamique pour les biens et services En effet, la composition démographique

²⁰⁷ Pour plus de détails lire C. Ateba Eyene, *Les paradoxes du Pays organisateur. Elites productrices ou prédatrices : le cas de la province du Sud-Cameroun à l'ère biya 1982-2007*. Yaoundé éditions Saint-Paul, juin 2008.

²⁰⁸ Ondoua Biyo'o Justin 60 ans, capitaine des armées retraité, Zoétéélé, le 8 avril 2024.

²⁰⁹ Ango Joseph 68 ans, Commerçant, Zoétéélé le 8 avril 2024.

²¹⁰ *Idem*.

de la région incluant sa densité de population, sa structure et sa tendance migratoire exerce une influence significative sur les dynamiques économiques, sociales et même environnementales.

II. LES FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES ET INTERNATIONAUX A LA BASE DU DÉVELOPPEMENT DANS LE CENTRE ET LE SUD

Les facteurs démographiques sont des critères ou des éléments qui orientent les projets de développement. Dans les régions du Centre et du Sud, les réalités démographiques et géographiques ont largement joué en faveur du développement de ces régions. Le nombre de divisions administratives, leur importance et l'occupation des espaces par des populations sont également des critères qui justifient la situation de développement de ces régions.

1- La densité de la population comme facteur essentiel de développement

La densité de la population est un facteur essentiel qui influence le développement socio-économique des régions à travers le monde. La forte concentration de la population dans une zone ou alors une région crée une base de consommateurs plus importantes, favorisant ainsi le développement et l'essor des activités économiques.²¹¹ Cette concentration de consommateurs favorise le développement économique dans la mesure où elle stimule une forte demande de biens et de services. Les entreprises sont incitées à s'implanter dans ces zones densément peuplées pour accéder à un marché plus vaste.

a- L'importance de la population dans le processus de développement

Le développement d'un pays est intimement lié à la structure de sa population.²¹² Le facteur démographique joue un rôle crucial dans le développement économique d'une région. Une forte population stimule l'économie en fournissant la main d'œuvre abondante et diversifiée, ce qui alimente la production et favorise l'innovation.²¹³ Il est essentiel de souligner que la relation entre la croissance démographique et le développement démographique n'est

²¹¹ La densité de la population est un facteur important de développement car elle stimule l'activité économique, favorise l'innovation et permet une meilleure utilisation des infrastructures et des ressources. Une densité élevée de la population permet de réaliser des économies à l'échelle de la production.

²¹² MINEPAT, *Stratégie Nationale de ...*, p.70.

²¹³ D. Rutherford, "Les trois approches de Malthus pour résoudre le problème démographique" vol n°62, 2007, pp. 253-280.

pas linéaire.²¹⁴ Des politiques publiques appropriées doivent être mises en place par l'État pour canaliser les bénéfices de la croissance démographique, notamment en matière d'infrastructures, d'accès à l'éducation et aux soins de santé. De manière brève, une gestion éclairée de la dimension démographique contribue de manière significative à la prospérité économique d'une région. La population joue un rôle capital dans le développement social d'une région, car elle constitue le tissu même de la société, influençant sa dynamique, sa diversité et son potentiel. Une population nombreuse et diversifiée favorise l'émergence d'une communauté vivante, riche en tradition et en culture. Comme exemple, nous pouvons prendre le cas du Nigéria en Afrique qui a judicieusement exploité sa forte population pour impulser son développement économique et devenir un pays émergent. Passant de 79,35 millions d'habitants en 1983 à 218,5 millions en 2022.²¹⁵ Selon un cadre du MINEPAT, cette croissance démographique a été un moteur clé de l'expansion économique du Nigeria. La main d'œuvre abondante a attiré d'importants investissements des pays étrangers comme les États-Unis et les pays de l'Union européenne depuis 2004. Par ailleurs, un vaste marché intérieur a stimulé la demande pour une gamme variée de produits

b- Population de la région du sud

La région du Sud se distingue par sa caractéristique singulière : une faiblesse de peuplement en comparaison avec d'autres régions du pays. Cette particularité démographique, bien que souvent négligée, revêt une importance capitale dans son contexte de développement socio-économique. En effet, selon les résultats du BUCREP sur les populations du Cameroun, la région du Sud Cameroun est classée la dernière avec 634655 habitants.²¹⁶ La densité de la population a doublé entre les recensements de 1976 et 2005, passant de 6,7 à 13,4 habitants au km². Elle représente 3,6 % de la population totale du Cameroun en 2005.²¹⁷ En raison de son relief accidenté et de ses vastes étendus de forêts tropicales, cette région présente des défis géographiques en environnementaux qui limitent la concentration humaine.²¹⁸

Cette faible densité de population entrave la mise en place d'infrastructures essentielles telles que les routes, les écoles et les centres de santé, rendant l'accès aux services de base

²¹⁴ La corrélation entre la croissance démographique n'est pas directe et constante. Le simple fait d'avoir une population en croissance ne garantit pas automatiquement un développement positif dans tous les aspects comme l'éducation, la santé ou le niveau de vie.

²¹⁵ <https://fr.wikipedia.org/wiki/nigeria.com>, consulté le 20 juin 2024.

²¹⁶ BUCREP, "Rapport de présentation et résultats définitifs", p. 7.

²¹⁷ BUCREP, "Rapport de présentation des résultats définitifs," www.statistics-cameoon.org, avril 2010. Consulté le 28 mars 2024.

²¹⁸ Ondoua Biyo'o Justin 60 ans..., Zoétéélé, le 8 avril 2024.

difficile pour les habitants.²¹⁹ De plus par rapport à la région du Centre, elle limite les opportunités économiques et l'attrait des investissements, car les entreprises peuvent être réticentes à s'implanter dans des zones où la main d'œuvre et les marchés potentiels sont dispersés.²²⁰ La faible densité de la population du sud Cameroun constitue un frein significatif au développement et contribue à une marginalisation sociale et économique des populations locales, exacerbant les disparités régionales parce qu'on n'investit pas pour perdre.²²¹

c- Population de la région du Centre

La région centre au Cameroun revêt une importance stratégique dans le développement national, et sa population joue un rôle essentiel en tant que, moteur de ce processus. Située au cœur du pays, cette région abrite une concentration significative de la population camerounaise et possède des caractéristiques géographiques, économiques et culturelles uniques qui en font un pilier du développement de la région. La forte densité de la région du centre crée un marché intérieur dynamique, favorisant l'activité économique l'innovation et l'investissement. En 2015, la région compte 5 000 000 habitants ²²² et représente à l'échelle du Cameroun une densité moyenne de 44,9 hab. /km². Cette région est composée de dix départements, c'est la deuxième région la plus peuplée du pays par son étendue, elle couvre une superficie de 68953km²²²³. La forte concentration de la population dans le Centre représente non seulement une main-d'œuvre abondante mais aussi un vaste marché de consommation dynamique. Cette région avec des centres urbains comme Yaoundé attire de nombreux travailleurs et entrepreneurs à la recherche d'opportunités économiques.

2- L'occupation de l'espace comme facteur influençant le développement

L'occupation de l'espace est un élément fondamental du processus de développement régional, l'occupation influence directement sur les dynamiques économiques. En effet, la manière dont l'espace est occupé et aménagé joue un rôle crucial dans la création des opportunités économiques et l'accès aux services sociaux de bases. Plus l'espace n'est occupée plus l'homme ménage son territoire.

²¹⁹ Ondoua Biyo'o Justin 60 ans..., Zoétéélé, le 8 avril 2024.

²²⁰ Anonyme 45 ans, Cadre au MINEPAT, Yaoundé le 7/2/2024.

²²¹ Ewane Francois 25 ans, Cadre à la Délégation Régionale de l'Eau et de l'Energie de la région du Sud. Ebolawa le 22 Avril 2024.

²²² Oyono, *Communes et régions* ..., p. 148.

²²³ *Ibid.*

a- Importance de l'occupation de l'espace dans le processus de développement

L'occupation de l'espace dans ses multiples dimensions, constitue un pilier fondamental du développement socio-économique à l'échelle mondiale, nationale et régionale. Dépasant la simple utilisation physique du territoire, elle englobe la manière dont les sociétés organisent, exploitent et gèrent les ressources spatiales à leur disposition.²²⁴ De l'urbanisation croissante à la valorisation des territoires ruraux, en passant par la planification territoriale et l'accès aux ressources, l'occupation de l'espace façonne les dynamiques économiques, sociale et environnementales des communautés.

L'occupation de l'espace est un facteur important dans le développement régional, influençant divers aspects socio-économiques et environnementaux du pays. Premièrement, la répartition géographique des ressources naturelles telles que les terres arables, les forêts, les cours d'eau et les gisements minéraux joue un rôle déterminant dans l'occupation de l'espace et de son exploitation. Par exemple la région du Sud est connue par sa production du café et du cacao²²⁵, tandis que les régions de l'ouest et du nord-ouest sont réputées pour la production de leurs cultures vivrières. Cette distribution spéciale des ressources façonne les économies locales, influençant les revenus, l'emploi et les niveaux de vie des populations régionales.

Deuxièmement, l'aménagement du territoire et la planification spatiale est importante dans la promotion du développement régional équilibré. Les investissements dans les infrastructures de transport tels que les routes et les voies ferrées sont essentielle pour relier les régions. L'occupation de l'espace par l'homme l'amène à se mouvoir pour améliorer ses conditions de vie comme le vieil adage populaire le dit "Là où la route passe le développement suit". L'aménagement de l'espace par la construction des infrastructures de transport en particulier les routes stimulent le développement socioéconomique dans les zones ou les régions traversées. L'occupation de l'espace met donc en lumière le lien entre l'accessibilité des régions et leur potentiel de développement.

b- L'occupation de l'espace dans la région du sud

Dans la région du sud Cameroun, la faible occupation de l'espace est une caractéristique marquante qui façonne profondément le paysage et les modes de vie locaux. Malgré sa richesse en ressources naturelles cette partie du pays se distingue par de vastes étendus de terres peu

²²⁴ <https://www.erudit.org/fr/revue/rs2006-v4-n3-rs1622/014654ar>. Consulté le 28 Avril 2024.

²²⁵ Ateba Eyene, *Les paradoxes du...*, pp. 81-85.

peuplées, ponctuées par des villages dispersés et des forêts denses. Les populations sont concentrées sur les villes aménagées à l'exemple de la capitale régionale Ebolowa.

La faible occupation de l'espace dans la région du sud Cameroun constitue un frein significatif à son développement économique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la densité de la population limite l'exploitation optimale des ressources naturelles disponibles. Malgré l'abondance de terres fertiles et de richesses forestières, le manque de main d'œuvre qualifiée et la dispersion des habitants entravent l'essor des activités comme l'agriculture commerciale et l'exploitation forestière à grande échelle.²²⁶ Par conséquent, le potentiel économique reste largement sous-exploité, réduisant ainsi les opportunités de création d'emploi et de génération de revenus pour les populations locales. Les infrastructures nationales tant que internationales sont souvent réticentes à investir dans des zones où la densité de la population est faible, craignant un manque de main d'œuvre, de marchés locaux d'infrastructures telles que l'électricité les routes et l'eau potable.²²⁷ Par conséquent, le développement industriel et commercial dans la région du sud est entravé laissant les populations locales dépendantes des activités économiques de subsistance et peu diversifiées.²²⁸

c- L'occupation de l'espace dans la région du Centre

Contrairement à la région du Sud, l'espace de la région du Centre est assez peuplé. La forte occupation de l'espace dans la région du centre exerce une influence significative sur le développement social et économique de la région. Caractérisée par une densité de la population élevée, cette région abrite une concentration importante d'activités économiques, de services et d'infrastructures. Cette utilisation de l'espace crée un environnement propice à l'échange, à l'innovation et à la croissance économique parce que les centres urbains sont des pôles d'attraction pour les investissements, les entreprises favorisant ainsi le développement industriel. La forte occupation de l'espace dans la région du centre représente un atout majeur pour son développement. Tout d'abord, cette densité de population favorise la création d'un marché dynamique et diversifié. Avec un grand nombre de consommateurs potentiels à proximité les uns des autres, les entreprises ont un accès accru à la clientèle.

²²⁶ Ondoua Biyo'o Justin 60 ans..., Zoétélé, le 8 avril 2024

²²⁷ Anonyme 45 ans..., Yaoundé le 7/2/2024.

²²⁸ *Idem.*

En outre, la forte occupation de l'espace favorise l'efficacité des infrastructures et des services publics. Les investissements dans les transports, les réseaux de distribution d'eau et d'électricité ainsi que les services de santé et d'éducation. En résumé la forte occupation de l'espace dans le cette région constitue un avantage pour son développement économique et social en favorisant la dynamique du marché et l'efficacité des infrastructures. En capitalisant sur cette densité de population, les autorités locales peuvent promouvoir une croissance économique inclusive et durable tout en améliorant les conditions de vie des habitants. À titre d'exemple, nous avons l'initiation du projet de construction de l'autoroute Yaoundé-Douala en 2013. Cette initiative constitue une réponse stratégique aux besoins croissants de mobilité générée par l'expansion rapide de la population dans la région du Centre Cameroun. D'après une interview avec un agent du MINEPAT “ l'augmentation démographique significative observée dans cette zone a amplifié la pression sur les infrastructures routières existantes, rendant impératif le développement d'une autoroute moderne et efficace pour relier la région du Centre à la capitale économique du pays Douala”.²²⁹ L'accroissement de la population du Centre a donc engendré une demande accrue pour des routes plus rapides afin de faciliter non seulement le déplacement quotidien et rapides des résidents mais aussi le transport des marchandises. En plus des facteurs démographiques, le développement des régions du Centre et du Sud a largement bénéficié de l'implication active des acteurs internationaux.

3- Les facteurs internationaux comme bases du développement régional

L'évolution du développement des régions du Centre et du Sud Cameroun a été façonnée non seulement par des acteurs internes mais aussi par des influences internationales engagées dans la promotion du développement régional. Le développement régional de ces deux régions sous le régime du renouveau a fortement été influencé par des alliances avec des pays étrangers et la diaspora camerounaise. Ces collaborations internationales ont joué un rôle crucial facilitant le transfert des technologies, tandis que la diaspora, en tant qu'acteur économique clé investi dans les projets locaux et soutient le développement infrastructurel local.

²²⁹ Anonyme 45 ans, Cadre au Minepat, Yaoundé, le 7 février 2024.

a- Action des partenariats internationaux dans le développement des régions du Centre et du Sud Cameroun

Les partenariats internationaux, tels que ceux entre le Cameroun et le Japon, ont joué un rôle crucial dans le développement socio-économique du pays, et en particulier dans les régions du Centre et du Sud. Dès 1960, lorsque Tokyo et Yaoundé ont établi des relations diplomatiques, les deux capitales ont principalement centré leur coopération dans les domaines économiques et surtout social.²³⁰ Dans le cadre de la coopération entre le Japon et le Cameroun, à travers le TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique), le Japon s'est distingué par son engagement significatif dans les domaines sociaux comme l'éducation et la santé. Cet engagement est devenu le fleuron de la coopération nippo-camerounaise.²³¹

Depuis 1997, le Japon a joué un rôle crucial dans le développement du Cameroun, en particulier en ce qui concerne les régions du Centre et du Sud. Entre 1997 et 2005, le Japon a fait un don total de 46 milliards de francs CFA dans la construction des infrastructures scolaires au Cameroun.²³² En octobre 1998 par exemple, le Japon a alloué 6,8 milliards pour la construction de deux écoles dans la ville de Yaoundé et Douala ; suivis en 1999 par un financement de 5,8 milliards pour six autres écoles à Yaoundé. En 2001, un montant de 5,65 milliards a été dédié à la construction de dix écoles et de 145 salles de classes dans la région du Centre. En 2005, un financement supplémentaire de 8,9 milliards a permis la construction de deux écoles et l'aménagement de 16 salles de classes supplémentaires dans le Centre.²³³ Cette initiative ne s'est pas limitée dans la région du Centre, mais s'est étendue à la région du Sud. En août 2003 par exemple, le Japon a investi une somme de 4 milliards de Francs CFA pour la construction de cinq écoles et de 43 salles de classes dans la région du sud.²³⁴ En résumé l'engagement continu du Japon dans le secteur éducatif camerounais depuis plus de deux décennies témoigne de son impact significatif et de son soutien à la croissance et au développement régional des dans le Centre et du Sud Cameroun.

Le Japon a également contribué au développement régional au Cameroun dans le domaine sanitaire. En 1992 par exemple, le gouvernement japonais a alloué une somme

²³⁰ S.C. Alima Zoa, "Les clés de l'offensive politico-diplomatique du Japon en direction de l'Afrique et du Cameroun depuis 1991" Mémoire de Master, Université de Yaoundé 2, <https://www-memoire-onligne.com>, consulté le 1 juillet 2024.

²³¹ *Ibid.*

²³² *Cameroun tribune*, n°8614/4813, 21 juin 2006.

²³³ Alima Zoa, "Les clés de ...", <https://www-memoire-onligne.com>, consulté le 1 juillet 2024.

²³⁴ *Ibid.*

considérable de 1 milliard 98 millions de Francs CFA pour l'équipement des hôpitaux centraux du pays et principalement ceux de la ville de Yaoundé et Douala.²³⁵ Cette initiative a permis d'introduire des équipements médicaux de pointes tels que des bronchoscopes, des gastroscopes et des échocardiographies, renforçant ainsi les capacités des établissements de santé locaux à diagnostiquer et traiter efficacement diverses pathologies.²³⁶ De plus, le soutien Japonais s'est étendu à la création de centres de santé avancés comme celui de Nkoabang à Yaoundé.²³⁷ Ces centres jouent un rôle crucial en offrant des soins de santé primaires et spécialisés à la population locale.

b- Contribution de la diaspora camerounaise dans le développement des régions du Centre et du Sud

La diaspora se réfère à la dispersion, d'une communauté ethnique ou nationale à travers le monde, souvent en raison des migrations économiques politiques ou sociales. La diaspora désigne également les personnes d'une communauté vivant en dehors de leur pays d'origine, tout en conservant leur lien culturel. La diaspora d'un pays représente une force de développement grâce à une "coprésence" dans sa communauté d'origine.²³⁸ Ces acteurs marquent leur présence dans leur territoire d'origine par de nombreux moyens.²³⁹

Le Cameroun depuis des décennies, a reconnu la diaspora comme un acteur essentiel du développement national et régional.²⁴⁰ La contribution de la diaspora camerounaise dans le développement des régions est assez visible,²⁴¹ comme dans la localité de Mvangan dans la région du Sud Cameroun. Le secteur de l'éducation a indéniablement été l'un des principaux bénéficiaires de 'engagement de la diaspora camerounaise. À titre d'exemple, dans le lycée de Mvangan, au fil des années, la diaspora a joué un rôle crucial dans l'aménagement et l'approvisionnement des salles de classes. En 2021, par exemple, le lycée de Mvangan a reçu

²³⁵ P. R. Mbida, 'De la TICAD 3 à la TICAD 4 : enjeux et mutations de la politique africaine de coopération du Japon', Mémoire de Master, Université de Yaoundé 2, 2011 <https://www-mémoire-onligne.com>, consulté le 1^{er} juillet.

²³⁶ *Ibid.*

²³⁷ *Ibid.*

²³⁸ B. Bertini. et al, Engagement citoyen ici et là-bas. Insertion pluro-territoriale des migrants (France, bassin du fleuve Sénégal), Université catholique Louvain-la-Neuve Belgique, 2008, p. 3.

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ C.M. Signe Made, 'Diaspora et développement local au Cameroun. Cas des localités de Mvangan dans la Mvila (Sud) et de Bamendjou dans les Hauts plateaux (Ouest), Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2022, p. 35.

²⁴¹ P. Gognik, N. Kotlok, 'Penser autrement un développement partagé, in Plein droit', Vol n°83, 2009, pp. 26-29.

un don de 14 ordinateurs portables visant à faciliter l'accès des apprenants à l'outil informatique indispensable pour l'éducation à l'ère de la technologie.²⁴²

En dehors du domaine de l'éducation, la diaspora a également investi dans les projets d'infrastructure essentiels comme l'aménagement des forages depuis 2020. Par exemple, des initiatives de la diaspora ont permis d'améliorer l'accès à l'eau potable à Mvangan village.²⁴³ En somme, au fil du temps, la diaspora camerounaise s'est imposée comme acteur essentiel du développement régional à travers son engagement continu envers le développement durable et inclusif de sa communauté d'origine.

En somme, sous le régime du renouveau les facteurs démographiques et internationaux ont joués un rôle crucial dans le développement des régions du Centre et du Sud. D'une part, l'augmentation de la population dans ces régions a stimulé la demande intérieure, favorisant ainsi l'essor des infrastructures et des services locaux. D'autre part, les relations internationales ont ouvert de nouvelles opportunités économiques et sociales. Ces dynamiques combinées ont non seulement renforcé l'économie régionale, mais ont également contribué à l'amélioration des conditions de vie des habitants. Cependant, en dehors des facteurs démographiques et l'implication des acteurs internationaux, les facteurs économiques peuvent également justifier la situation de développement de ces deux régions.

III. LES FACTEURS ÉCONOMIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD

Les réalités économiques de chacune des régions étudiées et surtout l'implantation des structures économiques sont des facteurs qui ont impacté sur les investissements et la situation de développement dans le centre et le sud. Si les infrastructures économiques que disposent chacune des régions ont joué un rôle dans l'état de développement, il faut aussi noter que les opportunités économiques qu'offrent les deux régions ne sont pas identiques. Les trois secteurs, primaire secondaire et tertiaire revêt un caractère important au niveau du développement.²⁴⁴

²⁴²Signe Made, '' Diaspora et développement ..., p. 59.

²⁴³ *Ibid*, p. 61.

²⁴⁴Colin Clark, *Théories du développement économique* 2^{ème} Edition, PUF, Paris 1976, p. 96.

1- L'importance et la présence des infrastructures économiques dans le développement régional

Les infrastructures économiques jouent un rôle vital dans le développement des régions au Cameroun. La présence des infrastructures fournit les fondations nécessaires pour stimuler la croissance économique et favoriser l'investissement privé et améliorer la compétitivité régionale sur les marchés nationaux et internationaux. En effet, des réseaux de transports efficaces, les installations énergétiques fiables, des télécommunications modernes et les zones industrielles bien équipées pour faciliter le commerce et soutenir le développement de la région.²⁴⁵

a- La présence significative des infrastructures économiques dans la région du centre

Des marchés dynamiques, aux zones industrielles en passant par des institutions financières et gouvernementales, chaque élément de l'infrastructure économique contribue à créer un environnement favorable et propice aux affaires. La région du Centre se distingue par son développement économique dynamique caractérisé par une concentration significative d'infrastructures économiques. Elle bénéficie d'investissement importants du gouvernement et des acteurs ce qui se traduit par sa densité plus d'infrastructures économiques. Les entreprises comme les brasseries du Cameroun jouent un rôle crucial dans le développement économique de la région du Centre comme l'explique un cadre de la SABC. Premièrement dans le domaine de l'alimentation animale, des fabricants comme la SPC qui achète 75% de la production locale pour la fabrication de la provende.²⁴⁶ Cet achat massif garanti un marché stable pour les agriculteurs locaux encourage la production agricole. Deuxièmement, les brasseries du Cameroun achètent 10.000 tonnes de gritz de maïs par an, soit 100% de la production annuelle,²⁴⁷ et 15% de la production régionale.²⁴⁸ Cette demande constante stimule la culture du maïs dans la région, augmentant les capacités de production et favorisant l'industrialisation de l'agriculture locale. Enfin les brasseries du Cameroun génèrent environ 2000 emplois pour les populations de la région du centre luttant massivement contre le chômage.²⁴⁹

²⁴⁵ R. Kuitcha Kwandjeu, "Infrastructures publiques et croissance au Cameroun", Mémoire de master Université de Douala 2004, www.memoire-onligne.com. Consulté le 30 mars 2024.

²⁴⁶ ²⁴⁶ J. L. Fusilier, "La filière maïs au Cameroun quelles perspectives de développement de la production du maïs" vol n°6, pp. 2-7.

²⁴⁷ *Idem.*

²⁴⁸ Anonyme 50 ans environ, Cadre à aux brasseries du Cameroun, Yaoundé le 30 avril 2024.

²⁴⁹ *Idem.*

b- Les infrastructures économiques de la région du sud

Le port de Kribi, situé dans le Sud Cameroun représente la plus grande infrastructure économique de la région. Inauguré en 2015, ce port moderne est l'un des plus importants d'Afrique centrale et occidentale. Le port en eau profonde de Kribi est un complexe situé à 35km sud de la cité balnéaire sur la cote camerounaise, il aborde le golfe de Guinée et l'océan atlantique. Il offre des installations de pointe pour le transport des marchandises, notamment des conteneurs, des matières premières et des produits manufacturés. La décision du gouvernement camerounais de construire le port sur le site Mboro intervient en 2008 avec la mise en place du comité de pilotage.²⁵⁰ La réalisation des travaux est confiée *China Harbour Engineering Company* (CHEC). Les travaux de construction débutent en 2012 et les premiers navires sont accueillis en 2014.²⁵¹ En tant que plateforme stratégique et logistique, le port de Kribi facilite le commerce international et régional.

En 2020 par exemple, le port autonome de Kribi a démontré son importance stratégique pour l'économie locale en enregistrant une recette douanière impressionnante de 88,44 milliards de francs CFA. Parmi ces recettes, 4 milliards de bénéfices ont été alloués à la réalisation des projets locaux.²⁵² En investissant une partie de ses bénéfices pour le bien-être de la communauté, le port autonome de Kribi illustre comment une institution économique joue un rôle clé dans la promotion du développement régional et local.

c- Les impôts payés par les infrastructures régionales

Les impôts versés par les infrastructures économiques d'une région sont principalement utilisés pour financer divers aspects de développement du pays en général et de la région concernée en particulier.²⁵³ Les impôts collectés contribuent au budget national et sont répartis selon les priorités établies par le gouvernement. Une partie des fonds est allouée à des projets d'infrastructures tels que la construction et la rénovation d'écoles et des hôpitaux.²⁵⁴ Cela permet d'améliorer les conditions de vie des habitants de la région et de stimuler le développement économique²⁵⁵. De plus, les impôts peuvent servir à soutenir les entreprises locales et encourager l'entrepreneuriat de la région. Cela se fait par le biais des subventions de crédits d'impôts ou autres incitations visant à promouvoir la croissance des entreprises et la

²⁵⁰ Arrêté n° 114/CAB/PM du 11 juillet 2008 du Premier Ministre chef du Gouvernement.

²⁵¹ <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/port-en-eau-profonde-de-Kribi>. Consulté le 13 mai 2024.

²⁵² PAK " Les bénéfices réalisés en 2020 lettre de PAK", vol n° 107, juillet 2021, pp. 2-6.

²⁵³ Ngah Marceline 40 ans, inspectrice des impôts. Yaoundé le 14 février 2024.

²⁵⁴ *Idem*.

²⁵⁵ <https://www.Cairn.info/l-économie-africaine>. Consulté le 13 mars 2024.

création d'emplois locaux.²⁵⁶ En outre, une partie des fonds est allouée à des initiatives de développement social telles que les programmes de santé d'éducation et de formation professionnelle.²⁵⁷ Cela permet de renforcer le capital humain et d'améliorer les perspectives d'avenir de ses habitants.

L'importance d'une forte quantité d'infrastructures économique dans le développement régional réside dans leur contribution significative aux impôts versés et réinvestis localement. Ces impôts jouent un rôle crucial dans le financement des infrastructures sociales, le soutien aux entreprises local et le renforcement du capital humain et social de la communauté. En permettant aux régions de bénéficier directement des fruits de leurs activités économiques. Ces infrastructures économiques créent un cercle vertueux de développement régional, favorisant la croissance économique, l'emploi et le bien-être des populations locales. Ainsi, une approche stratégique visant à stimuler et à soutenir le développement des infrastructures économiques dans les régions peut être un moteur essentiel de progrès et de prospérité à long terme pour l'ensemble du pays. En plus des impôts payés par les infrastructures économiques, il y'a l'existence d'autres facteurs comme les opportunités économiques qui peuvent justifier le niveau de développement entre la région du Centre et du Sud.

2- Les opportunités économiques qu'offrent les deux régions comme facteur de développement

Les régions du Centre et du Sud Cameroun offrent différentes activités économiques qui influencent leur développement. Alors que la région du Centre avec sa proximité de la capitale Yaoundé, bénéficie s'une concentration d'activités commerciales, de services et d'infrastructures et un grand nombre de villes aménagées, le sud quant à elle n'a que quelques principales villes attractives. Cette situation influe sur la disponibilité des opportunités économiques ce qui peut entraîner un développement à double vitesse.

a- Les opportunités économiques dans le sud Cameroun

La région du Sud Cameroun regorge un potentiel économique et des opportunités nécessaires pour son attractivité économique. Tout d'abord, l'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie de la région, avec une grande diversité de cultures telles que le

²⁵⁶ <https://www.Cairn.info.1-économie-africaine>. Consulté le 13 mars 2024.

²⁵⁷ Ngah Marceline 40 ans, inspectrice des impôts. Yaoundé le 14 février 2024.

cacao, le café, le palmier à huile, le caoutchouc et le bois.²⁵⁸ Ces ressources agricoles offrent des opportunités d'investissement et de développement tant pour les cultures de rentes destinées à l'exportation que pour la sécurité alimentaire et la diversification des revenus des populations locales. La valorisation de ces ressources offre des opportunités économiques significatives, tant dans l'exploitation que dans la transformation. Ce qui conduit à la croissance des industries agricoles. Traditionnellement, cette région a pour habitude d'être la mamelle nourricière pour Yaoundé. C'est également la source d'approvisionnement des pays frontaliers comme la Guinée Équatoriale et le Gabon.²⁵⁹

b- Le Centre une région ouverte à l'agro-industrie

La région du Centre Cameroun offre une diversité d'activités économiques qui contribuent significativement à son développement régional et à celui du pays dans son ensemble. La région du Centre avec pour capitale régionale et nationale la ville de Yaoundé, elle est un nœud central pour les affaires, l'administration et la culture.

Cette région abrite plusieurs grandes villes qui offrent une attractivité économique. L'industrie de la région est dynamique, avec les secteurs tels que la fabrication agroalimentaire et la production des biens de consommation. Par exemple en 1968, l'ouverture de l'usine de sucrière à Bandjock amorce un changement radical de l'ensemble régional. Cette région peu peuplée traversée par le chemin de fer Yaoundé Ngaoundéré présente des sols relativement fertiles, une pluviométrie adéquate pour la réalisation de grandes plantations de tabac (SCT) à Batchenga, la canne à sucre (CAMSUCO, SOSUCAM).

En somme, la région du centre offre un environnement propice aux affaires et à la croissance économique, tirant parti de ses atouts naturels, de son infrastructure développée et de son emplacement stratégique au cœur du pays. Cette attractivité fait le ratio investissement plus population égale à développement.²⁶⁰

²⁵⁸ <https://www.conseilregionalsud.com/Présentation-du-Sud.com>. Consulté le 6 Avril 2024.

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ Le ratio investissement par habitant est un indicateur utilisé pour évaluer le développement économique d'un pays. Il mesure la quantité d'investissements réalisés par habitant dans une économie donnée. Un niveau élevé d'habitants est souvent associé à un développement économique plus avancé.

3- Le commerce transfrontalier dans la région du Sud

Le commerce transfrontalier désigne les échanges de biens et de services entre deux ou plusieurs pays voisins partageant les frontières communes. Ce type de commerce inclut les transactions commerciales formelles et informelles, allant des exportations et des importations des marchandises. Le commerce transfrontalier joue un rôle important dans le développement du Cameroun en général et celui de la région du Sud en particulier.

a- Les importations des produits dans la région du Sud

Les importations désignent l'ensemble des biens et des services produits à l'étranger et achetés par un pays pour être consommés transformés ou commercialisés. Les importations jouent un rôle important dans le développement de l'économie du Sud Cameroun. Avec une prédominance des produits alimentaires qui représentent 67% du total des importations.²⁶¹ Parmi ces produits, les boissons de tout genre occupent une prépondérance constituant 42,8% des importations alimentaires. Les fruits avec une part de 9,8%, et les légumes qui représentent 5,9% sont également les éléments essentiels des échanges commerciaux.²⁶² Ces produits sont largement commercialisés dans les marchés nationaux du Cameroun et jouent un rôle vital dans l'approvisionnement des populations.

Les activités d'importation et de commerce transfrontalier ont considérablement contribué au développement économique de la région du sud Cameroun. À travers l'exemple des commerçants comme Tsafack Jules à kyé-Ossie. Il explique qu'il achète à bas prix des produits comme des gels de douches et des boissons provenant de la Guinée Équatoriale qu'il commercialise par la suite depuis 16 ans. Selon lui "Ces produits sont très demandés par les consommateurs locaux, ce qui génère des revenus rentables et stimule l'économie locale".²⁶³ En effet l'importation de ces produits répond à une demande croissante et permet d'offrir une variété de produits qui ne sont pas produits localement. L'activité commerciale de Jules et de nombreux autres commerçants similaires contribue à la création d'emplois et à la dynamisation des marchés locaux. Ainsi, l'importation des biens depuis la Guinée Équatoriale et leur commercialisation dans la région du Sud et dans d'autres régions du Cameroun jouent un rôle

²⁶¹ INS, *Enquête sur les échanges transfrontaliers de marchandises au Cameroun : bilan méthodologie et résultats*, Yaoundé, 2013, p. 28.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ Tsafack Jules 68 ans, commerçant, Yaoundé le 1^{er} avril 2024.

crucial dans le développement de l'économie nationale en générale et celui de l'économie régionale en particulier.

b- Les exportations des produits dans le Sud

Les exportations désignent l'ensemble des biens et services produits dans un pays et vendu à l'étranger. Elles représentent une part importante de l'économie d'un pays, car elles permettent de générer des revenus. Sous le régime du renouveau, la région du Sud Cameroun a connu une croissance significative de ses recettes grâce à ses activités d'exportation. Chaque deux semaine par exemple, cette région enregistre environ 1,4 milliard de recette,²⁶⁴ principalement issues de l'exportation des produits alimentaires qui représentent 60% des exportations totales.²⁶⁵ Cette performance économique est largement attribuable aux points de transit stratégiques tels que la frontière d'Ambam Minko'o avec le Gabon et celle de Kyé-Ossie avec la Guinée Équatoriale. Historiquement ces frontières ont joué un rôle crucial dans le commerce transfrontalier en facilitant les échanges des marchandises et en renforçant les liens économiques.

Les activités d'exportations et le commerce transfrontalier jouent un rôle déterminant à travers la création d'emploi stable. Depuis des décennies les points de transits ont facilité l'échange de marchandises avec les pays voisins, contribuant ainsi à l'essor économique de la région. Ngono Marthe, une commerçante active à kyé-Ossi depuis 2002, illustre parfaitement cette dynamique. Elle témoigne que “ Depuis 2002 je vends le *mango* aux gabonais et aux guinéés. J'enregistre annuellement des bénéfices qui varient souvent entre 2 millions et 4 millions. Cette activité a transformé ma vie et celle de ma communauté.”²⁶⁶ Son témoignage met ainsi en lumière l'importance du commerce transfrontalier dans le développement de la région du Sud. Grace à ses activités commerciales, Ngono Marthe contribue à la création d'emplois locaux, en employant des aides pour le transport et la vente des *mangos* aux pays voisins. En résumé, le développement socio-économique du Centre et du Sud Cameroun a été profondément façonné par divers facteurs, parmi lesquels la présence cruciale d'infrastructures économiques et le développement du commerce transfrontalier. Ces infrastructures ont non

²⁶⁴ INS, *Enquête sur les...*, p. 28.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ Ngono Marthe 60 ans, Commerçante, Yaoundé le 1^{er} avril 2024.

seulement joué un rôle essentiel dans la stimulation de l'économie locale mais aussi dans la promotion du développement régional.

Au total, ce chapitre dévoile les différents facteurs qui depuis 1983 contribuent à un développement des régions du centre et du sud Cameroun. La situation de développement de ces deux régions résulte de multiples facteurs interconnectés. Le développement régional est le résultat d'interaction complexe de facteurs qui agissent comme moteur ou obstacles à la croissance économique et social. Il est clair que le développement de ces régions est le fruit d'une combinaison de facteurs historiques géographiques et économiques. La concentration des ressources et des opportunités dans la région du centre et en particulier à Yaoundé. Alors que la région du Centre avec sa capitale Yaoundé bénéficie d'investissement prioritaire, la région du Sud peine à suivre le même rythme. Dans le prochain chapitre, il est impératif de faire une analyse sectorielle du développement des régions du Centre et du Sud depuis leur séparation administrative.

**CHAPITRE 3 : L'ÉTAT DU DÉVELOPPEMENT
SECTORIEL ENTRE LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU
SUD**

La loi n°96/06 du 18 janvier 1996 portant sur la révision de la constitution du 2 juin 1972 a consacré à son article 1 alinéa 2 que la République du Cameroun est un État unitaire décentralisé.²⁶⁷ Cette forme de décentralisation de l'État se traduit au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) à savoir les Régions et les Communes. Celles-ci ont pour mission, conformément à l'article 55 alinéa 2 de la Constitution,²⁶⁸ de promouvoir le développement économique social sanitaire, culturel et sportif de ces collectivités.²⁶⁹ Les politiques de développement implémentées par les pouvoirs publics et orientées vers les régions du Centre et du Sud n'ont pas des résultats identiques. Elles varient en fonction des réalités démographiques géographiques économiques et politiques. Pour ces différentes raisons, le processus de développement de chacune des régions évolue à vitesse variable ce qui a des répercussions sur l'état général du développement des régions. Les situations auxquelles sont confrontées ces unités administratives peuvent laisser croire que certaines régions sont privilégiées par rapport à d'autres. Seulement les données statistiques dans plusieurs domaines permettent de faire une appréciation objective en qualité et en quantité des réalisations infrastructurelles et socio-économiques dont ont bénéficié les régions du Centre et du Sud depuis près de quatre décennies. La situation de développement dans la région du Centre et du Sud ne peut mieux être appréciée que de manière sectorielle. En effet, il existe plusieurs secteurs pouvant faire l'objet de comparaison tels que le développement politique, humain, économique, environnemental, technologique, industriel et social. Seulement, dans cette étude, il est question de comparer trois principaux secteurs dont l'évaluation et la comparaison semble plus visible et aisée. Devenu éligible à l'initiative révisée de l'allègement de la dette des pays pauvres, le gouvernement camerounais a décidé d'inscrire l'élaboration des stratégies sectorielles dans les secteurs de la santé, l'éducation, l'agriculture. Les allègements consentis ont été concentrés sur les réformes structurelles et au développement des secteurs sociaux²⁷⁰.

Ce chapitre s'intéresse de manière globale aux réalisations concrètes dans différents domaines du processus de développement de ces deux régions jadis unies. D'abord, il dresse un état des lieux des constructions routières dans les deux régions. Ensuite, il présente les

²⁶⁷ MINDDEVEL, *Gestion des services sociaux de base*, 2020, p. 1.

²⁶⁸ Constitution de la République du Cameroun n°96/06 du 18 janvier 1996, p. 24.

²⁶⁹ MINDDEVEL, *Gestion des services...*, p. 1.

²⁷⁰ Au sujet des implications de ces mesures sur les États africains, lire G. Chambas et F. Kerhuel, "La réforme de l'État : implications des cadres stratégiques de réduction de la pauvreté" ; in J. de Gaudusson et J-F. Medard, (dir) *L'État africain entre le local et le global, Afrique contemporaine* 4^{ème} trimestre 2001.

réalités de développement infrastructurel dans le domaine de l'éducation. Enfin, il décrit la configuration du développement sanitaire dans les régions du Centre et du Sud.

I. ÉTAT DES LIEUX DES RÉSEAUX ROUTIERS DANS LES DEUX RÉGIONS

Les infrastructures routières sont des indicateurs importants dans la vérification du niveau de développement d'une région ou d'un pays.²⁷¹ L'histoire de l'infrastructure routière au Cameroun est profondément enchevêtrée avec les récits de la colonisation, le développement économique et social. Depuis la période coloniale, les routes ont été un élément vital pour faciliter le commerce, l'administration et la mobilité des populations. Les premières routes ont été construites au Cameroun au 20^e siècle par les colons principalement pour étancher leur soif impérialiste. Le développement économique peut dès lors se mesurer à la rapidité et à la densité de la circulation des biens, c'est-à-dire au volume des transports.²⁷² Dans son édition publiée en 2017 l'annuaire statistique du Cameroun (INS) fait remarquer que les infrastructures de transports notamment les routes, les aéroports les ports et les chemins de fer constituent le socle sur lequel doit de bâtir le développement et la compétitivité économique.²⁷³ Dans cette partie de l'étude, il s'agit de faire une appréciation de l'état actuel du développement des infrastructures routières dans régions du Centre et du Sud.

1- Le réseau routier principal

Les routes principales également appelées artères principales sont des axes de transport essentiels reliant les zones urbaines, rurales et industrialisées.²⁷⁴ Elles sont généralement larges et bien entretenues facilitant la circulation des véhicules à grande vitesse.²⁷⁵ Les régions du Centre et du Sud se distinguent par une vaste étendue de routes principales qui jouent un rôle capital dans la connectivité nationale. Le réseau routier principal est essentiellement composé des autoroutes nommés (A) et des routes nationales nommés (N).

²⁷¹ M. Boudoux d'Hautefeuille, "La route, facteur de développement socio-économique ? Une analyse des enjeux portés par les projets routiers en Guyane française", *Espaces et société*, vol n°156-157, 2014, pp. 177-195.

²⁷² A. Huybrechts, "Le rôle du progrès des transports dans les économies sous développées", *Revue économique* vol n°1, 1971, p. 143.

²⁷³ INS, *Annuaire statistique de la république du Cameroun*, 2017, p. 276.

²⁷⁴ Binoung Noa, 40 ans, Cadre à la Délégation Régionale des Travaux publics de la Région du Centre, Yaoundé le 17 avril 2024

²⁷⁵ <https://www.securite-routiere-az/.fr/r/route-pincipale>. Consulté le 13 mai 2024.

a- Description de la réalité dans le Centre

La région du centre, abritant la capitale Yaoundé se distingue par un vaste réseau routier. Ce maillage de routes bien développées joue un rôle important dans la facilitation des échanges économiques et sociaux. Il relie également les différentes localités afin de favoriser l'accessibilité à divers services. Ce réseau dense est un atout majeur pour le développement régional en renforçant la position de Yaoundé en tant que cœur névralgique du pays. Dans cette partie, il s'agit d'examiner en détail le réseau routier existant, en mettant en lumière ses caractéristiques. Le tableau ci-dessous dresse l'ensemble des routes principales existantes dans la région du Centre.

Tableau 1 : Routes principales dans le Centre

Catégorie	Nombre	Kilomètre	État
Autoroutes	2	80 km	Bitumée / non Bitumée
Routes nationales	8	1272,95 km	Bitumée

Source : Tableau réalisé à partir des données recueillies sur le terrain

Le tableau ci-dessus présente l'ensemble des infrastructures routières principales présentes dans la région du Centre. Ce réseau routier est essentiellement composé de deux autoroutes,²⁷⁶ et de huit routes nationales. À partir du tableau ci-dessus, on peut voir que la région du centre est essentiellement traversée par deux autoroutes non achevées. La première est celle qui va de Yaoundé à Nsimalen dont les travaux ont été initiés depuis 2013.²⁷⁷ Longue de 20 km au total, cette infrastructure a pour principal objectif de favoriser une meilleure desserte de l'aéroport international de Nsimalen.²⁷⁸ La deuxième autoroute qui traverse la région du Centre, reliant la ville de Yaoundé à Bibodi et s'étend sur une distance de 60 km. Cette infrastructure moderne vise à améliorer la connectivité entre la capitale politique du pays et la capitale économique Douala. Dans le but de faciliter le transport des biens et des personnes tout en réduisant le temps de trajet.

Elle permet également un progrès significatif en matière d'infrastructure routière, contribuant à désengorger les routes existantes et faciliter les échanges commerciaux. L'image

²⁷⁶ L'autoroute peut être définie ici comme une voie de circulation spécialement conçue pour permettre un déplacement rapide et sécurisé sur de longues distances.

²⁷⁷ " Autoroute-Yaoundé-Douala : le projet annoncé par le chef de l'État prend corps <https://zrchives.wikiwix.com> Consulté le 20 mai 2024.

²⁷⁸ <https://autoroute-yaoundé-nsimalen> , consulté le 20 mai 2024.

ci-dessous illustre un tronçon de la route Yaoundé-Douala ouvert à la circulation en 2022.²⁷⁹ Comme on peut le constater, cette route est construite en dur, offrant une surface stable et durable pour le trafic quotidien. Equipée des infrastructures modernes, elle dispose également de marquages au sol bien définis assurant la sécurité optimale pour les usagers. Ces caractéristiques contribuent à rendre le trajet non seulement plus rapide mais aussi facilitant le transport des biens et des personnes. À travers l'image qui suit, on peut apercevoir un tronçon de l'autoroute Yaoundé-Douala.

Photo 1: Tronçon de l'autoroute Yaoundé Douala



Source : <https://-autoroute-yaoundé-douala/les60premeiers-kilomètres> . Consulté le 28 mai 2024.

L'image ci-dessus montre un tronçon de l'autoroute reliant Yaoundé à Douala, Plus précisément elle capture l'entrée Sud du département de la Lékié à savoir Lobo et Evodoula. En plus de ses deux autoroutes, la région du Centre est traversée par 8 routes nationales.

Les routes nationales, également connues sur le nom de de routes fédérales dans certains pays comme les États-Unis. Elles sont des voies de communication terrestres appartenant et entretenue par l'État ou le gouvernement central.²⁸⁰ Elles sont généralement conçues pour relier les villes, les régions et les centres économiques importants à travers un pays, assurant ainsi la mobilité des personnes et des biens.²⁸¹

²⁷⁹ Autoroute Yaoundé-Douala : les premiers 60 kilomètres ouverts à la circulation. <https://archives.wikiwix..>, consulté le 28 mai 2024.

²⁸⁰ Binoung Noa, 40 ans, Cadre à la Délégation Régionale des Travaux publics de la Région du Centre, Yaoundé le 17 avril 2024

²⁸¹ *Idem*

La région du Centre est traversée par 8 routes nationales qui relient Yaoundé à d'autres pôles du pays.²⁸² La nationale N°1 qui relie Yaoundé à Kousserie en passant par Obala, Nanga-Eboko et est limitrophe avec la région de l'Est pour un total de 1385km. La nationale N°2 est une route qui relie Yaoundé à la frontière gabonaise en passant par Mbalmayo avec une longueur de 294 km. La N°3 relie la capitale politique Yaoundé à la capitale économique Douala, la N°4 relie Obala à Bafoussam, la N°9 va de Zoatoupsi jusqu'à la limite avec la région du Sud, la N°10 va de Mvan à Yaoundé jusqu'au pont du Nyong, la N°15 va de Batchenga jusqu'à Sangbe limitrophe à la région de l'Adamaoua. Enfin la dernière route nationale est la N°22 qui va de la poste centrale à Yaoundé jusqu'à Ayené et limitrophe avec la région du Sud. La photo ci-dessous illustre la route nationale N°3

Photo 2 : Axe nationale bitumé N°3



Source : O. J. Ndzie Matti, "Infrastructure routière et dynamique socio-économique dans le département de la Mefou et Akono 1992-2020" Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2022, p. 36.

L'image ci-dessus représente un tronçon de la route nationale N°3 dans la région du centre. Elle relie la capitale politique du pays Yaoundé à la capitale économique Douala, avec une longueur de 196 km.²⁸³ Cette route est bien équipée et ressemble à une autoroute par ses caractéristiques. Ses équipements modernes sont essentiels pour guider les conducteurs, prévenir les accidents et assurer une circulation efficace des biens et services.

²⁸² Binoung Noa, 40 ans..., Yaoundé le 17 avril 2024

²⁸³ L'autoroute Yaoundé-Douala un projet qui prend de l'ampleur, <https://fr.wikipedia.org/wiki/route-nationale-1>, consulté le 28 mai 2024.

La région du centre avec ses deux autoroutes et ses huit routes nationales, a un réseau routier important pour la connectivité de l'ensemble du pays.²⁸⁴ Avec un linéaire bitumé totalisant 1332,95 km, cette région offre des voies de circulations essentielles pour faciliter le déplacement ainsi que les échanges. Ayant exploré le réseau routier principal de la région du Centre, il est maintenant indiqué d'examiner celui de la région d Sud.

b- Présentation du réseau routier dans le Sud

La région du Sud tout comme la région du Centre est traversée par un réseau de routes principales capitales pour la connectivité régionale et le déplacement des biens des services et des personnes.²⁸⁵ Ces routes jouent un rôle important dans la connectivité des villages et des villes. Les données du tableau ci-dessous permettent de répertorier le nombre de routes principales présentes dans la région du Sud.

Tableau 2 : Routes principales dans le Sud

Catégorie	Nombre	Kilomètre
Autoroutes	1	38,5km
Routes nationales	5	1370, 3km

Source : Tableau réalisé à base des données recueillies sur le terrain

On constate que, dans la région du Sud il existe un réseau routier, moins dense que celui de la région du Centre. Avec seulement une seule autoroute et cinq routes nationales.²⁸⁶ En ce qui concerne l'autoroute, elle est longue de 38, 5km, les travaux de construction ont débuté en 2015. Cette autoroute va du village Mpalla, entrée nord de la ville de Kribi jusqu'à Lolabé où se trouve se trouve le tout premier port en eau profonde du Cameroun. En effet, 43,4km séparent les deux points de l'autoroute.²⁸⁷ Elle est reliée à la route nationale N°7 via une voie de raccordement longue de 4,9 km avec 33,75 mètres de large.²⁸⁸

En plus de son autoroute, la région du Sud est traversée par cinq routes nationales. Parmi ces artères essentielles, on trouve la N°2 qui relie Yaoundé à Ambam limitrophe au Gabon, en offrant ainsi une importante voie d'accès transfrontalière. La N°7 reliant Yaoundé à Kribi, c'est une artère majeure qui favorise le développement économique en permettant l'accès au Port

²⁸⁴ Binoung Noa, 40 ans, Cadre à la Délégation Régionale des Travaux publics de la Région du Centre, Yaoundé le 17 avril 2024.

²⁸⁵ Bengondo Ayang Siméon 52 ans, Cadre à la Délégation Régionale des Travaux Publics de la région du Sud, Ebolowa le 30 avril 2024.

²⁸⁶ *Idem*

²⁸⁷ P. R. Essomba, Autoroute Kribi-Lolabé : la voie de la croissance, <https://camerounbusinessstodays.cm/articles>, consulté le 1 juin 2024.

²⁸⁸ *Ibid*

Autonome de Kribi (PAK) important pour le commerce international. La N°9 qui va de Mbalmayo jusqu'à Djoum, elle assure une liaison vitale entre les centres urbains et les zones rurales favorisant le développement régional, elle est là pour desservir le Congo. La nationale N°17, celle-ci relie Sangmélima à Mengong, elle constitue une liaison stratégique entre la région du Sud et celle du Centre. Enfin, la N°22 qui relie Mvengue à Lolodorf, est également limitrophe à la région du Centre.

Le réseau routier principal du Sud totalise un nombre de 1408,8 km. Malgré le fait que la région du Sud soit traversée par moins de routes nationales et d'autoroute que la région du Centre, elle dispose d'un linéaire de routes principales plus étendu, totalisant 1408,08 kilomètres. Après avoir effectué une comparaison sur les routes principales existantes dans les régions du Centre et du Sud, passons à une analyse similaire en ce qui concerne les routes secondaires.

2- Les voies et routes secondaires

Les routes secondaires, également appelées routes régionales, constituent un élément essentiel du rideau routier d'une région. Contrairement aux autoroutes et aux routes nationales, les routes secondaires servent à relier les centres urbains aux zones périphériques, ainsi que les zones rurales entre elles.²⁸⁹ Elles sont généralement désignées par le symbole R suivie d'un numéro pour identifier leurs emplacements et leur parcours.²⁹⁰ Les routes secondaires ou régionales jouent un rôle important dans le développement économique et social des régions du Centre et du Sud. Elles servent de liaisons essentielles entre ces zones rurales et les centres urbains, facilitant le transport des produits agricoles vers les communautés locales et les centres urbains. Le tableau ci-dessous présente les routes secondaires dans les régions du Centre et du Sud.

Tableau 3 : présentation de l'étendue du réseau routier secondaire dans le Centre et le Sud

Catégorie	Centre	Sud
Réseau existant	76	26
Routes en terres	66	24
Routes bitumées	10	2
Kilométrage	2906,095km	1262,51 km

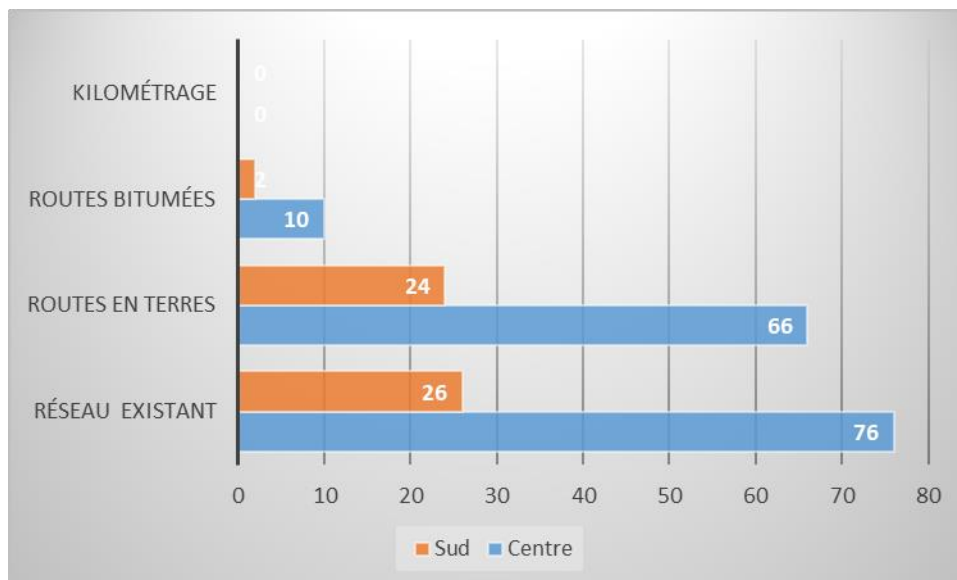
Source : Mintp, *Correspondance entre ancienne et nouvelle nomenclature : Routes régionales*, pp. 1-12.

²⁸⁹ Bengondo Ayang Siméon 52 ans..., Ebolowa le 30 avril 2024.

²⁹⁰ Ndzie Matti, "Infrastructure routière et ...," p. 31.

Pour mieux comprendre ce tableau, le diagramme en dessous, le diagramme ci-après a été établi à titre illustratif.

Graphique 1: Les routes secondaires dans les deux régions étudiées en km



Source : Mintp, *Correspondance entre ancienne et nouvelle nomenclature : Routes régionales*, pp. 1-12.

À partir de ce graphique, on peut clairement voir qu’il existe un écart significatif entre le réseau routier secondaire existant dans la région du Centre et celui de la région du Sud. La région du Centre possède un réseau routier secondaire totalisant 76 routes tant dis que la région du Sud n’en possède que 26.

a- L’état du réseau routier secondaire dans le Centre

L’analyse des données du tableau ci-dessus relève que le réseau routier secondaire de la région du Centre est une toile vitale, bien que diverse dans sa composition et son état. Avec un total de 76 routes régionales existantes, cette région affiche une étendue impressionnante qui témoigne de sa connectivité interne et de son importance stratégique en tant que centre politique du Cameroun.

Parmi ces routes, 60 sont en terre, ce qui représente la majorité du réseau routier. Bien que souvent rudimentaires,²⁹¹ elles sont cruciales pour relier les zones rurales et agricoles aux centres urbains et aux marchés.²⁹² En contraste, la région du Centre abrite 10 routes bitumées, offrant des conditions de conduite plus stables et durables, mais représentant une fraction,

²⁹¹ Binoung Noa, 40 ans ..., Yaoundé le 17 avril 2024.

²⁹² *Idem*

relativement plus petite que du réseau total. Avec un total de 2906,09 kilomètres, le réseau routier secondaire de la région du Centre affiche une grandeur qui reflète la complexité et la diversité de ses besoins en matière d'infrastructure de transport. Après avoir analysé les routes secondaires c'est-à-dire régionales existantes dans la région du Centre, passons à une analyse similaire en ce qui concerne la région du Sud.

b- L'état du réseau routier secondaire dans le Sud

Les données du tableau ci-dessus mettent en lumière une disparité significative dans la densité du réseau routier régional entre les régions du centre et du sud. Avec seulement 26 routes répertoriées, dont 24 en terre et 2 bitumées, la région du sud semble présenter un niveau d'accessibilité moindre par rapport à celle du Centre. Cette différence peut refléter des priorités d'investissements différentes ou des contraintes géographiques propres à la région du Sud. Malgré un kilométrage total de 1262,51 km, la concentration plus faible des routes régionales dans le Sud souligne la nécessité potentielle d'investissement supplémentaire dans l'infrastructure routière pour améliorer la connectivité et stimuler le développement économique régional. Il est essentiel que les décideurs politiques accordent une attention particulière aux besoins en matière d'infrastructure dans la région afin de réduire les écarts de développement avec d'autres régions et favoriser une croissance équilibrée sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, allant sur la base des données numériques, il est indéniable que la région du Sud affiche un réseau routier secondaire moins dense que celui de la région du Centre. Cet écart souligne l'importance de comprendre les besoins uniques de chaque région en matière d'infrastructure de transport et de faire planifier stratégiquement les investissements pour garantir une connectivité efficace et durable dans l'ensemble du pays. Après avoir examiné et comparé le réseau routier secondaire entre les régions du centre et du sud, il est temps de se pencher sur une analyse quantitative du nombre de routes communales présentes dans chacune de ces régions respectives.

3- Les routes communales et avicoles dans les régions du Centre et du Sud

Les routes communales peuvent être définies comme des voies de circulations situées à l'intérieur des limites administratives d'une commune ou d'une municipalité. Les routes communales desservent les principaux lieux de vies, d'activités économiques et touristiques des communes. Elles facilitent le déplacement des agriculteurs vers les plantations, les

coopératives agricoles et les services de conseils agricoles.²⁹³ Au Cameroun, le réseau routier communal représente un élément essentiel de l'infrastructure de transport, bien que principalement composé de routes non bitumées. En effet, avec 98,41%,²⁹⁴ ces routes constituées de terre, ce réseau est vital pour assurer la connectivité au sein des communes locales. Le réseau routier communal représente une part significative du réseau routier national totalisant près de 60,75% de l'ensemble des routes du pays.²⁹⁵

La région du Centre se distingue par un réseau de routes communales largement plus vaste que celui de la région du Sud. Avec une longueur totale de 1707.011, 3 km²⁹⁶ La région du Sud en revanche, affiche une longueur totale de route significativement plus modestes, avec 7814 km de routes communales.²⁹⁷ Cette situation peut être justifiée par plusieurs raisons. Premièrement, comme souligné dans le chapitre précédent, la région du Centre compte un nombre élevé de départements et d'arrondissements par rapport à la région du Sud. Cette répartition administrative plus dense crée naturellement une demande accrue en termes d'infrastructures de transport notamment des routes communales pour répondre aux besoins de mobilité des populations locales.

Deuxièmement, la taille géographique d'une région a un impact significatif sur l'étendue de son réseau routier communal. En observant les superficies respectives du Centre et du Sud, avec 68953 km² pour le Centre,²⁹⁸ et 47191 km² pour le Sud.²⁹⁹ Cette disparité s'explique par le simple fait que la région Centrale du pays dispose de plus d'espaces pour l'aménagement, le développement et la construction des routes communales par les populations locales.

Enfin, la prépondérance des infrastructures agricoles dans la région du Centre contribue à la multiplication des routes communales. En effet, la région du Centre essentiellement agricole contrairement au Sud qui est une région plus forestière, a une forte quantité d'infrastructures agricoles. L'existence des entreprises telle que la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), nécessite un réseau routier bien développé pour le transport des produits. En effet, les sociétés agricoles jouent un rôle essentiel dans l'aménagement et l'entretien des routes communales.³⁰⁰ Ces entreprises investissent dans la construction et

²⁹³ Tsélé Bénédicte, 69 ans, Cultivatrice, Mbankomo, le 14 mai 2024.

²⁹⁴ <https://ecomatin.net/inventaire-les-communes-évaluent-les-routes-à-leu-charge>, consulté le 14 mai 2024.

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ *Ibid.*

²⁹⁷ Bengondo Ayang Siméon 52 ans..., Ebolowa le 30 avril 2024.

²⁹⁸ Oyono, *Communes et régions...*, p. 418.

²⁹⁹ <https://www.conseilregionalsud.com/presentation-de-la-region-sud> consulté le 29 mai 2024.

³⁰⁰ Anonyme 58 ans, Cadre à la Délégation régionale des Travaux Publics de la région du Centre, Yaoundé 17 avril 2024.

l'amélioration des infrastructures routières pour faciliter le fonctionnement efficace de leurs activités.³⁰¹ Ces routes servent de moyens de transports des employés vers les plantations et le transfert des marchandises vers les marchés locaux et nationaux.³⁰² Cette image en dessous présente une route communale qui a été aménagée par la SOSUCAM.

Photo 3: Image de la route reliant les champs de canne à sucre aux installations de transformation



Source : <https://www.google.com-route- &%1c3l:amenagée-par-la-sosucam> . Consulté le 28 mai 2024

La photo ci-dessus illustre un exemple de route qui a été aménagée en 2017 par le personnel de la SOSUCAM,³⁰³ afin de faciliter leurs déplacements des usines vers les champs.³⁰⁴ Cette infrastructure essentielle pour optimiser les opérations agricoles témoigne de l'engagement de l'entreprise à améliorer l'accessibilité et l'efficacité logistique.

En somme, depuis 1983 la région du Centre grâce à sa position stratégique se distingue par un réseau routier total nettement plus vaste que celui de la région du Sud. Avec une longueur totale de routes comprenant autoroutes, routes nationales, régionales et communales atteignant 21242, 55 kilomètres, la région du Sud affiche un réseau routier plus modeste totalisant 10485,01 kilomètres. Cependant, apprécier la situation de développement infrastructurel entre les régions du Centre et du Sud Cameroun uniquement sur la base des infrastructures routières serait simple et réducteur. Il est impératif d'examiner d'autres facteurs essentiels comme la disponibilité des infrastructures scolaires.

³⁰¹ Anonyme 58 ans ..., Yaoundé 17 avril 2024.

³⁰² *Idem*

³⁰³ Binoung Noa, 40 ans..., Yaoundé le 17 avril 2024.

³⁰⁴ *Idem*

II. LES RÉALITÉS DE DÉVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION

L'éducation est un facteur déterminant du développement économique et social d'un pays. Elle constitue un impératif exigeant des efforts importants tant sur le plan financier que sur le plan des ressources humaines.³⁰⁵ Depuis l'indépendance, les pouvoirs publics camerounais mènent une politique d'expansion quantitative et qualitative de l'offre de l'éducation, création et construction des établissements scolaires dans les zones urbaines et rurales.³⁰⁶ L'accès à l'éducation est un pilier fondamental du développement régional, jouant un rôle crucial dans la promotion de l'égalité des chances, la réduction de la pauvreté et la stimulation de la croissance économique. En effet, un accès équitable à une éducation de qualité est souvent indicateur clé du développement national et régional. Non seulement l'éducation permet aux populations d'acquérir des compétences, mais elle valorise des compétences nécessaires pour répondre favorablement au marché de l'emploi. Comme le disait Nelson Mandela, " L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde " ³⁰⁷. Ainsi, l'accès à une éducation de qualité est un investissement essentiel pour un progrès à long terme.

1. État des infrastructures éducatives dans l'éducation de base

Selon la déclaration mondiale sur l'éducation tenue à Dakar en 2000, l'éducation de base comprend les outils d'apprentissages essentiels tels que la lecture, l'écriture, l'expression orale, les calculs et les contenus éducatifs tels que la connaissance l'aptitude et les faveurs dont l'être humain a besoin pour poursuivre et développer pour vivre avec dignité et participer au développement de la société.³⁰⁸ Ce minimum varie fortement d'une société à une autre selon le niveau de développement acquis. C'est ainsi que l'enseignement primaire dans les pays en voie de développement comme le Cameroun apparaît comme l'éducation de base.³⁰⁹ Dans cette analyse, il est question de se pencher sur l'évaluation quantitative d'infrastructures et du personnel éducatif dans les régions du Centre et du Sud. Pour mieux apprécier cette réalité, observons les données du tableau suivant.

³⁰⁵ A. Traoré, *La gestion, du personnel enseignant en Afrique francophone*, Paris, UNESCO, 1996, p. 1.

³⁰⁶ I. Fozing, *L'éducation au Cameroun entre la crise et l'ajustement économique*, Paris, l'Harmattan 2014, p. 24.

³⁰⁷ <https://www.univrsitedepaix.org.com>, consulté le 10 avril 2024.

³⁰⁸ A. C. Makoudjou Tchendjou, " Déterminant de l'achèvement de l'enseignement primaire au Cameroun " , Mémoire de Master en économie Appliquée, Institut sous régional de Statistiques et d'Economie Appliquée, 2011. <https://www.memoire-onligne.com>, consulté le 30 mai 2024.

³⁰⁹ *Ibid.*

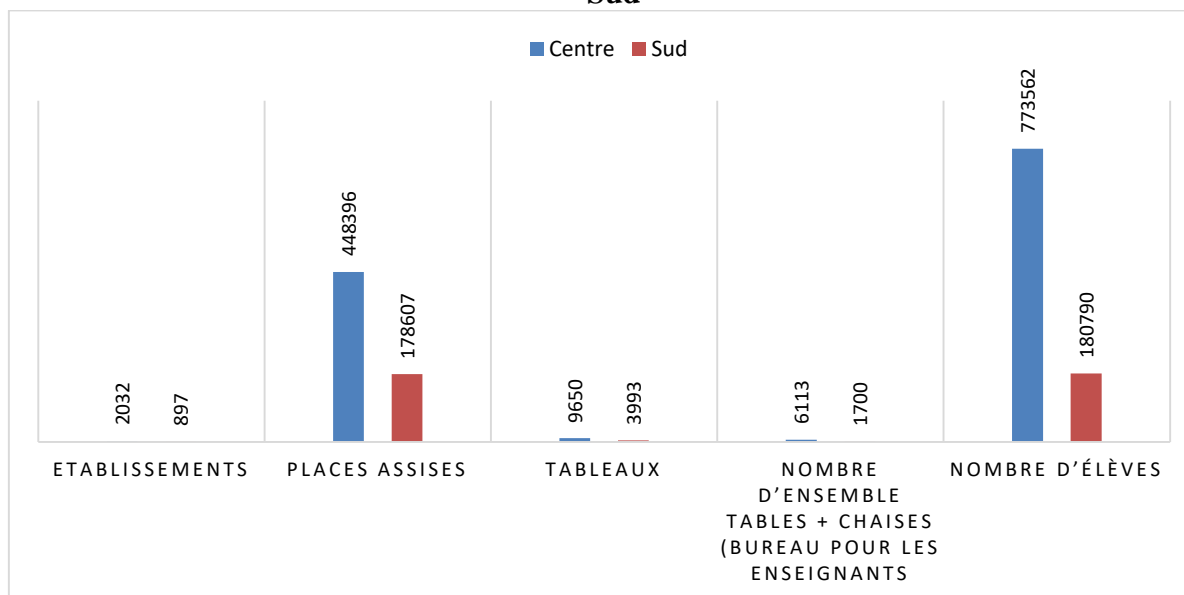
Tableau 4 : Représentation des infrastructures opérationnelles pour l'année scolaire 2020/2021

Qualités	Centre	Sud
Etablissements	2032	897
Places assises	448396	178607
Tableaux	9650	3993
Nombre d'ensemble tables + chaises (bureau pour les enseignants)	6113	1700
Nombre d'élèves	773562	180790

Source : Base des données du MINEDUB 2020-2021, pp. 134-368

La présentation du tableau ci-dessus permet de construire le diagramme suivant, afin de mieux apprécier la différence du nombre d'infrastructures scolaires existantes au niveau de l'éducation de base.

Graphique 2: Représentation des infrastructures opérationnelles dans le Centre et le Sud



Source : *Idem* tableau 4

À partir de ce graphique, nous pouvons nettement apercevoir la différence en termes de quantité des infrastructures présentes dans les régions du centre et du sud au niveau de l'éducation de base.

a- Offre infrastructurelle dans la région du Centre

La région du centre se distingue par la richesse et la densité de ses infrastructures scolaires. Ceci illustre un engagement profond envers l'éducation et le développement humain. En 2021, on y trouve 2032 écoles primaires publiques,³¹⁰ réparties stratégiquement pour

³¹⁰ Base des données..., p. 136.

maximiser l'accès à l'éducation pour les jeunes de la région. Ces établissements dans l'ensemble sont équipés de 44836 places assises pour 773562 élèves,³¹¹ garantissant ainsi que chaque élève dispose d'un espace adéquat pour apprendre et se développer dans des conditions optimales. En plus, 6113 bureaux (chaises plus tables) sont mis à la disposition des enseignants témoignant d'une attention particulière portée au cadre de travail des éducateurs.³¹² Cette photo de l'école publique de bastos n'est qu'une simple illustration qui permet d'avoir une idée des écoles dans le Centre.

Photo 4: Vue l'école publique de Bastos



Source : <https://www.ecolepublique-de-bastos> . Pris en ligne le 29 mai 2024

La disponibilité de ces infrastructures favorise non seulement l'augmentation des taux de scolarisation et la réduction des inégalités en matière d'accès à l'éducation. Par conséquent, la région du Centre peut être perçue comme un modèle en termes d'infrastructures éducatives.

b- Offre infrastructurelle dans la région du Sud

Contrairement à la région du Centre, la région du Sud dispose d'un réseau infrastructurel éducatif nettement moins dense. Avec 897 établissements publics primaires, 178607 places assises disponibles pour 180790 élèves.³¹³ Les établissements publics primaires de la région du Sud sont également dotés de 3993 tableaux et un total de 1700 bureaux pour les enseignants.³¹⁴ Bien que la région du Sud dispose de certaines infrastructures éducatives, le

³¹¹ *Base des données...*, p. 136.

³¹² *Ibid.*, p. 365.

³¹³ *Ibid.*, p. 136

³¹⁴ *Ibid.* p. 165.

réseau éducatif existant est largement insuffisant pour efficacement répondre aux besoins grandissants des demandes surtout dans les zones urbaines.³¹⁵

Les images ci-dessous présentent l'école publique primaire d'Ebolowa 1 située dans le quartier Ngalane à proximité du lycée Bilingue d'Ebolowa. Cet établissement comme les autres joue un rôle important pour les enfants de la région en leur offrant un cadre propice à l'apprentissage.

Photo 5 : Une vue de l'école publique d'Ebolowa 1



Source : Cliché Bengono Menounga, Ebolowa le 22 avril 2024.

En somme, en ce qui concerne la disponibilité des infrastructures éducatives dans le primaire, il est clair que la région du Centre bénéficie d'un maillage infrastructurel plus large et mieux équipé que celui de la région du Sud. Avec un nombre significativement plus élevé d'écoles, de places assises pour les élèves et de bureaux pour les enseignants. Après avoir effectué une analyse quantitative de la présence des infrastructures éducatives dans l'Éducation de Base, il est essentiel de prolonger cette évaluation en se penchant sur l'Enseignement Secondaire. Cette transition permet de comprendre de manière plus exhaustive l'état global des infrastructures éducatives et de mettre en lumière les éventuelles disparités ou cohérences entre les deux régions.

2. Le patrimoine infrastructurel et ressources dans l'enseignement secondaire

Depuis l'indépendance, les pouvoirs publics camerounais mènent une politique d'expansion quantitative et qualitative de l'offre de l'éducation, création et construction des établissements scolaires dans les zones urbaines et rurales.³¹⁶ L'enseignement secondaire au

³¹⁵ Belinga Gilbert 59 ans, Délégué Régionale de l'Éducation de Base de la région du Sud, Ebolowa le 22 avril 2024.

³¹⁶ Fozing, *L'éducation au Cameroun...*, p. 24.

Cameroun joue un rôle crucial dans la formation académique et professionnel des jeunes, préparant les élèves à des études supérieures ou une entrée directe sur le marché du travail. Le gouvernement camerounais a déployé des efforts considérables pour améliorer l'accès à la qualité de l'enseignement secondaire. Afin de mieux illustrer cette réalité, le tableau ci-dessous donne les statistiques sur l'offre infrastructurelle de l'enseignement secondaire dans les deux régions.

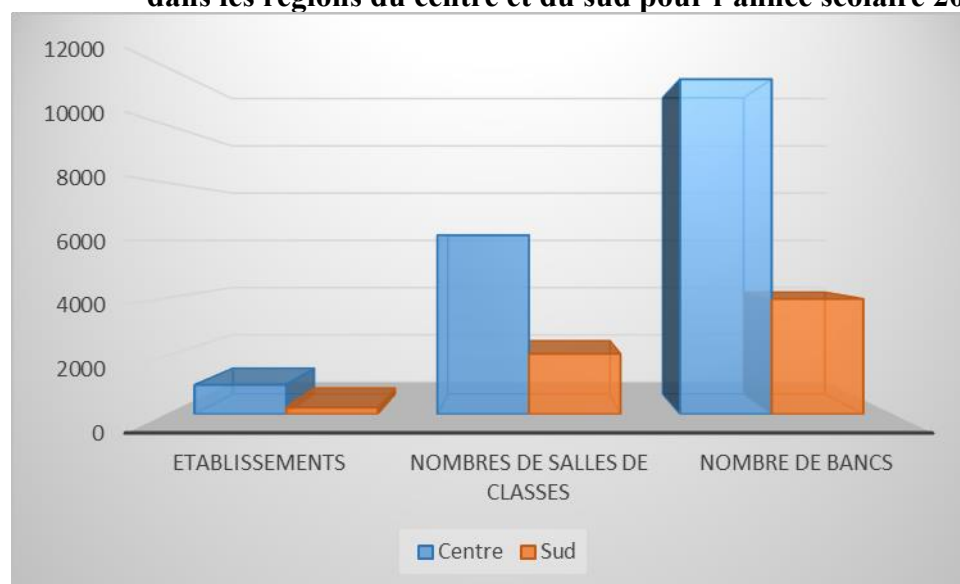
Tableau 5 : Nombre d'infrastructures scolaires de l'enseignement secondaire disponibles dans les régions du centre et du sud

Qualités	Centre	Sud
Établissements	1010	231
Nombre de salles de classes	6179	2082
Nombre de bancs	11561	3977
Nombre d'élèves	294134	75388

Source : Annuaire statistique MINESEC année scolaire 2020-2021

Le tableau en dessus a permis de réaliser le diagramme ci-dessous.

Graphique 3: état des infrastructures scolaires de l'enseignement secondaire disponibles dans les régions du centre et du sud pour l'année scolaire 20220/2021



Source : *Idem* tableau

a- Infrastructures présentes dans la région du Centre

Les informations ci-dessus révèlent que la région du Centre Cameroun se distingue par un réseau d'infrastructures dans le domaine de l'enseignement secondaire particulièrement développé. Avec 1010 établissements secondaires,³¹⁷ la région dispose d'une couverture scolaire étendue permettant à un grand nombre d'élèves d'accéder à des institutions éducatives.

³¹⁷ Annuaire statistique MINESEC ..., p. 88.

Ces établissements comprennent au total 6179 salles de classes,³¹⁸ garantissant un espace pour l'activité pédagogique et facilitant ainsi les conditions d'apprentissage. En plus, les 11561 bancs disponibles,³¹⁹ pour les élèves témoignent de l'effort pour assurer que les élèves aient des places assises. En comparaison avec d'autres régions, la région du centre se positionne comme un modèle en termes de densité et de qualité de ses infrastructures éducatives secondaires.³²⁰ A travers l'image ci-dessous, on peut apercevoir un établissement d'enseignement secondaire dans la région du Centre. Cet établissement n'est cependant pas à l'image de tous les établissements de la région où principalement en zone rurales les constructions sont moins modernes.

Photo 6: Bâtiment du Lycée classique de Nkolbisson



Source : Cliché de Bengono Menounga, Yaoundé le 2 février 2024.

Cet édifice est situé au quartier Nkolbisson près de l'Institut de Recherche Agricole pour de Développement (IRAD), il sert de principal établissement secondaire public dans la zone. Il permet d'accueillir une grande quantité d'apprenants de la localité.

b- Les infrastructures présentes dans la région du Sud

Dans la région du Sud par contre, en ce qui concerne la disponibilité des infrastructures. Cette région affiche un réseau infrastructurel bien moins dense que celui du Centre. Avec seulement 231 établissements secondaires,³²¹ la couverture éducative de la région est nettement inférieure limitant les possibilités d'accès à aux enseignements secondaires pour une partie

³¹⁸ Annuaire statistique MINESEC ..., p. 196.

³¹⁹ *Ibid.* pp. 205-206.

³²⁰ Anonyme, Cadre à la délégation régionale des enseignements secondaires de la région du centre, Yaoundé le 22 mai 2024.

³²¹ Annuaire statistique MINESEC 2020-2021, p. 88.

significative de la population.³²² Les 2083 salles de classes disponibles,³²³ les salles de classes ne répondent pas à la demande croissante des élèves ce qui entraîne parfois des conditions d'apprentissages précaires. De plus avec 33977 bancs pour les élèves,³²⁴ la capacité d'accueil reste insuffisante pour que chaque apprenant une bonne place assise. L'image ci-dessous est une photographie du lycée moderne de Sangmélina.

Photo 7 : Lycée classique et moderne de Sangmélina



Source : <https://lycée-classique--moderne-Sangmélina>. Consulté le 28 mai 2024.

La photographie ci-dessus illustre le lycée moderne de Sangmélina, situé dans la région du Sud. Ce lycée se distingue par son architecture conçue pour offrir un cadre éducatif optimal aux populations.

Entre 1983 et 2022, la région du Centre a bénéficié de plus d'infrastructures scolaires que la région du Sud, comme le témoignent les données historiques sur le nombre d'infrastructures existantes. La région du Centre offre une couverture éducative beaucoup plus dense et mieux équipée du Cameroun.³²⁵ Après avoir présenté les infrastructures de l'enseignement secondaire présentes dans les régions du Centre et du sud, passons à une analyse de la disponibilité des structures de formation dans les mêmes régions.

3. L'importance des structures de formation dans les deux régions

Depuis les années 1980, l'importance des structures de formation dans les régions du Centre et du Sud s'est accrue, reflétant une évolution significative des priorités éducatives.³²⁶

³²² Ekobena Abina David 58 ans, Cadre à la Délégation Régionale des Enseignements Secondaires dans la région du Sud, Ebolowa, le 29 avril 2024

³²³ Annuaire-Statistique MINESEC 2020-2021, p. 196

³²⁴ *Ibid.* pp. 205-206

³²⁵ Ekobena Abina David 58 ans..., Ebolowa, le 29 avril 2024

³²⁶ *Idem.*

Un nombre croissant d'établissements tels que les SAR-SM, d'ENIEG et ENIET a émergé. Dans cette partie du travail, il s'agit de faire une comparaison en termes de nombre c'est à dire de quantité d'infrastructures existantes dans les régions du Centre et du Sud Cameroun.

Tableau 6 : Liste des infrastructures de formation professionnelle en 2022

Qualité	Centre	Sud
ENIEG/ENIET	12	6
SAR-SM	56	30

Source : Tableau réalisé sur la base des données recueillies sur le terrain

Le tableau ci-dessus présente un résumé du nombre d'écoles de formations présentes respectivement dans les régions du Centre et du Sud Cameroun.

a- La disponibilité des ENIEG-ENIET

Les Écoles Normales de d'Instituteurs de l'Enseignement Générale (ENIEG) et les Écoles Normales d'Instituteurs de l'Enseignement Technique (ENIET) sont des institutions de formation des enseignants au Cameroun. Ces écoles sont chargées de former les enseignants pour les écoles primaires publiques et privées.

En ce qui concerne la présence des écoles de formation ENIEG-ENIET dans les régions du Centre et du Sud, la région du Centre se distingue nettement par une offre plus abondante avec 12 établissements dédiés à la formation, des instituteurs, contre 6 établissements dans la région du Sud. Le Centre présente une capacité accrue de former un plus grand nombre d'enseignant qualifiés pour répondre aux besoins de formations des enseignants.

b- La disponibilité des SAR-SM

Les Sections Artisanales Rurales et Sections Ménagère (SAR-SM), sont des structures de formations professionnelles au Cameroun souvent intégrées dans les écoles ou les centres de formation qui ont pour but de développer les compétences artisanales et ménagères des jeunes principalement dans les zones rurales.³²⁷ Ces sections se concentrent sur la formation dans divers métiers artisanaux tels que la menuiserie, la mécanique, la couture, la poterie et d'autres activités. Elles visent à doter les jeunes de compétences pratiques nécessaires pour devenir des artisans qualifiés et soutenir le développement économique local et national en créant des opportunités d'emploi.³²⁸

³²⁷ <https://www.fondationgacha.org/formation-et-education-les-avancees> , consulté le 30 mai 2024.

³²⁸ *Ibid.*

En termes de quantité de SAR-SM, la région du Centre bénéficie d'un réseau infrastructurel nettement plus développé que celui du Sud. En effet, la région du centre compte 56 établissements offrant une couverture étendue et des opportunités accrues pour le développement artisanal et ménager.³²⁹ Cette densité d'infrastructures permet non seulement de mieux répondre aux besoins de formations et de soutien des populations rurales, mais aussi de stimuler l'économie locale grâce à une meilleure accessibilité aux ressources et aux services. Par contre, la région du Sud totalise un nombre 30 établissements de formations.³³⁰ Ce déséquilibre infrastructurel laisse penser que la région du Centre est la priorité des autorités administratives pourtant il s'agit d'une réponse aux demandes de formation de la population plus dense de la région du Centre.³³¹ En effet, tels qu'indiqué au chapitre 2, la région du Centre est bien plus vaste que la région du Sud.

Après avoir évalué la quantité d'infrastructures scolaires existantes dans les régions du Centre et du Sud Cameroun, il est impératif de poursuivre cette analyse en examinant la disponibilité des équipements dans le domaine de la santé. Ceci nous permet d'aborder un autre aspect fondamental du développement régional en mettant en lumière les offres d'accès aux services de santé.

III. CONFIGURATION DU DÉVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE SANITAIRE

L'organisation mondiale de la santé (OMS), dans sa constitution de 1948, définit la santé comme un état complet de bien-être physique mental et social qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.³³² Un système de santé comprend toutes personnes et toutes actions dont l'objectif principal est l'amélioration de la santé Cette appréhension globale de la santé se développe depuis la seconde moitié du 19^e siècle, elle dépasse le modèle dit médical qui se définit uniquement en opposition à la maladie. Depuis les années soixante-dix (70), sous l'impulsion de la Banque Mondiale, le Cameroun s'est engagé dans un processus de réformes quasi permanente de son système de santé³³³. La mise au point d'un système de santé performant qui assure la promotion de la santé des populations dans un

³²⁹ MINEFOP, *Annuaire statistique de la formation professionnelle 2026-2017, 2017-2028, 2018-2019, 2021*, p.18.

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ Belinga Gilbert 59 ans, Délégué Régionale de l'Éducation de Base de la région du Sud, Ebolowa le 22 avril 2024.

³³² Définition de la santé de l'OMS, cité par R. M. Piaplié Njimfo, "Conception de la maladie et pratiques médicinales chez les anciens Égyptiens et les Bayagams de l'Ouest Cameroun", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2014, p. 19.

³³³ <https://journals.openedition.org>. Consulté le 09 avril 2024.

souci d'équité a toujours été une préoccupation majeure du gouvernement camerounais³³⁴. Pour y arriver, la politique sanitaire du Cameroun a mis sur pied au cours des dernières décennies d'importantes réformes du système de santé. Un accent est porté sur l'extension de la couverture sanitaire à travers notamment la création et la réhabilitation des infrastructures de santé³³⁵. Entreprendre une analyse exhaustive de l'état quantitatif des hôpitaux allant des plus grands aux petites unités de prises en charge existantes entre les régions du Centre et du Sud.

1- L'état quantitatif des hôpitaux de références

Un hôpital de référence est une institution médicale de premier plan, jouant un rôle capital dans la prestation des soins de santé à une population donnée. Sa désignation repose généralement sur des critères tels que sa capacité à offrir des services spécialisés, à traiter des cas complexes et à servir de centre de formation pour les professionnels de santé. En tant que pilier du système de santé, l'hôpital de référence incarne l'excellence clinique et constitue souvent le point central de coordination des soins de santé dans une région.

a- Hôpitaux de référence dans la région du Centre en 2022

Dans la région du Centre, les hôpitaux de références sont regroupés dans la ville de Yaoundé comme le démontre le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Liste des hôpitaux de référence dans la région du Centre en 2022

N°	Hôpitaux	Localisation
1	Centre Hospitalier Universitaire	Melen
2	Hôpital Jamot	Mballa 2
3	Hôpital Central	Centre-ville
4	Hôpital de la CNPS	Essos
5	Hôpital Militaire	Boulevard de la réunification
6	Hôpital Gynéco Obstétrique et Pédiatrique	Ngoussou
7	Hôpital Générale de Yaoundé	Ngoussou

Source : Tableau réalisé à base des données recueillies sur le terrain.

Le tableau ci-dessus dresse une liste des hôpitaux de référence dans la région du centre. En effet, la région du Centre avec Yaoundé comme centre névralgique se distingue par sa concentration en hôpitaux de références. Cette concentration s'explique par le rôle de capitale politique du pays occupée par Yaoundé qui attire les ressources et les infrastructures de santé les plus avancées du pays.³³⁶ Yaoundé bénéficie d'un investissement significatif dans le secteur

³³⁴ MINSANTE, *Catre sanitaire programmatique-janvier 2023*, p.5.

³³⁵ *Ibid.*, p. 5.

³³⁶ Ekosso Patrik 45ans, Cadre à la Délégation Régionale de la Santé Publique de la région du Sud, Ebolowa le 29 avril 2024.

de santé ce qui se traduit par la présence d'une multitude d'établissements hospitaliers de pointes. Ces infrastructures offrent des services spécialisés et une grande expertise médicale.

La ville de Yaoundé abrite sept hôpitaux de références présentés à travers la ville pour assurer une accessibilité optimale aux soins de santé. Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) qui se trouve au quartier Melén, à proximité de l'École nationale Polytechnique de Yaoundé. L'hôpital Jamot, situé à Mballa 2 près de de la maison de la radio, l'hôpital Central de Yaoundé celui-ci se trouve au cœur du centre-ville près de la fondation Chantal Biya, il joue un rôle crucial en tant qu'établissement médical central, desservant une population urbaine dense,³³⁷ l'hôpital de la Caisse Nationale de Prévoyances Sociales (CNPS), celui-ci assure des soins de santé essentielle à une population diversifiée dans un quartier en plein essor, l'Hôpital Militaire, il est situé au boulevard de la réunification près du Ministère de la Défense. Il garantit des services médicaux spécialisés aux membres des forces armées et à leurs familles et au reste de la population. Enfin, l'hôpital Gynécologique Obstétrique et pédiatrique de Ngousso qui offre des soins spécialisés aux femmes et aux enfants, renforçant ainsi le réseau de santé maternelle et infantile dans la ville.³³⁸

La région du Centre se distingue par sa concentration remarquable en hôpitaux de référence, offrant aux résidents un accès facile à des soins de santé de qualité. Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) que l'on peut apercevoir sur l'image ci-dessous est l'un des centres hospitaliers de référence de la ville de Yaoundé.

Photo 8 : Centre Hospitalier Universitaire de Yaoundé



Source : Cliché Bengono Menounga, Yaoundé le 29 mai 2024

³³⁷ Ekosso Patrik 45ans..., Ebolowa le 29 avril 2024.

³³⁸ *Idem*

Cet hôpital est à la fois une référence pour la prise en charge des patients, mais également pour la formation des médecins camerounais.

b- Hôpitaux de référence dans la région du Sud

La région du sud contrairement à celle du Centre souffre d'une pénurie notable d'infrastructures de santé de premier plan. En effet, cette région pittoresque du Cameroun ne compte que deux hôpitaux de références, ce qui limite considérablement l'accès des résidents aux soins de santé spécialisés et de qualité.³³⁹ Le tableau ci-dessous dresse une liste des hôpitaux de référence présents dans la région du Sud.

Tableau 8 : Localisation des hôpitaux de référence dans la région du sud

N°	Hôpitaux	Localisation
1	Hôpital de référence de Sangmélima	Bitom
2	Hôpital régional d'Ebolowa	Ngalane

Source : Tableau réalisé à partir des données recueillies sur le terrain.

La ville de Sangmélima abrite le principal hôpital du Cameroun méridional, inauguré le 23 juillet 2015, après huit ans de travaux.³⁴⁰ L'établissement est situé dans le quartier Bitom à 3,5 km au Sud-est du centre-ville.³⁴¹ Il est chargé de dispenser des soins médicaux de haut niveau tant pour les habitants de la région que pour ceux des pays limitrophes comme la Guinée Équatoriale, la République Démocratique du Congo et le Gabon.³⁴² En effet, selon les avis des experts (Cadre à la délégation régionale de la santé publique du Sud), cet hôpital de référence est le mieux équipé du pays, avec huit grands blocs (les consultations externes, l'imagerie médicale, le laboratoire, les hospitalisations, les blocs opératoire et les services d'appui dont la cuisine, la stérilisation et la buanderie).³⁴³ L'hôpital régional d'Ebolowa quant à lui est situé au quartier Ngalane avec des principales unités de médecine à savoir : la cardiologie, bloc opératoire, urgences, réanimation et les services obstétricaux et néonatalogie.³⁴⁴

³³⁹ Ekosso Patrik 45ans..., Ebolowa le 29 avril 2024.

³⁴⁰ N. Onana, " Cameroun-Santé : le Premier Ministre Philémon Yang inaugure l'hôpital de référence de Sangmelima", Pris en ligne sur Cameroun-Info.Net le 30 mai 2024.

³⁴¹ <https://wwwfr.m.wikipedia.org/wiki/sangm%c3%A9lima>, consulté le 29 mai 2024.

³⁴² *Ibid.*

³⁴³ "Hôpital de référence de Sangmélima : Premier soins en attendant l'inauguration" pris en ligne sur neoindpendence.canalblog.com, le 30 mai 2024.

³⁴⁴ <https://www.MINSANTE-Centre-hospitalier-reginal-d'Ebolowa,la-fierté-du-cameroun-et-de-la-sous-region-minsanté>, consulté le 29 mai 2024.

Photo 9 : Façade de l'hôpital de référence de Sangmelima



Source : <https://www-sangmelima-hopital-rference> . Consulté le 30 mai 2024.

Un hôpital de référence comme celui-ci permet de répondre de manière efficace aux demandes des populations en leur offrant des services de qualité. Après avoir présenté les hôpitaux de référence dans les deux régions, passons aux districts de santé.

2- Les effectifs des hôpitaux de district dans le Sud et le Centre

Un hôpital de district est une composante essentielle du système de santé. Il offre des services médicaux de base et de premier secours à une population définie dans une région spécifique. Sa mission principale est de fournir des soins de santé primaires, de diagnostics et de traitement aux résidents locaux, souvent dans les zones rurales et semi rurales.

Ces hôpitaux sont généralement équipés pour gérer une gamme variée de conditions médicales courantes. Ils font dans la promotion de la santé publique et la prévention des maladies communautaires, et servent de lien entre les communautés locales et les établissements de santé supérieurs. Dans le cadre de la mise en place des districts de santé, plusieurs critères sont pris en charges. Il s'agit entre autres des critères démographiques, de l'accessibilité géographique de l'affinité socio-culturelle des populations, des potentialités économiques de la zone donnée.³⁴⁵ À travers le tableau il est possible d'avoir une idée du nombre d'hôpitaux de districts dans la région du Centre et du Sud et faire une comparaison.

³⁴⁵ <https://jopenedition.org.aournals/pad>. Consulté le 29 mai 2024.

Tableau 9 : Statistiques sur les hôpitaux de districts 2022

Hôpitaux de district	Nombre	Localisation
Centre	27	Akonolinga, Awae, Ayos, Bafia, Biyem-Assi, Cité-verte, Djoungolo, Ebebda, Elig-Mfomo, Eséka, Esse, Evodoula, Mbalmayo, Mbandjock, Mbankomo, Mfou, Monatété, Nanga-Eboko, Ndikiminiki, Ngog-Mapubi, Ngoumou, Nkoldongo, Ntui, Obala, Okola, Sa'a, Soa, Yoko.
Sud	10	Ambam, Djoum, Kribi, Lolodorf, Meyomesslla, Mvangan, Niète, Olalamze, Sangmelima Zoétele.

Source: Annuaire medical du Cameroun by Traumatec/hopitec/Cameroon <https://www.annuaire-medical.cm/fr> .
Pris en ligne le 1 juin 2024.

Pour mieux saisir cette réalité liée à la comparaison, il faut analyser par région la présence de ces infrastructures.

a- Hôpitaux de districts de la région du Centre

Dans le tableau comparatif des hôpitaux de district des régions du Centre et du Sud, une disparité significative émerge. D'un côté la région du Centre se distingue par la présence de 27 hôpitaux de district, illustrant une infrastructure médicale dense et étendue. Cette concentration d'établissements dans la région du Centre témoigne probablement de l'existence d'une importante quantité de ressources et une plus grande accessibilité aux services santé pour ses résidents.

La région du centre dispose de 27 hôpitaux de districts pour plusieurs raisons. Premièrement, cette région a une population dense et diversifiée, nécessitant un accès équitable et efficace aux soins de santé. Une répartition, équilibrée des établissements hospitaliers permet de répondre aux besoins médicaux de tous les habitants, réduisant ainsi les temps de déplacements et les attentes pour des soins urgents.³⁴⁶ Deuxièmement, la région du Centre Cameroun est un carrefour politique et social, attirant de nombreuses personnes pour des raisons professionnelles, éducatives et commerciales. Cette affluence accrue génère une demande importante de services de santé, justifiant ainsi la présence d'un grand nombre d'hôpitaux pour gérer les pressions des populations.³⁴⁷ L'image ci-dessous présente la façade de l'hôpital de district de la cité verte à Yaoundé, une structure médicale essentielle pour la communauté locale.

³⁴⁶ Mr Tjanda Adalbert 40 ans, IDE- chef bureau du district de santé d'Edéa, Yaoundé le 4 Mai 2024

³⁴⁷ *Idem*

Photo 10: Hôpital de District de la Cité-Verte



Source : Cliché Bengono Menouna Yaoundé le 19 mars 2024.

L'hôpital de district de la cité verte joue un rôle crucial pour les populations locales en offrant des services de santé accessibles. Sa présence permet de répondre aux besoins médicaux urgents courants, réduisant ainsi la nécessité de déplacements vers les hôpitaux éloignés.

b- Hôpitaux de district de la région du Sud

Par rapport à la région du Centre, celle du Sud affiche un nombre moins élevé avec hôpitaux de districts répertoriés. Cette disparité numérique suggère potentiellement des facteurs d'accessibilité aux services de santé dans le Sud. En effet, la population du Sud est significativement moins dense et plus dispersées que celle du Centre, ce qui réduit la demande immédiate et continue en infrastructures hospitalières.³⁴⁸ Les vastes étendues rurales et les zones moins peuplées du Sud impliquent que les ressources peuvent être concentrées dans quelques hôpitaux stratégiquement situées et capables de desservir de larges zones géographiques.³⁴⁹ L'image ci-dessous illustre l'hôpital de district de Meyomessalla.

³⁴⁸Olié Paul Martial, 39 ans, Technicien du Génie Sanitaire Administrateur des Collectivités territoriales décentralisées (CTD), Ebolowa le 29 avril 2024.

³⁴⁹ *Idem.*

Photo 11: Façade de l'hôpital de district de Meyomessalla



Source : <https://www-hopital-discrit-meyomesslla-sud-cameroun> . Consulté le 1 juin 2024.

Cette structure tout comme celle de la région du Centre est essentielle pour la prise en charge des populations locales.

En ce qui concerne les hopitaux de districts dans la région du Centre et du Sud Cameroun, l'écart est significatif. La région du Centre, avec sa densité de population nécessite une plus grand nombre d'infrastructure de santé pour répondre aux besoins de santé de ses habitants. Aussi , l'espace urbain dense de cette région exige une repartition plus dense des établissements. Après avoir fait une analyse des hopitaux de districts présents dans les régions du Centre et du Sud passons à une analyse similaire en ce qui concerne les plus petites unités de prises en charges médicales.

3- Les statistiques sur les petites unités de prise en charge dans le Centre et le Sud

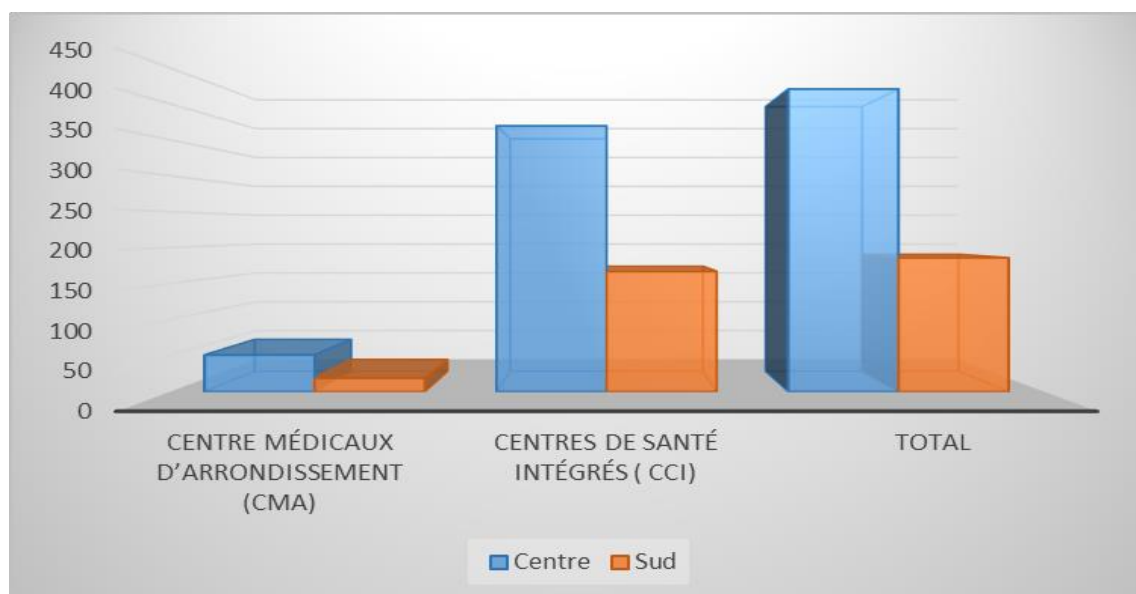
Les plus petites unités de prise en charge médicale jouent un rôle important dans la prestation de soins de santé primaires et de proximité aux populations locales. Parmi ces unités se trouvent les Centres Médicaux d'Arrondissement (CMA) et les Centres de Santé Intégré (CSI) qui constituent les premiers points de contact pour les populations avec le système de santé. Leurs accessibilités et leurs capacités à fournir des services médicaux de base font d'eux des acteurs essentiels dans la promotion de la santé publique et la prévention des maladies.³⁵⁰ Le tableau ci-dessous dresse l'ensemble des plus petites unités de prises en charge médicale au Cameroun, à savoir les centres médicaux d'arrondissement et les centres de santé intégrés

³⁵⁰ Mr Tjanda Adalbert 40 ans..., Yaoundé le 4 Mai 2024.

Tableau 10 : Statistiques sur les petites unités de prise en charge 2022

Catégorie	Centre	Sud
Centres médicaux d'arrondissement (CMA)	51	19
Centres de santé intégrés (CSI)	369	167
Total	420	186

Source : Minsante, *Carte sanitaire programmatique*, janvier 2023, p. 14-33

Graphique 4: Des petites unités de prise en charge dans le Centre et le Sud.

Source : *Idem* tableau

Le tableau et le diagramme ci-dessus montrent l'écart entre les plus petites unités de prises en charges médicales dans les régions du Centre et du Sud.

a- Les centres médicaux d'arrondissements

Un centre médical d'arrondissement est une formation sanitaire publique située dans le ressort territorial d'un ou de plusieurs arrondissements et placé sous la responsabilité d'un docteur en médecine.³⁵¹

Les Centres Médicaux d'Arrondissement jouent un rôle crucial dans le système de santé au Cameroun. En effet, ce sont ces structures qui fournissent des soins de santé primaires en assurant une couverture médicale de proximité pour les populations locales. Les Centres Médicaux d'Arrondissements se donnent de nombreuses missions parmi lesquelles : les soins de santé primaires, l'éducation des populations sur la santé publique, les soins d'urgences, la gestion et le suivi des maladies chroniques.³⁵² La région du Centre avec 51 centres médicaux

³⁵¹ <https://journals.openedition.org/apad> Consulté le 29 mai 2024.

³⁵² *Ibid.*

d'arrondissements,³⁵³ en possède beaucoup plus que la région du Sud, qui n'en possède que 19.³⁵⁴ Cette disparité s'explique par plusieurs facteurs clés à savoir la densité de la population du Centre, la présence de la ville de Yaoundé capitale politique du Cameroun dans le centre et aussi le taux d'urbanisation de la région centrale.

b- Les centres de santé intégrés

La région du centre dispose d'environ 369 centres de santé intégrés,³⁵⁵ un nombre nettement supérieur aux 167 centres présents dans la région du Sud.³⁵⁶ En effet, la région du Centre dispose de plus de Centres Santé intégrés que la région du Sud en raison de sa densité de la population (Populations estimée à 500.000 habitants depuis 2015). La région du Centre abritant les villes importantes comme la capitale politique Yaoundé, attire un grand nombre de personnes en quête de meilleures conditions de vie et d'opportunités économiques et sociales. Pour répondre aux besoins des populations, les autorités investissent beaucoup plus dans les zones à forte densité.

En somme, ce chapitre a été organisé en trois articulations afin d'évaluer de manière exhaustive le niveau de développement dans les régions du Centre et du Sud du Cameroun à travers les infrastructures existantes. Tout d'abord, il a été question de faire un état des lieux du réseau routier mettant en évidence les infrastructures existantes pour la connectivité et la mobilité des populations des deux régions. Ensuite, l'analyse s'est penchée sur l'accès à l'éducation en analysant les ressources disponibles. En dernier lieu, il s'agissait d'aborder la question de l'accès aux services de santé en mettant en lumière la différence des infrastructures sanitaires existantes entre les deux régions. En adoptant cette approche multidimensionnelle La comparaison du niveau de développement entre la région du Centre et du Sud relève une disparité marquée en termes de nombre d'infrastructures. La région du Centre bénéficiant d'une grande concentration d'infrastructures en raison de sa superficie et sa population plus élevée. Cependant, il est capital de souligner que le développement ne s'appréhende pas uniquement en termes de quantité mais il convient aussi de prendre aussi en compte sa dimension qualitative. Le prochain chapitre aborde la qualité des infrastructures ci-dessus étudiées et leur impact sur l'épanouissement des populations locales.

³⁵³ Minsante, *Carte sanitaire programmatique*, janvier 2023, p. 15.

³⁵⁴ *Ibid.* p.33.

³⁵⁵ *Ibid.* p.15.

³⁵⁶ *Ibid.* p.33.

**CHAPITRE 4 : ANALYSE QUALITATIVE DU
DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU
SUD ET SES RÉPERCUSSIONS SUR
L'ÉPANOUISSEMENT DES POPULATIONS**

Les politiques étatiques de développement jouent un rôle important dans le désenclavement du pays en général et celui des régions en particulier. Au fil des dernières décennies, les politiques étatiques de développement ont cherché à promouvoir la croissance économique et à améliorer les conditions de vies des populations de ses régions. Cependant, malgré les intentions louables qui sous-tendent ces initiatives sur le plan national, leur mise en œuvre et leurs résultats sont sujets à débat.³⁵⁷ L'implémentation des politiques de développement au niveau régional est souvent confrontée à une diversité de réalités qui modifient les résultats des objectifs initiaux. Ainsi, malgré une intensification uniforme au niveau étatique, les résultats varient souvent considérablement d'une région à l'autre.³⁵⁸ La notion de développement régional à double vitesse entraîne des répercussions majeures sur l'épanouissement des populations. Cette dynamique où certaines régions semblent plus prospérer que d'autres crée des troubles profonds qui ont un impact sur la vie quotidienne des habitants. Ainsi, comprendre la complexité du développement régional est essentiel pour élaborer des politiques et des initiatives plus efficaces visant à promouvoir un épanouissement équitable et durable pour toutes les populations indépendamment de leur lieu de résidence.

Ce chapitre, le dernier de l'étude, s'intéresse au bien-être des populations et aux répercussions des initiatives en matière de développement infrastructurel dans les régions du Centre et du Sud. Il commence par faire une analyse qualitative de la situation de développement des régions du Centre et du Sud. Ensuite, il présente les répercussions c'est-à-dire les retombées de la situation de développement sur l'épanouissement de ces populations. Enfin le chapitre analyse les enjeux d'un développement plus équilibré et inclusif entre les régions du Centre et du Sud Cameroun.

I. APERÇU QUALITATIF DE LA SITUATION DE DÉVELOPPEMENT DANS LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD

L'écart quantitatif en matière d'infrastructures de base, tels que les routes, les écoles et les hôpitaux entre la région du Centre et celle du Sud est flagrant. La région du Centre abrite plus d'infrastructures que la région du Sud compte tenu de la grandeur de son espace et de l'importance de la population. Malgré les efforts déployés par les politiques étatiques de développement, l'examen de la situation actuelle relève un contraste frappant dans divers domaines notamment celui de l'infrastructure routière de l'éducation et de la santé. Cette

³⁵⁷ Anonyme 45 ans, Cadre au MINEPAT, Yaoundé le 7 mai 2024.

³⁵⁸ *Ibid.*

situation souligne les défis persistants auxquels sont confrontées les populations. Ce qui met en lumière la nécessité d'une révision et une adaptation des stratégies pour mieux répondre aux besoins des habitants locaux et favoriser un développement équilibré et inclusif dans tout le pays. Dans cette partie de l'analyse, il s'agit de faire une appréciation de la qualité du développement dans les régions du Centre et du Sud.

1- Qualité des infrastructures routières des régions du Centre et du Sud

Les routes bitumées sont essentielles pour le transport efficace des biens et des personnes, contribuant ainsi à l'activité économique et au bien-être des résidents. La qualité des réseaux routiers d'une région est cruciale pour son développement économique et social. Dans cette perspective, la région du Centre se distingue particulièrement par la densité et la qualité de son réseau routier comparée à la région du Sud. Premièrement, la région du Centre possède un nombre nettement plus élevé de routes régionales bitumées. Selon les données recueillies au ministère des travaux publics, la région du centre compte dix routes régionales bitumées,³⁵⁹ contre seulement deux dans la région du Sud³⁶⁰. Cette différence significative est un indicateur clair de la priorité donnée à l'infrastructure routière dans le Centre, en raison du fait qu'elle abrite la capitale politique Yaoundé.³⁶¹

Deuxièmement, la plupart des routes secondaires de la région du Centre contrairement à celles du Sud sont conçues pour relier les différentes localités à la capitale politique Yaoundé. Cette centralité permet une meilleure connectivité et facilite le transport des biens et des personnes. Par contraste, la région du Sud souffre d'un isolement relatif en raison de son réseau routier moins développé.³⁶² En somme, la région du Centre dispose d'un réseau routier supérieur en termes de qualité et de connectivité offrant ainsi un avantage considérable par rapport à la région du Sud. Après avoir fait une analyse qualitative du réseau routier existant entre la région du Centre et du Sud, passons à une analyse similaire en ce qui concerne l'accès à l'éducation.

³⁵⁹ Mintp, Correspondance entre ancienne..., p. 1.

³⁶⁰ *Ibid.* p. 12.

³⁶¹ Bengondo Ayang Simeón..., Ebolowa le 30 avril 2024.

³⁶² *Idem.*

2- Niveau d'accès à l'éducation

L'éducation joue un rôle fondamental dans le développement d'une société, influençant directement son progrès économique social et culturel.³⁶³ En effet, l'accès à une éducation de qualité est un droit fondamental de l'homme et constitue un pilier essentiel pour la réalisation des nombreux autres droits.³⁶⁴ Au-delà de l'acquisition des connaissances et de compétences, l'éducation favorise l'autonomie individuelle, renforce la cohésion sociale et contribue à la construction d'une société de qualité.³⁶⁵ Dans cette partie du travail, il s'agit d'évaluer la qualité des enseignements dispensés dans les régions du Centre et du Sud Cameroun en s'appuyant sur les normes internationales promues par l'UNESCO. Celle-ci en tant qu'Organisme des Nations Unies spécialisée dans l'éducation. Elle a développé des normes et indicateurs internationalement reconnus pour évaluer la qualité de l'éducation dans différents pays au monde.

a- Éducation de Base

Les politiques éducatives élaborées au niveau national et mises en œuvre au niveau régional font face à une réalité complexe qui influe sur la qualité de l'accès à l'éducation, dans les différentes régions du Cameroun.³⁶⁶ L'éducation de base au Cameroun constitue un pilier essentiel du développement socio-économique du pays. Avec un système éducatif qui vise à fournir une base solide de connaissance et de compétences. Le gouvernement camerounais s'efforce d'assurer l'accès à une éducation équitable à tous les enfants. Depuis l'indépendance, les pouvoirs publics camerounais mènent une politique d'offre quantitative et qualitative de l'éducation (création et construction des établissements scolaires dans les zones urbaines et rurales).³⁶⁷ Il s'agit ici d'examiner de près la qualité de l'éducation de base dans les régions du Cameroun et en particulier dans les régions du Centre et du Sud. Le tableau ci-dessous fait une représentation du ratio nombre d'élèves pour un enseignant disponible dans le domaine de l'éducation de base pour les régions du Centre et du Sud Cameroun.

³⁶³ Nga Fouda line Epse Bamela, 50 ans, Cadre à la Délégation Régionale de l'Education de Base de la région du Sud. Ebolowa le 22 avril 2024.

³⁶⁴ *Idem.*

³⁶⁵ Belinga Gilbert, 59 ans, Délégué Régional de l'Education de Base dans la région du Sud Cameroun. Ebolowa le 22 avril 2024.

³⁶⁶ *Idem.*

³⁶⁷ Fozing, *L'éducation au ...*, p. 21.

Tableau 11 : Présentation du ratio élèves enseignant dans l’enseignement de base année académique 2020/2021

Qualités	Centre	Sud
Apprenants	773562	180790
Enseignants	25477	4761
Ratio	1/30, 3	1/37,9

Source : Tableau réalisé sur la base des données recueillies sur le terrain.

Partant sur la base du nombre d’établissements, la région du Centre dépasse de manière significative la région du Sud, comme le montrent les données représentées au chapitre 3. Avec 2032 établissements, la région du Centre possède cinq fois le nombre d’établissements que la région du Sud qui n’en compte que 397. Selon les délégués régionaux, cette disparité s’explique par plusieurs facteurs clés, notamment la densité de la population plus élevée. Pour illustrer ce point de vue, le délégué régional des enseignements secondaires de la région du Centre lors d’une interview affirme que ” La densité de la population et l’activité économique du Centre sont des moteurs cruciaux de cette disparité. Les infrastructures et les politiques de développement ont historiquement soutenu notre région, ce qui explique le nombre significativement plus élevée d’établissements comparé à la région du Sud”.³⁶⁸ Partant sur la base de la qualité selon L’UNESCO qui préconise un ratio de 40 élèves au par enseignant au primaire pour améliorer les résultats scolaires.³⁶⁹ Cette recommandation est fondée sur des études qui démontrent que les classes moins surchargées permettent aux enseignants de mieux répondre aux besoins individuels des élèves.³⁷⁰

Si l’on se penche vers une analyse qualitative selon les normes de l’UNESCO, les deux régions sont presque au même niveau. La qualité de l’éducation mesurée par des indicateurs tels que les résultats scolaires, les qualifications des enseignants et les infrastructures montrent peu de différences entre le Centre et le Sud.

Toutefois, la région du Centre en termes de qualité est bien moins nantie que celle du Sud en ce qui concerne la satisfaction de la population par rapport aux établissements publics. Mais la situation ne se fait pas tellement ressentir grâce à l’abondance des écoles privées dans le Centre qui absorbent la masse restante d’élèves,³⁷¹ et compensent ainsi les lacunes des écoles publiques. Selon Belinga Gilbert, ” Bien que la région du Centre soit bien moins nantie en

³⁶⁸ Ndemba Sidoine Thérèse 52 ans environ, Délégué Régional des Enseignements Secondaires de la région du Centre. Yaoundé le 25 avril 2024.

³⁶⁹ <https://fr.indiki.net/indicator/1205-basic-education/ratio-élèves-enseignants> , consulté le 16 mai 2024.

³⁷⁰ *Ibid.*

³⁷¹ Ndemba Sidoine Thérèse 52 ans environ, Délégué Régional des Enseignements Secondaires de la région du Centre. Yaoundé le 25 avril 2024.

termes de satisfaction des établissements publics, l'impact est atténué par le grand nombre d'écoles privées qui offrent des alternatives de qualité et absorbent une grande partie d'élèves.³⁷² Cela permet de maintenir un niveau global de qualité de l'éducation comparable à celui de la région du Sud''³⁷³. En résumé, la région du Sud en matière d'éducation est privilégiée par rapport à la région du Centre qui n'arrive pas à combler les besoins des populations. Après avoir mené une analyse qualitative en ce qui concerne l'éducation de base entre la région du Centre et du Sud, nous allons continuer une analyse similaire au niveau des enseignements secondaires.

b- Enseignement secondaire

L'enseignement secondaire au Cameroun occupe une place cruciale dans le parcours éducatif des jeunes. Celui-ci leur fournit les compétences et les connaissances nécessaires pour leurs avenir académiques et professionnels. Dans cette partie de l'analyse, il s'agit tout comme pour l'éducation de base de faire une analyse qualitative de l'enseignement secondaire des régions du Centre et du Sud. Le tableau en dessous fait une représentation du ratio nombre d'élèves par enseignant dans l'enseignement secondaire pour la région du Centre et du Sud.

Tableau 12: Présentation du ratio élèves enseignant dans l'enseignement secondaire 2020/2021

Qualités	Centre	Sud
Apprenants	294134	75388
Enseignant	18476	4193
Ratio	1/24	1/23

Source : Tableau réalisé sur la base de l'annuaire statistique du MINESEC 2020/2021, pp. 55-82.

La vérification de la qualité d'accès aux enseignements secondaires, tout comme l'éducation de base, repose sur des normes et recommandations internationales visant à assurer des conditions optimales d'apprentissage. L'UNESCO recommande un ratio de 25 élèves pour un enseignant dans les écoles secondaires pour garantir un enseignement de qualité et une attention individualisée aux besoins des élèves.³⁷⁴ Les ratios élèves enseignant dans les régions du Centre et du Sud donnent respectivement un résultat de 24 élèves par enseignant dans le Centre et 23 élèves par enseignant dans le Sud.

³⁷² Belinga Gilbert 59ans, Délégué Régional de l'Éducation de Base de la région du Sud, Ebolowa le 22avril 2024.

³⁷³ *Idem.*

³⁷⁴ <https://www.agencecefin.com> . Consulté le 17 Mai 2024.

Tout comme au niveau de l'éducation de base, la région du Centre possède une avance significative sur la région du Sud en ce qui concerne les infrastructures scolaires. Avec 1010 établissements publics secondaires opérationnels, la région du Centre a quatre fois le nombre d'établissements de la région du Sud qui n'en compte que 231. Cette disparité reflète non seulement l'étendue du territoire mais aussi le désir de répondre favorablement aux besoins de la population croissante dans cette région. Cependant, en adoptant une perspective qualitative, la région du Centre est défavorisée par rapport à la région du Sud en raison de la forte demande des populations.

Bien que le Centre dispose d'un nombre plus élevé d'établissements secondaires, cette abondance ne suffit pas à répondre adéquatement aux besoins d'une population estudiantine dense et constamment croissante. Les infrastructures scolaires surchargées et les ressources disponibles par élève sont inférieures à celles observées dans la région du Sud. Comme l'explique le délégué régional des Enseignements Secondaires de la région du Centre, 'Malgré un nombre supérieur d'écoles, la qualité de l'enseignement du Centre est en souffrance comparativement au Sud où les écoles répondent mieux aux besoins individuels des élèves grâce à une moindre pression démographique'.³⁷⁵

De plus, en dehors du ratio élèves enseignants, le système éducatif du Cameroun en général et dans les régions du Centre et du Sud en particulier met l'accent sur un ensemble de disciplines traditionnelles, souvent déconnectées des besoins et des réalités du marché de l'emploi.³⁷⁶ Il règne dès lors un phénomène de déscolarisation. Dans ce sens, Fabien Eboussi Boulaga fait observer que : 'L'éducation du primaire au supérieur est malade. Depuis 1987, la déscolarisation imperceptible pendant plusieurs années s'est imposée massivement.'³⁷⁷ Par là il fait comprendre que l'ensemble des programmes mis à la disposition des apprenants du primaire au supérieur est totalement inadéquat aux besoins.

Les matières telles que les langues étrangères occupent une place importante dans les programmes scolaires tandis que les compétences techniques et professionnelles essentielles sont souvent négligées.³⁷⁸ Cette approche conduit à un écart entre les compétences acquises par les élèves à la fin du cursus scolaire et celles recherchées dans le monde de l'emploi. Le système éducatif au Cameroun bien qu'ayant fait des progrès est confronté à des défis majeurs qui compromettent sa capacité à former efficacement les citoyens. Des lacunes telles que le manque

³⁷⁵ Ndemba Sidoine Thérèse 52 ans ..., Yaoundé le 25 avril 2024.

³⁷⁶ *Idem.*

³⁷⁷ F. Eboussi Boulaga, *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 139.

³⁷⁸ *Idem.*

d'infrastructures adéquates, le déficit d'enseignants qualifiés et les ressources limitées entravent la qualité de l'enseignement dispensé.³⁷⁹ Ces lacunes ont un impact significatif à long terme, affectant les perspectives d'emploi, la compétitivité sur le marché mondial et en fin de compte sur le développement socioéconomique du pays. La dimension du système éducatif qui conduit à des cursus scolaires sans avenir professionnel plombe la capacité de création des richesses à partir des forces de travaux internes.³⁸⁰

L'analyse qualitative ci-dessus relève qu'en matière de qualité des enseignements, les deux régions sont relativement au même niveau. Cependant, la région du Sud est favorisée en ce qui concerne la disponibilité des infrastructures scolaires capables de répondre efficacement à la demande des populations. Malgré le nombre plus élevé d'établissements dans la région du Centre, la forte pression démographique y entraîne une surcharge des infrastructures, limitant ainsi leur efficacité à répondre aux demandes des populations. En revanche, la région du Sud avec une demande moins intense parvient à mieux utiliser ses infrastructures disponibles, assurant ainsi un meilleur environnement d'apprentissage pour chaque élève. Après avoir fait une analyse du niveau d'accès à une éducation de qualité entre les régions du Centre et du Sud, passons à une appréciation dans un autre domaine qui est celui de la santé publique.

3- L'accès aux services de santé

Sous le régime du renouveau instauré dès 1982, le Cameroun a connu diverses reformes et évolutions, notamment dans le domaine de la santé publique. Une analyse de l'évolution de l'accès aux services médicaux entre la région du Centre et celle du Sud relève une disparité significative en faveur de la région du Centre. Cette disparité se manifeste à travers la répartition des infrastructures hospitalières et des petites unités de prise en charge médicales. La région du Centre, et en particulier la ville de Yaoundé, a bénéficié d'investissements substantiels dans les infrastructures de santé. Actuellement, Yaoundé compte 7 hôpitaux de référence contre seulement deux dans l'ensemble de la région du Sud.

Cette différence est significative et reflète une volonté à concentrer les ressources médicales dans la capitale pour desservir une population plus dense et plus variée. Dr Verbe Viviane déclare lors d'un entretien que " La concentration des hôpitaux de référence dans la région du Centre et principalement à Yaoundé est justifiée par la nécessité de répondre à une demande croissante et diversifiée des soins spécialisés"³⁸¹. De même, Mr Tjanda Iréné chef

³⁷⁹ Nanga Gêrôme 44ans, Enseignant vacataire, Yaoundé le 25Mai 2024.

³⁸⁰ P. Chief Mila Assouté, *Le Cameroun change*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 9.

³⁸¹ Verbe Viviane 54 ans environ, Médecin Gynécologue, Yaoundé 19 mars 2024.

bureau du district de santé d'Edéa, déclare que les infrastructures de Yaoundé sont bien plus développées ce qui attire les patients de toutes les régions y compris ceux du Sud.³⁸² En effet, la répartition des hôpitaux de référence, de district et même les petites unités de prises en charge ont été influencé par des considérations démographiques et géographiques avec une priorité donnée aux zones les plus peuplées.

En résumé, depuis 1983, la région du Centre a développé un réseau de services médicaux bien plus étendu et performant que celui de la région du Sud. Cette situation résulte des politiques de santé nationales et publiques centrées sur la population. Les témoignages et les observations des divers acteurs de la santé confirment cette réalité, mettant en lumière la nécessité de rééquilibrer les investissements pour garantir un accès équitable aux soins médicaux dans toutes les régions du pays.

D'après l'analyse ci-dessus, il ressort clairement que sur deux aspects généraux, à savoir les routes et la santé, la région du Centre est nettement mieux avancée en termes de qualité d'infrastructures, contrairement à la région du Sud. Nous allons poursuivre cette analyse en abordant les répercussions de cette situation de développement sur l'épanouissement et le bien-être des populations du Centre et du Sud

II. RÉPERCUSSIONS DE LA SITUATION DE DÉVELOPPEMENT SUR L'ÉPANOUISSEMENT DES POPULATIONS

Les politiques étatiques de développement jouent un rôle crucial dans l'épanouissement des populations de la région du Centre et du Sud du Cameroun. Qu'elles soient économiques, sociales ou environnementales, elles impactent significativement la vie quotidienne des habitants. Cependant, lorsque ces politiques ne parviennent pas à répondre efficacement aux besoins fondamentaux des populations, elles entraînent des répercussions sur l'épanouissement personnel de ceux-ci. Malgré les promesses et les efforts déployés au niveau national, il existe des lacunes et des insuffisances dans l'implémentation des politiques de développement qui laissent de nombreuses personnes dans des situations de précarité. La situation de développement des régions du Centre et du Sud Cameroun engendre des répercussions multiples et complexes sur le bien-être des populations. Ces conséquences sont à la fois psychologiques, sociales et économiques. Sur le plan psychologique, le sentiment d'abandon et d'injustice face aux inégalités de développement provoque des tensions entre les populations. Sur le plan sociale, ces disparités exacerbent les fractures communautaires et alimentent des

³⁸² Tjanda Iréné 40 ans ..., Yaoundé, 4 mai 2024.

tensions entre différentes régions souvent perçues comme favorisée ou défavorisée. Ce qui renforce le sentiment d'exclusion et en nuisant à la cohésion sociale. Dans cette partie de l'étude, il s'agit de présenter les répercussions que la situation de développement actuelle des régions du Centre du Sud a sur l'épanouissement et le bien-être des populations.

1- Frustration des populations comme conséquence de la situation de développement

La situation de développement entre les régions du Centre et du Sud entraîne une conséquence majeure : la frustration des populations locales qui découle du sentiment persistant d'injustice et de marginalisation.³⁸³

a- Le ressenti des populations du sud Cameroun

Depuis l'avènement du régime su renouveau en 1983, les populations de la région du Sud expriment de plus en plus leur mécontentement face à la situation de développement de leur région. Historiquement, cette région considérée comme le berceau politique du président Paul Biya, a nourri de grandes attentes quant à son développement rapide et soutenu. Cependant, malgré la présence de projets d'infrastructures de routes et l'amélioration des services publics, de nombreux habitants estiment que le développement de leur région reste insuffisant par rapport à celui d'autres régions du pays.

Lors de plusieurs interviews menées avec des résidents locaux, des frustrations ont été exprimées. À titre d'exemple, M. Ondoua Biyo'o Justin, un ancien capitaine des armées dans la ville de Zoétélé déclare que : " les promesses de développement faites par le régime du renouveau n'ont pas tenu. Nous voyons des investissements massifs à Yaoundé et Douala, mais notre région est laissée pour compte".³⁸⁴ Mme Ngono Marthe, une commerçante à kribi, a ajouté que " En tant que région d'origine du président, nous pensions être privilégiés dans les plans de développement. Hélas, nos infrastructures restent médiocres et nos opportunités économiques limitées".³⁸⁵ Ce sentiment est corroboré par des observations faites lors des enquêtes de terrain où il a été noté que de nombreuses routes restent impraticables et que l'accès aux services de base tels que l'eau potable et l'électricité est encore problématique.

Depuis l'avènement du régime du renouveau, la région du Sud semble être vocalement critique en ce qui concerne le développement. Cette frustration est notablement illustrée par l'ouvrage de Charles Ateba Eyene de regretté mémoire l'un de ses fils, " *Les paradoxes du*

³⁸³ Ondoua Biyo'o Justin 56 ans., Zoétélé le 8 avril 2024.

³⁸⁴ Idem.

³⁸⁵ Ngono Marthe 60 ans, Commerçante à Kribi, Yaoundé le 1^{er} avril 2024.

pays organisateur. Elites productrices ou prédatrices : cas de la province du sud-Cameroun à l'ère Biya 1982-2007. Dans cet ouvrage, il dénonce les insuffisances et les frustrations liées au développement dans cette région. L'auteur y décrit avec précision les décalages entre les promesses du régime et la réalité vécue par les populations locales, soulignant les paradoxes d'une région supposément favorisée mais qui en réalité souffre de carences en termes d'infrastructures et de service de base. Tout comme dans la région du Sud, la région du Centre nourrit également un sentiment d'abandon en ce qui concerne leur niveau de développement.

b- Réactions des populations du Centre

Tout comme les populations du sud expriment leur mécontentement face à leur situation de développement, les populations de la région du Centre partagent les mêmes doléances. Depuis l'instauration du régime du renouveau sous la présidence de Paul Biya, les populations de la région du Centre Cameroun, qui abrite la capitale nationale et régionale, Yaoundé, se plaignent régulièrement de leur état de développement. Historiquement, selon les populations locales, la région du Centre en tant que siège des institutions nationales, est sensée bénéficier d'investissements substantiels qui doivent se traduire par une amélioration notable des infrastructures et des services publics.

Toutefois, les témoignages des habitants relèvent un profond mécontentement face à ce qu'ils reçoivent. Par exemple Mme Atangana Mireille commerçante au marché central de Yaoundé, souligne que «Malgré la présence de nombreux ministères et ambassades, les routes restent dégradées et les coupures d'eau et d'électricité sont fréquentes ».³⁸⁶ De son côté, M. Nnanga Gérôme, enseignant vacataire exprime une frustration en déclarant que «les infrastructures éducatives et sanitaires sont inadéquates pour une capitale nationale. Nous sommes près de l'église et loin de Dieu»³⁸⁷ C'est-à-dire que malgré la proximité des populations du Centre des décideurs étatiques, cette région ne bénéficie pas des initiatives de développement pour améliorer les conditions de vie de ses populations.

Ainsi, malgré les efforts du gouvernement pour équilibrer le développement régional, les populations tant du Sud que celles du Centre continuent de se plaindre fortement de leur situation socio-économique. Après avoir présenté les frustrations comme conséquence de la situation de développement des régions du Centre et du Sud, passons aux difficultés d'accès aux services sociaux de base.

³⁸⁶ Atangana Mireille 49 ans, Commerçante au Marché Central. Yaoundé le 30 mai 2024.

³⁸⁷ Nnanga Gerome 44ans ..., Yaoundé le 25 mai 2024.

2- Difficile accès aux services sociaux de base

L'accès mitigé aux services sociaux de base dans les régions du Cameroun en général et celles du Centre et du Sud en particulier témoigne des répercussions néfastes sur le bien-être des populations. Celles-ci touchent plusieurs aspects essentiels de leurs vies. Sur le plan routier, de nombreuses routes sont mal desservies et en mauvais état, sur le plan éducatif, les écoles manquent d'enseignements de qualité avec des enseignements non prometteurs. Sur le domaine sanitaire les régions les plus reculées souffrent d'un manque d'infrastructures médicales adéquates capables de répondre à leurs besoins.

a- Conséquences de la qualité des routes sur les populations

Les routes jouent un rôle vital dans la connectivité et la facilitation des échanges commerciaux et culturels. Elles permettent aux personnes et aux marchandises de se déplacer efficacement, favorisant ainsi le développement économique en ouvrant la voie au marché.³⁸⁸ Les routes améliorent l'accessibilité aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé. Malgré la mise en place des politiques étatiques de développement pour promouvoir le développement de la qualité et la quantité des routes, leur efficacité est souvent entravée par l'existence de routes en mauvais état. Le mauvais état des routes exerce un impact significatif sur l'épanouissement des populations à plusieurs niveaux.

Premièrement, les routes en mauvais état entravent la mobilité des individus, limitant ainsi leur accès aux services essentiels tels que les marchés et les soins de santé. Cette situation aggrave l'inégalité socio-économique en créant des barrières supplémentaires pour les communautés déjà pauvres.³⁸⁹ Depuis 2012 par exemple, les habitants du village ossonkia dans le département de la Mefou et Akono éprouvent des difficultés croissantes à accéder aux services de santé en raison de la dégradation continue de la route menant à l'établissement médicale le plus proche situé à 6 km. Selon les témoignages des résidents locaux, la route était autrefois praticable malgré des conditions parfois difficiles. Tsélé Bénédicte une cultivatrice habitante du village témoigne que durant la saison pluvieuse, la route devient tellement impraticable qu'il est souvent impossible de se rendre à l'hôpital : « Nous sommes parfois obligés de faire accoucher les jeunes femmes ici à la maison, hors de l'hôpital sans expériences malgré les risques que cela comporte »³⁹⁰. Cette situation critique met en lumière la nécessité

³⁸⁸ Binoug Noa 40 ans..., Yaoundé 17 avril 2024.

³⁸⁹ *Idem.*

³⁹⁰ Tsélé Bénédicte 65 ans..., Mbankomo le 1^{er} avril 2024.

urgente de réhabiliter la route pour garantir un accès régulier aux services de santé pour la communauté d'Ossonkia.

Deuxièmement l'un des défis à relever en matière de la circulation des biens et des personnes par les routes reste la lutte contre l'insécurité occasionnée par la prolifération des bandes d'agresseurs ou des coupeurs de routes. En effet, la question de l'insécurité commence par le mauvais état de la route,³⁹¹ ajouté à ça l'attitude des conducteurs des véhicules et même le comportement des usagers crée, parfois des accidents.³⁹² La qualité des routes ne se limite pas seulement à sa texture physique comme la surface lisse et l'absence de nids de poule;³⁹³ elle englobe aussi et surtout la sécurité des déplacements qu'elle permet.³⁹⁴ L'un des défis majeurs rencontrés par les populations du Centre et du Sud concerne non seulement la qualité physique des routes, mais également leur sécurité faces aux agressions.³⁹⁵ Ces criminels organisés en bande armées sèment la terreur en attaquant les voyageurs, commerçants et transporteurs de marchandises sur la route.

L'insécurité routière a connu une montée alarmante, se manifestant par une augmentation des agressions sur les routes. Cette tendance est illustrée par de nombreux incidents, dont l'attaque du 25 octobre 2019. Les passagers d'un véhicule immatriculé LT 411 HC, appartenant à la compagnie de transport routier Inter Urbain Bina, Voyage SARL ont été victimes d'une agression sur l'axe routier Yaoundé Obala par des individus armés.³⁹⁶ Ce type d'incident, de plus en plus fréquent met en lumière une dégradation progressive de la sécurité et de la qualité des routes depuis plusieurs décennies.

De plus, le mauvais état des routes entrave le développement économique aussi bien dans le Centre que dans le Sud, en limitant le transport des marchandises et décourageant les investissements locaux et étrangers. Le mauvais état des routes, résulte en grande partie de la mauvaise mise en place des politiques nationales de développement parfois insuffisante et inefficaces. Celui-ci a un lourd tribut sur les activités économiques des populations locales dans les régions du centre et du Sud Cameroun.³⁹⁷ Par exemple, dans la région du Sud, depuis l'annonce lors du comice agro-pastorale d'Ebolowa en 2011. La réparation de la route reliant Akom 2 à Kribi a été promise par le chef de l'État. Mais les perspectives de développement

³⁹¹ Nzie Matti, 'Infrastructures routières et...', p. 122.

³⁹² *Ibid.*

³⁹³ Binoug Noa 40 ans..., Yaoundé le 17 avril 2024.

³⁹⁴ *Idem.*

³⁹⁵ Bengondo Ayang Simeon, 52 ans..., Ebolowa le 30 avril 2024.

³⁹⁶ "Agression dans un car de transport en commun : la compagnie Binam voyage suspendue" <https://www-Cameroun-tribune.com/article-html>, consulté le 22 avril 2024.

³⁹⁷ Bengondo Ayang Simeon, 52 ans..., Ebolowa le 30 avril 2024.

pour la région n'ont que peu évolué. Selon un ancien chauffeur du village Akom 2, “ Malgré les attentes générées par cette annonce, la réalité sur le terrain demeure désespérément la même : la route est toujours marquée par une dégradation persistante”³⁹⁸. Cette réalité constitue un obstacle majeur pour les activités économiques locales notamment le commerce, car le transport des marchandises reste extrêmement difficile”³⁹⁹

Photo 12 : Image de la route Akom2-Kribi en 2019



Source : <https://www.route.akom2-kribi> . Consulté le 27 mai 2024.

L'image ci-dessus présente une des routes les plus dégradées de la région du Sud. Cette dégradation avancée crée un cercle vicieux où les conditions routières entraînent des coûts de réparations plus élevés et une augmentation des risques d'accidents. La route Akom 2-Kribi offre un exemple palpable du niveau de dégradation des routes au Cameroun. Jadis une voie vitale reliant l'arrière-pays à la ville de Kribi, cette route est maintenant le témoignage de l'effondrement de l'infrastructure routière des régions du Centre et du Sud au Cameroun. En empruntant cette route, les voyageurs et populations sont confrontés à un véritable parcours du combattant pour éviter les nids de poule qui semblent témoigner de l'abandon et de l'indifférence des autorités face à l'urgence de la situation.⁴⁰⁰ Dans les régions du Centre et du Sud du Cameroun, les défis entravant l'épanouissement des populations vont bien au-delà des routes. En effet, la qualité de l'enseignement reçu joue également un rôle sur le développement et l'épanouissement des populations à long terme.

³⁹⁸ Anonyme 70 ans, Ancien chauffeur du village Akom 2, Zoétéélé le 8 avril 2024.

³⁹⁹ *Idem.*

⁴⁰⁰ Bengondo Ayang Simeon 52 ans..., Ebolowa le 30 avril 2024.

b- Les problèmes d'accès à l'éducation

Sous le régime du renouveau, l'accès à l'éducation dans les régions du Centre et du Sud Cameroun présente des défis distincts mais tous aussi préoccupants. Dans la région du Centre, le principal problème réside dans le faible nombre d'établissements publics disponibles au regard du nombre croissant de la population. D'après un entretien avec le délégué régional des enseignements secondaires de la région du Centre, la demande pour les places dans les écoles publiques dépasse l'offre.⁴⁰¹ Cette inadéquation se traduit par des classes surchargées et des infrastructures insuffisantes pour répondre aux besoins éducatifs des enfants. Par conséquent, de nombreux élèves ne bénéficient pas de l'attention nécessaire pour un apprentissage efficace,⁴⁰² ce qui compromet leurs parcours académiques.

En contraste, la région du sud souffre d'un manque de main d'œuvre qualifiée, ce qui conduit fréquemment à la fermeture de classes. M. Ekobena Abina,⁴⁰³ un enseignant de la région du Sud explique que de nombreux enseignants préfèrent travailler dans des régions plus accessibles et mieux dotées en infrastructures routières, laissant ainsi le Sud avec une insuffisance critique du personnel éducatif. Cette pénurie oblige souvent à la fermeture ou au jumelage de certaines salles de classes, privant les élèves de leur droit fondamental qui est l'éducation.⁴⁰⁴ En somme, sous le régime du renouveau, si la région du Centre fait face à une pénurie d'établissements publics par rapport à la population croissante, la région du Sud quant à elle est confrontée à une crise de main d'œuvre qui perturbe sévèrement la continuité de l'éducation.

c- Impact de la situation de développement sur le plan sanitaire

L'accès limité aux soins de santé de qualité est un problème criant qui affecte la population du Cameroun.⁴⁰⁵ Malgré les efforts déployés pour améliorer les services de santé, de nombreux camerounais dans les régions du Centre et du Sud sont confrontés à des difficultés pour accéder à des soins médicaux adéquats. Cette situation compromet le bien-être et la santé des populations.⁴⁰⁶

Les défis sanitaires auxquels font face les populations des régions du Centre et du Sud sont considérables et ont des répercussions directes sur leur épanouissement. Depuis 1983, l'un

⁴⁰¹ Ndemba Sidoine Thérèse 52 ans environ, Délégué Régional des Enseignements Secondaires de la région du Centre. Yaoundé le 25 avril 2024.

⁴⁰² *Idem.*

⁴⁰³ Ekobena Abina David 58 ans..., Eboloxa le 30 avril 2024.

⁴⁰⁴ *Idem.*

⁴⁰⁵ Andjembe Assola José 55 ans environ, Délégués Régional de la Santé Publique de la région du Sud, Ebolowa, le 24 avril 2024.

⁴⁰⁶ C. Noubissie, "Analyse sans complaisance le system' de santé camerounais" pris en ligne le 3 mai 2024.

des principaux problèmes réside dans l'absence de plateaux techniques équipés dans les hôpitaux. Le Dr Andjembe Assola José, Délégué Régional de la Santé Publique en exercice à la région du Sud, explique que les infrastructures de santé sont souvent dépourvues des équipements nécessaires pour diagnostiquer et traiter efficacement de nombreuses pathologies. Les établissements de santé manquent de matériels essentiels comme les scanners, les échographes de dernière génération et les laboratoires bien équipés.⁴⁰⁷ Cette situation oblige les patients à se rendre dans les grandes villes comme Yaoundé pour des soins spécialisés, augmentent ainsi les prix et les délais de traitement des maladies.⁴⁰⁸ Par ailleurs, les hôpitaux de districts dans ces régions sont souvent contraints de couvrir plusieurs arrondissements simultanément, mettant une énorme pression sur les ressources humaines disponibles. M. Olé Paul technicien en Génie-sanitaire souligne que dans la plupart des cas, il existe un seul médecin qui doit travailler dans plusieurs localités, ce qui conduit à une diminution de la qualité des soins prodigués.⁴⁰⁹ Cette surcharge de travail entraîne également des délais d'attentes prolongés pour les consultations et les traitements aggravant la situation des patients dont les conditions requièrent une attention rapide et soutenue.

Un autre problème majeur qui entrave l'épanouissement des populations des régions du Centre et du Sud est la nécessité de parcourir de longues distances pour accéder aux soins de santé, cette situation est aggravée par un manque de centres de santé fonctionnels. Selon M. Ekosso Patrick, cadre à la délégation régionale de la santé publique en service dans la région du Sud, de nombreuses communautés enclavées doivent souvent voyager des heures, parfois à pied ou sur impraticables, pour atteindre le centre de santé le plus proche.⁴¹⁰ Dans ce sens, nous avons particulièrement les populations de Foulassi, un village situé dans le département de la Mvila dans le Sud Cameroun qui font face à des défis importants en matière d'accès aux services de santé.⁴¹¹ En effet, les infrastructures médicales locales sont rares et souvent mal équipés, les habitants sont contraints de parcourir de longues distances pour obtenir les soins de santé de qualité.⁴¹² Cette situation est particulièrement critique en cas d'urgence médicale où chaque minute compte. Il précise que ces longs trajets découragent souvent les patients à rechercher des soins médicaux, surtout pour les consultations régulières ou les maladies chroniques, ce qui aggrave leur état de santé et conduit quelque fois à la mort.⁴¹³ Après avoir

⁴⁰⁷ Andjembe Assola José 55ans..., Ebolowa, le 24 avril 2024.

⁴⁰⁸ *Idem.*

⁴⁰⁹ Olé Paul Martial 40 ans, Technicien du Génie-sanitaire. Ebolowa le 29 avril 2024.

⁴¹⁰ Ekosso Patrick 45 ans..., Ebolowa le 29 avril 2024.

⁴¹¹ *Idem.*

⁴¹² *Idem.*

⁴¹³ *Idem.*

présenté les difficultés d'accès aux services sociaux de base comme répercussions de la situation de développement des régions du Centre et du Sud, poursuivons avec une analyse similaire en ce qui concerne les retombées socio-économiques.

3- Les obstacles Socio-économiques

Le niveau de développement dans les régions du Cameroun et dans celles du Centre et du Sud en particulier a des conséquences économiques significatives sur l'épanouissement des populations surtout en ce qui concerne l'économie. En effet, les difficultés d'accès aux ressources naturelles à cause du mauvais état des routes ou le déplacement massif des populations des villages pour les villes influent directement sur la qualité et le niveau de vie des populations. Ces défis socio-économiques compromettent la cohésion sociale et limite les opportunités de développement personnel et professionnel pour de nombreuses personnes.⁴¹⁴

a- Hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché

Le niveau de développement entre dans les régions du Cameroun et en particulier dans celles du Centre et du Sud Cameroun a un impact direct sur le coût de la vie. Ceci se caractérise par l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Cette situation découle de plusieurs facteurs interconnectés. Tout d'abord, les zones les moins développées souffrent souvent d'un manque d'infrastructures adéquates pour l'agriculture, la distribution et le stockage des produits alimentaires.⁴¹⁵ En conséquence, la production agricole est limitée, ce qui réduit la disponibilité des denrées alimentaire et entraîne une hausse de leurs prix sur le marché.

Aussi, l'augmentation significative des populations dans les grandes métropoles comme Yaoundé a conduit à une augmentation des prix des denrées alimentaires sur le marché. Le phénomène de l'exode rural encourage cette situation. Les populations rurales ont tendance à quitter les villages pour s'installer en ville afin d'améliorer leurs conditions de vie ce qui augmente considérablement le taux de population urbaine. Le tableau ci-après montre l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans le principal marché de Yaoundé (Mokolo) entre 1983-2005 où la population de la région du Centre était estimée à 1817524 habitants,⁴¹⁶ et 2022 où celle-ci est de 4164000.⁴¹⁷

⁴¹⁴ Ango Joseph 68 ans, cultivateur, Zoétélé. Le 8 avril 2024

⁴¹⁵ *Idem.*

⁴¹⁶ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Yaound%C3%A9><https://fr>, consulté le 30 mai 2024.

⁴¹⁷ <https://presentation-de-la-region-du-centre-juin-2022>, consulté le 30 mai 2024.

Tableau 13: comparaison des prix des produits alimentaires au marché Mokolo entre 1983 et 2022

Produits	Prix entre 1983 et 2005(FCA)	Prix entre 2015 et 2022 (FCFA)
Régime de Banane plantain 4kg	500 -1500	3000-5000
Tas de manioc	200-500	1500-2500
Seau de patates ou de macabo de 5L	300-500	2000-4000
Bâton de manioc	40-80	100-200

Sources : Tableau réalisé sur la base des données recueillies sur le terrain, au marché Mokolo, Yaoundé le 24/5/2024

Au regard des données recueillies après une enquête sur le terrain, il ressort clairement que l'augmentation de la population causée par l'exode rurale,⁴¹⁸ les prix des denrées alimentaires qui étaient abordables et accessible à tous ont relativement augmentés.⁴¹⁹ Par exemple, un bâton de manioc dont le prix variait autre fois entre 40 et 80f a subi une hausse de prix allant de 150f à 200f. Il en est de même pour toutes les autres denrées alimentaires. L'augmentation des prix constitue un problème majeur, particulièrement pour les populations les plus démunies qui disposent de ressources financières limitées. Pour les populations la hausse des prix signifie souvent avoir à faire le choix difficile entre acheter de la nourriture chère ou satisfaire d'autres besoins essentiels, tels que le logement ou l'éducation.⁴²⁰ Cette réalité crée un cercle de pauvreté et d'insécurité alimentaire où les individus luttent pour subvenir à leurs besoins les plus fondamentaux.⁴²¹

b- Augmentation du taux de chômage

L'écart de développement entre les régions au Cameroun a engendré un déséquilibre économique préoccupant, et exacerbant ainsi le fléau du chômage. Cette situation de développement reflétant des inégalités profondes en termes d'infrastructures, d'accès à l'éducation et de possibilité d'emploi constitue un défi majeur pour le pays. L'emploi en général et celui des jeunes en particulier est l'un des problèmes les plus cruciaux de développement que connaît les pays en voie de développement, surtout de l'Afrique du Sud du Sahara.⁴²² L'emploi des jeunes dans la plupart de ces pays a connu une baisse considérable

⁴¹⁸ Nguede Eko Dorothee 69 ans, commerçante au marché Mokolo, Yaoundé le 24 mai 2024.

⁴¹⁹ *Idem.*

⁴²⁰ Efouba Honorine Agathe, 60ans, Commerçante à Kyossie, Yaoundé le 24 mai 2024.

⁴²¹ *Idem.*

⁴²² J. R. Ngahant, N. Mukama, *Le Cameroun face au défi de la pauvreté et de l'emploi des jeunes : Analyse critique et proposition*, Yaoundé, Jeune Horizon, 2004, p. 3.

depuis 1990, avec les affres de la crise économique qui ont eu un impact quasiment négatif sur l'économie des dits pays.⁴²³

Selon les résultats du recensement général de la population du Cameroun de 1987, renforcé par les projections faites sur les années 2005, la tranche des jeunes inactifs constitue les 40% de la population totale.⁴²⁴ La situation de développement des régions au Cameroun ajoutée au faible niveau de vie des populations est un terreau fertile pour l'émergence des fléaux sociaux tels que le grand banditisme et la prostitution. Le sous-emploi des jeunes constitue une source majeure de préoccupation. En effet, lorsque les jeunes sont confrontés à des opportunités limitées sur le marché du travail, ils se retrouvent dans des situations désespérées ou ils cherchent des moyens de subvenir à leurs besoins financiers.

c- Prolifération d'habitat précaire

La prolifération de l'habitat précaire constitue un défi majeur dans de nombreux pays du monde en général et dans les régions du Cameroun en particulier. Avec des implications profondes sur la santé et le bien-être des ménages qui y résident. Cette forme d'habitat souvent caractérisée par des conditions de vie insalubres, un accès limité à des ressources telles que l'eau potable, et le service d'assainissement ainsi qu'une exposition accrue aux risques environnementaux. Les politiques étatiques visant officiellement à faciliter l'accès des populations à un logement décent pour le plus grand nombre à travers la société immobilière du Cameroun (SIC) n'a pas pu satisfaire de façon significative les énormes besoins en logement des populations.⁴²⁵

La question de la précarité de l'habitat s'est rapidement étendue à l'habitat des villes du Cameroun. Cette situation est particulièrement remarquable dans les villes des régions du Centre et du Sud. Celles-ci connaissent l'apparition des quartiers d'auto constructions la plupart des fois du temps sans résolution de la question foncière.⁴²⁶ Les populations résidentes dans des habitats précaires sont souvent confrontées un risque accru de contracter des maladies telles que le paludisme en raison de plusieurs facteurs. Premièrement, ces habitats sont souvent situés dans des zones marécageuses comme dans le quartier Nkolbisson à Yaoundé où les conditions environnementales favorisent la prolifération des moustiques. Comme le dit la propriétaire des images 15 et 16 ci-dessous, "Depuis plus de 25 ans que j'ai quitté Sangmélima pour me

⁴²³ Ngahant, Mukama, *Le Cameroun face ...*, p. 3.

⁴²⁴ *Ibid.*

⁴²⁵ M. L Djatcheu Kamgain, S.P. Mounevera, "L'habitat précaire, une réponse populaire à la crise du logement à Yaoundé", *Revue de la ville et environnement de l'UC3*, vol n°3, 2022, p. 12.

⁴²⁶ Djatcheu Kamgain, Mounevera, "L'habitat précaire...", p. 12.

chercher à Yaoundé je vis dans ce trou à rat parce que je n'ai pas de choix, les moustiques et les cafards font partie de mon quotidien.”⁴²⁷ Deuxièmement, les conditions de vie précaires telle que la difficulté d'accès à l'eau potable ainsi que la proximité des habitations les unes des autres favorisent la transmission du paludisme. ‘’ Le plus gros challenges que nous avons ici, nous le bas peuple, c'est la lutte permanente contre le paludisme. Il est quasiment impossible pour nous de faire plus de deux mois sans souffrir de cette maladie’’⁴²⁸ L'image ci-après fait une représentation de la qualité d'habitat des populations pauvres dans les villes du Cameroun.

Planche 1: Vues de gauche et de face d'un habitat précaire dans le quartier Nkolbisson



Source : Cliché Bengono Menounga, Yaoundé le 27 Mai 2024.

L'image ci-dessus présente un habitat délabré et en mauvais état dans le quartier Nkolbisson à Yaoundé, témoignant des conditions de vie précaires dans de nombreux quartiers à travers les régions du Centre et du Sud. Les murs fissurés, les fenêtres brisées et l'absence de latrines soulignent les défis auxquels sont confrontées de nombreux individus et familles qui luttent pour accéder à un logement décent. En dehors des impacts socioéconomiques sur l'épanouissement des populations, les politiques étatiques de développement, encouragent également l'augmentation des migrations clandestines. Après avoir présenté les difficultés auxquelles font faces les régions du Centre et du Sud Cameroun en ce qui concerne les initiatives de développement régional. Il est judicieux de poursuivre cette étude en abordant la question des enjeux et des perspectives d'un développement équilibré entre ces deux régions.

⁴²⁷ Aicha Adamou, 52 ans, Ménagère, Yaoundé le 27 Mai 2024

⁴²⁸ *Idem.*

III. ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR UN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉQUILIBRÉ

Au Cameroun, un développement plus équilibré entre les régions revêt une importance capitale tant sur le plan socio-économique que celui de la cohésion nationale. Le pays, riche en diversité culturelle et géographique bénéficie de ressources naturelles et humaines variées et réparties sur l'ensemble du territoire national. Cependant, la concentration disproportionnée des investissements et des infrastructures dans certaines régions notamment celle du Centre engendre des écarts en termes de développement. Il s'agit dans cette partie de l'étude de présenter les enjeux c'est-à-dire les avantages liés à un développement régional équilibré ainsi que les perspectives pour y arriver.

1- Renforcement de l'intégration nationale à travers la construction des routes

En tant que déclencheur de développement socio-économique, la mise en place et l'entretien des infrastructures routières ont un effet considérable sur la croissance économique, le bien-être, l'emploi et la compétitivité de l'économie nationale. S'agissant de la croissance économique qui se traduit par une élévation du revenu par tête et du Produit National Brut (PNB), il faut que la production des biens et des services augmente de façon durable. Selon la banque mondiale, une augmentation de 1 % des équipements collectifs s'accompagne d'une hausse de 1 % du Produit Intérieur Brut (PIB).⁴²⁹ Or la majorité des grandes villes du pays sont approvisionnées en denrées agricoles qui proviennent des villages totalement enclavés.⁴³⁰

Un développement équilibré entre la région du Centre et du Sud repose avant tout sur l'amélioration des infrastructures routières, facilitant ainsi le déplacement rapide des biens et des personnes. D'après les analyses faites au chapitre 3, il en ressort que la région du Sud sous le régime du Président Biya a été négligée en ce qui concerne les infrastructures routières. Lors d'un entretien avec un ingénieur agricole originaire d'Akom 2 celui-ci déclare que : '' Nos agriculteurs et commerçants peinent à acheminer leurs produits vers les grands centres urbains à cause de l'état déplorable des routes. Cela limite notre contribution à l'économie nationale et accroît notre sentiment d'isolement.''⁴³¹ Ce constat est partagé par des entrepreneurs locaux, qui soulignent que les routes bien aménagées réduiraient les coûts de transport et augmenteraient la compétitivité des produits régionaux. Ainsi, l'amélioration des routes entre

⁴²⁹ BAD, ''Rapport d'achèvement de l'achèvement de l'aménagement routier dans les régions de l'Ouest, du Littoral et du Centre-Sud du Cameroun'', septembre 2018, p. 16.

⁴³⁰ Ndzie Matti, '' Infrastructures routières et..., p. 118.

⁴³¹ Mekondane René 50 ans, Ingénieur agricole. Yaoundé le 1 juin 2024.

le Centre et le Sud du Cameroun est primordiale pour faciliter le déplacement rapide des biens et des personnes, stimulant ainsi le développement économique et social tout en favorisant une intégration nationale plus harmonieuse. En dehors du renforcement de l'intégration nationale, un autre enjeu majeur que le Cameroun gagne en développant de manière équilibrée les régions du Centre et du Sud est la formation d'une main d'œuvre qualifiée grâce à l'amélioration du système éducatif.

2- La formation d'une population qualifiée et utile pour le développement

Dans le domaine de l'éducation, l'égalisation du niveau d'accessibilité à l'éducation entre la région du Centre et du Sud au Cameroun représente un enjeu crucial pour la formation d'une population de qualité, capable d'innover et de contribuer efficacement au développement national et régional. Actuellement, les disparités d'accès à l'éducation entre ces deux régions créent un fossé qui limite le potentiel de nombreux jeunes camerounais, réduisant ainsi la capacité du pays à exploiter pleinement ses talents et progresser sur le plan socio-économique.

L'amélioration du niveau d'accès à une éducation de qualité dans les deux régions garantirait que tous les jeunes, quel que soit leur lieu de résidence, puissent bénéficier des mêmes opportunités éducatives. Selon Mbita Micheline Serge, Délégué Régional des Enseignements Secondaires du Sud, "Il est crucial que nous investissions de manière équitable dans les infrastructures éducatives de toutes nos régions. Parce qu'une population bien formée et éduquée est le moteur de l'innovation et de la croissance économique".⁴³² Cette déclaration souligne l'importance d'une répartition équitable des ressources éducatives pour promouvoir une croissance inclusive et durable. De plus, Belinga Gilbert, Délégué Régional de l'éducation de Base de la région du Sud, renforce cette idée en affirmant que l'égalisation du niveau d'accessibilité à l'éducation de qualité à tous le Cameroun et particulièrement aux populations du Centre et du Sud amène à produire des talents exploitables dans chacune des régions et utiles à servir les besoins de la nation.⁴³³

De manière brève, l'égalisation du niveau d'accessibilité à l'éducation de qualité entre le Centre et le Sud Cameroun est essentielle pour la formation d'une population capable d'innover et de contribuer de manière significative au développement national et régional. Après avoir présenté les enjeux d'un développement équilibré entre les régions du Centre et du

⁴³² Mbita Micheline Serge 57 ans..., Ebolowa le 29 avril 2024.

⁴³³ Belinga Gilbert 59ans..., Ebolowa le 22avril 2024.

Sud, il est impératif pour nous d'examiner les stratégies qui peuvent être mises en place pour stimuler le développement de ces deux régions.

3- Perspectives pour un développement inclusif et équilibré

Pour garantir la prospérité et le bien-être de toutes les régions du Cameroun, face aux défis de la mondialisation comme l'instabilité financière, les déséquilibres sociaux, les migrations, la dégradation de l'environnement. Il est impératif d'adopter une approche qui valorise la diversité régionale tout en favorisant une croissance harmonieuse et durable.

a- Axer le développement sur l'agriculture

Pour assurer un développement national global et régional équilibré, les politiques étatiques doivent accorder une attention particulière à des secteurs clés tels que l'agriculture. L'agriculture désigne l'ensemble des travaux transformant le milieu naturel pour la production des végétaux et des animaux utiles à l'homme.⁴³⁴ Elle peut également signifier le mode particulier de production fondé sur le processus de croissance des plantes et des animaux⁴³⁵.

Au lendemain de son accession à la magistrature suprême, l'actuel président de la république Paul Biya déclare dans un discours le 24 février 1983, " parmi les secteurs de l'activité économique nationale, et loin de négliger les secteurs industriels et des services, l'agriculture demeure le premier, celui qui, complémentaire des autres, offre le plus de débouchés et rapporte le plus de devises, celui qui assure l'autosuffisance alimentaire"⁴³⁶. C'est-à-dire l'agriculture ne doit pas seule être faite pour répondre aux besoins alimentaires mais aussi pour impulser le développement du Cameroun à l'échelle nationale et internationale.

Depuis 1983, l'agriculture occupe donc une place centrale dans les projets de développement du Cameroun, reflétant la reconnaissance de son importance pour la croissance économique et le bien-être des populations. L'agriculture apparaît dans le discours des autorités politiques camerounaises comme le secteur prioritaire de l'économie.⁴³⁷ Les pouvoirs publics peuvent donc se servir de ce pilier far de l'économie pour impulser le développement du Cameroun à l'échelle national et mondial pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le secteur agricole offre un potentiel immense en termes de création, d'emploi, notamment dans les zones rurales où le chômage est souvent plus élevé. En

⁴³⁴ R.D. Norton, *Politiques de développement agricoles : concepts et expériences*, 2005, p. 7.

⁴³⁵ Robert, *Dictionnaire le robert micro*, p.995.

⁴³⁶ T. Ondo Manga, *Analyse agricole mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*, Inédit 2006, p. 8.

⁴³⁷ *Ibid.*

investissant dans l'agriculture, le Cameroun peut stimuler la croissance économique en fournissant des sources de revenus stables pour les populations locales, réduisant ainsi la pauvreté et les inégalités sociales.⁴³⁸

Ensuite, l'agriculture peut contribuer à la sécurité alimentaire du pays en assurant une production suffisante de denrées alimentaires de base. En développant et en modernisant les infrastructures agricoles, le Cameroun peut augmenter sa production alimentaire nationale. Réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et garantissant l'accès à une alimentation adéquate pour l'ensemble de sa population.⁴³⁹ De manière brève, investir dans l'agriculture est indispensable pour impulser un développement équilibré tant au niveau régional que national au Cameroun.⁴⁴⁰ En exploitant pleinement le potentiel agricole du pays, le gouvernement peut non seulement stimuler la croissance économique mais aussi contribuer à l'amélioration des conditions de vies de l'ensemble de la population camerounaise

b- Promotion de l'initiative privée

La période de l'Ajustement Structurel a favorisé l'émergence d'une société camerounaise aux inégalités plurielles. D'un côté il y'a cette partie de la société qui a réussi à se créer une brèche dans l'administration publique. Elle peut s'enrichir facilement par le mécanisme de la corruption et le détournement de fonds.⁴⁴¹ De l'autre côté il y a une société démunie, enclavée qui en quête de survie, se livre des fois à des emplois qui ne relèvent pas de leur formation initiale.⁴⁴² Suite à la crise économique qui a imposé les Programmes d'Ajustements Structurels au Cameroun, le rôle traditionnel du gouvernement en tant qu'employeur principal a été compromis.⁴⁴³ Cela a conduit à des réductions massives des personnels dans le domaine de la fonction publique.

Par conséquent, le gouvernement a été contraint de se retirer en tant qu'acteur majeur sur le marché de l'emploi, laissant de nombreux travailleurs dépendants de l'initiative privée pour leur subsistance. Dans la promotion de l'initiative privée, le gouvernement camerounais avait déjà mis sur pied des organismes dans le but de résoudre le problème de l'emploi. Il s'agit principalement du Fond National de l'Emploi (FNE) créé le 27 avril 1990.⁴⁴⁴ Il avait cinq

⁴³⁸ Anonyme 55 ans, Cadre à la délégation régionale de l'agriculture et du développement rural de la région du Centre. Yaoundé le 29 mai 2024.

⁴³⁹ Anonyme 55 ans..., Yaoundé le 29 mai 2024.

⁴⁴⁰ *Idem.*

⁴⁴¹ Youmeni, 'Impact social des...', p. 119.

⁴⁴² *Ibid.*

⁴⁴³ *Ibid.*, p. 120.

⁴⁴³ *Ibid.*

⁴⁴⁴ <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/fonds-national-de-1%272mploi>. Consulté le 28 Mai 2024

principaux objectifs parmi lesquels accroître les possibilités d'emploi, diffuser les formations aux chercheurs d'emplois, favoriser l'insertion des jeunes dans le circuit de production ; favoriser la réinsertion des travailleurs licenciés ; concevoir financer et suivre des programmes ayant trait à la formation sur le tas et à l'apprentissage de la formation formelle et enfin l'autocréation de l'emploi.⁴⁴⁵ Le PAJER-U (Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine) créée en 2007,⁴⁴⁶ qui militait pour une conception d'aide aux jeunes en quête d'emploi ou de démarrage d'une activité. Ces différentes structures ont été mise en place pour lutter contre le phénomène du chômage qui s'accroît de plus en plus au sein de la société camerounaise.

Encourager l'entrepreneuriat et soutenir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) permettra donc de créer des opportunités d'emploi dans divers secteurs de l'économie. En offrant un environnement propice à l'émergence et la croissance des entreprises privées, le Cameroun peut stipuler la création d'emplois durables et réduire le taux de chômage. Par exemple, en soutenant les jeunes entrepreneurs à travers les programmes de formations, des financements et le mentorat, le gouvernement peut encourager l'émergence des secteurs tels que la technologie, le tourisme. De manière brève, soutenir l'initiative privée d'emploi est une stratégie essentielle pour promouvoir un développement national inclusif et équilibré au Cameroun. Parce qu'en investissant dans l'entrepreneuriat, et en encourageant la croissance des PME le gouvernement crée des emplois, stimule la diversification économique et réduit les disparités régionales pour contribuer ainsi à l'amélioration des conditions de vies des populations.

En somme, ce chapitre était reparti en trois articulations. La première articulation portait sur l'analyse de la qualité des efforts de développement déployés dans les régions du Centre et du Sud du Cameroun depuis 1983. Nos investigations ont relevé une réalité complexe : malgré les nobles intentions sous-tendant l'initiative des politiques étatiques de développement, leur mise en œuvre est entachée d'une certaine ambivalence. Ce constat soulève des questions cruciales quant à leur réelle portée sur le terrain. La deuxième articulation de cette analyse était axée sur l'examen des répercussions de la mise en œuvre de ces politiques sur le bien-être des populations du Centre et du Sud. Il en ressort clairement que celles-ci engendrent de nombreuses conséquences sur la vie des habitants, touchant à la fois des sphères économiques

⁴⁴⁵ J-p. Timnou, "Le programme dimension sociale de 'ajustement au Cameroun' : l'exclusion du monde rurale", in G. Courade (sd), *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 1994, p. 89.

⁴⁴⁶ A. Tehuileu, "Insertion socio-économique : foison d'opportunités", *Cameroun tribune*, 27 février 2022. Consulté en ligne le 28 Mai 2024.

sociales et physiques. Ces retombées peuvent se manifester à travers des dynamiques complexes telles que l'accès inégal aux ressources, des disparités socio-économiques. Ainsi, pour envisager un véritable progrès équilibré, il devient impératif d'aborder ces défis avec lucidité et de penser les approches étatiques pour une transformation, plus significative et inclusive. Enfin, la dernière articulation portait sur les enjeux et les perspectives d'un développement régional équilibré. Il est clair que pour favoriser un progrès harmonieux et durable au Cameroun dans l'ensemble, les politiques étatiques de développement doivent se concentrer sur des axes stratégiques tels que l'agriculture et la promotion de l'entrepreneuriat. Ces secteurs clés non seulement stimulent la croissance économique, mais aussi ils contribuent également à renforcer la résilience des communautés et à réduire les disparités régionales. En investissant dans ces domaines stratégiques, le gouvernement peut catalyser un changement positif qui profite à tous les citoyens.

CONCLUSION GÉNÉRALE

En entreprenant ce travail sur les politiques étatiques et le développement des régions au Cameroun, avec un accent mis sur les régions du Centre et du Sud de 1983 à 2022, il s'est agi de s'intéresser à l'implémentation des politiques étatiques en matière de développement dans les régions du Cameroun en général, et celles du Centre et du Sud en particulier. Concrètement, nous avons voulu comprendre les raisons des déséquilibres qui s'offrent à première vue à toute personne qui visite ces deux régions entre 1983 et 2022. Cette période marquée par divers changements politiques et économiques, permet d'analyser comment les décisions gouvernementales ont façonné l'évolution de deux régions. Depuis 1983, le Cameroun a mis en œuvre plusieurs réformes et programmes visant à stimuler le développement régional. Ainsi, pour des besoins d'analyses, nous avons structuré le travail en 4 principaux chapitres.

Tout d'abord, nous avons présenté la philosophie nationale de développement du Cameroun depuis 1983, basée sur le libéralisme communautaire. Ce paradigme de développement met l'homme au centre de toute initiative, soulignant l'importance de l'épanouissement individuel et collectif dans un processus de croissance économique et sociale. En s'appuyant sur cette philosophie, le Cameroun cherche à promouvoir une participation active de ses citoyens dans la gouvernance, en les considérant non seulement comme des bénéficiaires mais aussi comme des acteurs clés du développement. La suite de l'analyse portait sur les politiques spécifiques de développement régionales mises en œuvre au Cameroun, notamment la décentralisation, la redistribution des richesses et l'équilibre régional. Nous avons analysé comment la décentralisation a été envisagée pour rapprocher l'administration des populations locales et encourager une gestion autonome. De plus, nous avons examiné les mécanismes de redistribution des richesses visant à réduire les inégalités entre les régions et assurer un développement harmonieux. Enfin, nous nous sommes penchés sur les efforts déployés pour maintenir un équilibre régional entre les régions.

Par ailleurs, la multitude de facteurs économiques démographiques, géographiques internationaux et le rôle des élites ont influencé le développement de ces deux régions. Sur le plan économique, la diversité des activités productrices, telles que l'agriculture, l'exploitation forestière et les industries agro-alimentaires, a généré les dynamiques de croissances variées et spécifiques à chaque région. D'un point de vue démographique, les mouvements de population, la croissance urbaine a modifiés les besoins et les priorités en matière de développement. En intégrant ces différents facteurs économiques, démographiques et le rôle des élites, notre étude a offert une vision des forces motrices derrière le développement des régions du Centre et du

Sud, soulignant l'importance de ces variables dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques régionales.

En ce qui concerne la comparaison de l'implémentation des politiques étatiques sur le développement des régions du Centre et du Sud, il en ressort que sur le plan quantitatif, la région du centre affiche une longueur d'avance assez significative sur la région du Sud. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs notamment administratifs, géographiques économiques. Administrativement, la région du Centre abrite la capitale politique nationale Yaoundé qui est non seulement le siège des institutions gouvernementales, mais aussi un pôle d'attraction pour les investissements et les projets de développement. Géographiquement, cette centralité confère à la région un avantage stratégique, facilitant les échanges et les communications avec d'autres parties du pays. Sur le plan économique, la concentration des infrastructures, des services et des opportunités d'emploi attire une forte population vers la région centre. L'avance de la région du Centre par rapport à celle du Sud se traduit par une plus grande concentration d'investissements infrastructurels ainsi qu'un taux plus élevé de projets de développement réalisés. Toutefois, en se basant sur le ratio et la qualité du développement, il apparaît que les régions du Centre et du Sud sont presque au même niveau de développement. Cette équivalence se manifeste particulièrement dans la qualité des infrastructures et des services sociaux de base. Les deux régions malgré les apparences de disparité, partagent des difficultés communes qui influent significativement sur leur épanouissement. La comparaison sur l'aspect qualitatif a relevé que les régions du Centre et du Sud se trouvent au même niveau notamment en ce qui concerne la qualité des infrastructures routières et la qualité des enseignements dispensés aux apprenants.

En réalité, aucune région n'est favorisée par rapport à une autre. Conçues à l'échelle nationale, ces politiques cherchent à stimuler le développement à la fois de la région du Sud et de celle du Centre sans intention délibérée de laisser une région à la traîne. Les politiques étatiques sont donc conçues pour garantir une répartition équitable des ressources et des investissements, visant à promouvoir un développement harmonieux et inclusif à l'échelle nationale. Cette stratégie équilibrée reflète la volonté de l'État de réduire les disparités régionales, renforcer la cohésion nationale et de permettre à chaque région de contribuer pleinement au développement global du Cameroun.

Cette étude, bien que substantielle dans l'analyse des initiatives de développement entre les régions du Centre et du Sud Cameroun n'est pas totalement explorée. D'autres secteurs comme le développement humain, l'adduction en eau potable, l'électrification, peuvent également être étudiées enfin d'évaluer la situation de développement de ces deux régions. En

prenant en compte ces autres dimensions, l'étude pourrait offrir une perspective plus complète et nuancée de la situation de développement actuel. L'intégration d'autres aspects pourrait confirmer les résultats actuels de l'étude. Cependant, il est également possible que les résultats obtenus relèvent des lacunes, des inégalités non identifiées initialement suggérant que l'une des deux régions n'a pas bénéficié équitablement des efforts de développement. Ainsi, un débat est ouvert à une exploration approfondie des autres secteurs de développement, ainsi que d'autres facteurs à la base de l'épanouissement des populations concernées pour garantir une évaluation plus exhaustive et juste des initiatives de développement entre les régions du Centre et du Sud.



ANNEXES

Annexe 1 : Guide d'entretien**GUIDE D'ENTRETIEN**

Ce guide d'entretien est élaboré dans le cadre de la collecte des informations pour la rédaction d'un mémoire en Histoire Politique et Relations Internationales sur le sujet suivant :

« *Politiques étatiques et le développement des régions au Cameroun. Cas des régions du centre et du sud 1983-2022* ».

Nom de l'étudiant : Bernadette BENGONO MENOUNGA

Licence en Histoire

Sous la direction de

Alexis TAGUE KAKEU

Professeur Titulaire des Universités

Les informations collectées dans le cadre de cette étude sont confidentielles et ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celui de ce mémoire.

I-OBJECTIFS DE L'INTERVIEW

Cette interview devrait fournir un aperçu sur les différentes politiques de développement du Cameroun sous le régime du renouveau, recueillir des opinions et des expériences des résidents des régions du centre et du sud Cameroun pour contribuer ainsi à une analyse comparative et approfondie du rôle de l'État dans leur développement des deux régions étudiées. De manière brève, cette entrevue devrait apporter plusieurs éléments cruciaux pour enrichir la compréhension de cette dynamique.

En somme, l'entrevue devrait fournir un aperçu détaillé des expériences, des opinions et des idées des résidents des régions du centre et du sud Cameroun.

II-INFORMATIONS SUR LES INTERVIEWÉS

NOM (S) ET PRÉNOM (S).....*AGE*.....
PROFESSION.....*LIEU*.....
DATE.....*TEL*.....

III-QUESTIONS GÉNÉRALES

1-Quelles sont les politiques de développement au Cameroun depuis 1983 ? Comment évaluez-vous l'efficacité de la gouvernance locale dans votre région ?

2-Pourquoi l'État a établi les politiques de développement régionales ? Quelles sont ces politiques ?

3-Quels types d'investissements publics ont été réalisés dans votre région au cours des dernières années ?

4-Comment ces investissements ont-ils influencé le développement économique et social ?

5-Quels changements ou amélioration suggérez-vous pour renforcer l'action de l'État dans le développement de votre région ?

- 6-Avez-vous d'autres commentaires ou observations importantes à partager sur ce sujet ?
- 7-Evaluez l'état des infrastructures de base (routes, énergie, éducation, santé) dans votre région ?
- 8-Dans quelle mesure ces infrastructures ont facilité le développement local ?
- 9-Que pensez-vous de la situation socio-économique de votre région ? Pouvez-vous nous parler de votre perception générale du développement dans votre région au cours de ces dernières années ?
- 10- Que pensez-vous des politiques de développement mises en place par l'État dans votre région ?
- 11-Avez-vous une idée des retombées de ces politiques sur la croissance économique et la qualité de vie ?
- 12-Quelles sont les initiatives locales pour impulser le développement de votre région ?
- 13-Dans quelle mesure la population locale est-elle impliquée dans le processus de planification et de prise en charge des décisions liés au développement ?
- 14-Quelles sont les conséquences à long terme d'un développement non harmonieux entre les régions du Cameroun ?
- 15-Quelles sont les mesures que l'État peut prendre pour un développement plus harmonieux entre les régions du centre et du sud ?
- 16-Dans quelle mesure est-ce que la communauté internationale peut intervenir dans le développement des régions du Cameroun ?
- 17-Quelles sont les conséquences socio-économiques d'un développement déséquilibré entre les régions du Sud et du centre ?
- 18-Quelles sont les perspectives d'avenir pour un développement global des régions du Cameroun ?
- 19- Comment pourrait-on améliorer la participation citoyenne dans ces domaines ?
- 20- Que pensez-vous du développement de la région du "sud ou centre" par rapport au développement de votre région ?

Annexe 2 : Attestation de recherche délivrée par le chef du département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **BOKAGNE BETOBO Edouard**, chef de Département d'histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiante **BENGONO MENOUNGA Bernadette**, matricule **19L928**, est inscrite en Master 2 dans ledit Département, option Histoire des Relations Internationales. Elle mène sous la direction du Professeur **TAGUE KAKEU Alexis**, une recherche portant sur le thème : « **L'impact des politiques étatiques sur le développement des régions au Cameroun. Etude comparée des régions du Centre et du Sud (1983-2022)** ».

Nous la recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentation, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.



Fait à Yaoundé le... 26 FEV 2024

Bokagne

Le chef de Département

Bokagne Betobo Edouard

Maitre de Conférences

Annexe 3 : Autorisation de recherche délivrée par le Délégué Régional des Enseignements Secondaires de la région du Centre.

<p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN <i>Paix – Travail – Patrie</i></p> <p>MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES</p> <p>DELEGATION REGIONALE DU CENTRE</p> <p>INSPECTION REGIONALE DE PEDAGOGIE/SH ✓ BP : 5281 YAOUNDE-NLONGKAK – Tél. / 222238101</p>	<p>REPUBLIC OF CAMEROON <i>Peace-Work-Fatherland</i></p> <p>MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION</p> <p>CENTRE REGIONAL DELEGATION</p> <p>REGIONAL INSPECTORATE OF PEDAGOGY/S</p>
---	---

AUTORISATION DE RECHERCHE

N° 279 /24/AR/MINESEC/DRES-CE/IRP-SH ✓

Le Délégué Régional des Enseignements Secondaires pour le Centre soussigné,

Accorde une autorisation de recherche à Madame BENGONO MENOUNGA Bernadette, matricule 19L928, étudiante en Master II au département d'histoire de l'Université de Yaoundé I.


L'intéressée qui conduit une recherche sur le thème « l'impact des politiques étatiques sur le développement des régions au Cameroun : Etude comparée des régions du Centre et Sud (1983-2022) » est autorisée, pendant une période de deux mois à partir de la date de signature de la présente attestation, à avoir accès aux personnes ressources et autres sources d'informations susceptibles de faciliter sa recherche dans nos services.

Yaoundé, le 25 AVR 2024

Ampliations :


- MINESEC
- Université Yaoundé I
- Intéressée
- Chrono

Le Délégué Régional



Dr. NDEMBA Sidonie Thérèse
PLEG H. E

Annexe 4 : Autorisation de recherche délivrée par le Délégué Régional de la santé publique de la région du Sud.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix – Travail - Patrie ***** MINSTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ***** DELEGATION REGIONALE DU SUD ***** BUREAU DE LA FORMATION ET DU PARTENARIAT		REPUBLIC OF CAMEROON Peace – Work – Fatherland ***** MINISTRY OF PUBLIC HEALTH ***** SOUTH REGIONAL DELEGATION *****
N° <u>468</u> /AR/MINSANTE/SG/DRSPS/BFP		Ebolowa, le <u>24 AVR 2024</u>

AUTORISATION DE RECHERCHE

Dr ANDJEMBE ESSOLA José, Délégué Régional de la Santé Publique du Sud soussigné,

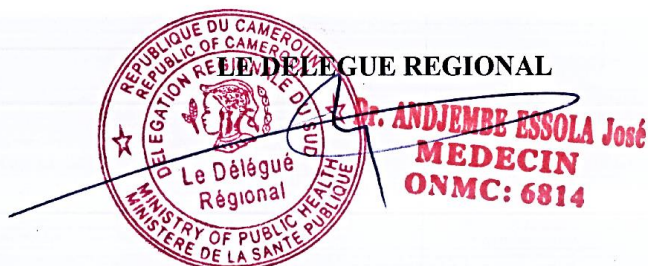
Autorise Madame BENGONO MENOUNGA Bernadette, Matricule 19L928, étudiante en MASTER II à l'Université de Yaoundé I ; option Relations Internationales ; à effectuer des travaux de recherche et une collecte des données dans la région sanitaire du Sud, et les Programmes de Santé ; en vue de la rédaction de son Mémoire portant sur le thème : « **POLITIQUES ETATIQUES ET DEVELOPPEMENT DES REGIONS AU CAMEROUN : ETUDES COMPAREES DES REGIONS DU CENTRE ET DU SUD 1983-2023** ».

Cette autorisation reste valable pour la période allant du **25 Avril au 25 Juillet 2024**.

En foi de quoi la présente autorisation de recherche lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

AMPLIATIONS :

- MINSANTE
- GOUV-Sud
- Concerné
- Archives/Chrono



Annexe 5 : Autorisation d'entretien délivrée par Bureau de la formation et du partenariat de la Délégation Régionale de la Santé Publique de la région du Sud.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix – Travail - Patrie ***** MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ***** DELEGATION REGIONALE DU SUD ***** BUREAU DE LA FORMATION ET DU PARTENARIAT N° <u>466</u> /L/MINSANTE/SG/DRSPS/BFP		REPUBLIC OF CAMEROON Peace – Work – Fatherland ***** MINISTRY OF PUBLIC HEALTH ***** SOUTH REGIONAL DELEGATION ***** Ebolowa, le <u>24 AVR 2024</u>
--	---	--

Réf : V/L BCL du 15/04/2024

Le Délégué Régional

A

MADAME BENGONO MENOUNGA
Bernadette

Objet: Sollicitation d'un Entretien.

Madame,

Nous accusons bonne réception de votre correspondance d'objet et de référencer repris en marge.

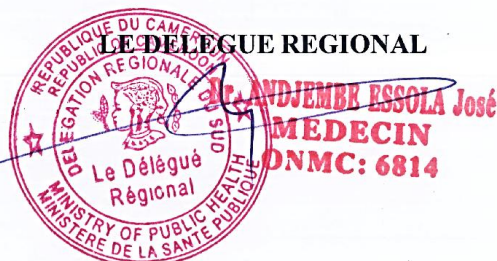
Y faisant suite et pour vous en donner les moyens,

J'ai l'honneur de vous marquer mon accord de principe et vous invite à bien vouloir vous rapprocher de mes services compétents à savoir, le **Bureau de la Formation et du Partenariat** ; dans les délais de votre convenance , pour la mise à disposition des informations sollicitées dans le cadre de la rédaction de votre mémoire de Master II, option Relations Internationales à l'Université de Yaoundé I et dont le thème porte sur : « **LES POLITIQUES ETATIQUES ET DEVELOPPEMENT DES REGIONS AU CAMEROUN :ETUDES COMPAREES DES REGIONS DU CENTREET DU SUD 1983-2022** ».

Je vous exprime par ailleurs mes encouragements et vous réitère ma disponibilité pour l'accompagnement du projet d'étude que vous soutenez.

AMPLIATIONS:

- MINSANTE
- GOUV-SUD
- Archives/Chrono.



Annexe 6 : Autorisation délivrée par le Délégué Régional des Enseignements Secondaires de Délégation Régionale du Sud

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

DELEGATION REGIONALE DU SUD

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

B.P 77 Ebolowa – Tél 222-28-31-87/ Fax 222-28-32-75

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

SOUTH REGION DELEGATION

SUB-DIRECTORATE OF GENERAL AFFAIRS

P.O. BOX 77 Ebolowa – Phone 222-28-31-87/ Fax 222-28-32-75

Ebolowa, le 23 AVR 2024

N° 180/24 /L/MINESEC/DRES/SDAG/SU

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

A

Madame BENGONO MENOUNGA Bernadette
Master II -UY-1
HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES
Tél; 655 90 16 51

Objet : V/Demande d'autorisation d'accès aux archives

Madame ~~la Ministre~~

Faisant suite à votre correspondance dont l'objet est repris en marge ;

Je marque mon accord pour la consultation des archives de notre Délégation Régionale.

Au ^{vu} des documents recherchés, je vous recommande de prendre attache au préalable, avec le Chef de Service de la Carte Scolaire.

Veuillez agréer Madame, l'expression de ma considération.

LE DELEGUE REGIONAL,

AMPLIATIONS

- MINESEC/DOVAS
- ARCHIVES/CHRONO



BITA MICHELINE SERGE
PLEG - BILINGUE
HORS - ECHELLE

Annexe 7 : Demande d'autorisation d'accès aux archives de la délégation Régionale de l'Agriculture et du Développement Rural

BENGONO MENOUNGA

Bernadette

MASTER II- UY-1

Histoire des Relations Internationales

Matricule **19L928**

Tél : +237 655901651

Email : *bmenounga201@gmail.com*

Yaoundé, 15 Avril 2024

DELEGATION REGIONALE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL DU CENTRE
ARRIVEE LE 18/04/2024
SOUS LE N° 096

AU

**Délégué Regional Du Ministère de
l'Agriculture et du Développement
Rural de la Région du Centre**

Objet : Demande d'autorisation d'accès aux archives.

Cher délégué régional,

Je viens auprès de votre haute bienveillance solliciter votre accord pour la consultation des archives de votre délégation. Étudiante en Master II Histoire à l'Université de Yaoundé I, la rédaction du mémoire sur un thème de notre choix conditionne l'obtention du diplôme.

En effet, étant intéressée par les sciences humaines et plus précisément l'Histoire, notre choix s'est porté sur les politiques de développements au Cameroun. Ainsi, nous avons choisi de mener une étude approfondie sur le thème : **"POLITIQUES ÉTATIQUES ET DEVELOPPEMENT DES REGIONS AU CAMEROUN : ÉTUDES COMPARÉES DES REGIONS DU CENTRE ET DU SUD 1983-2022"**.

Vue le champ de recherche qui porte sur des aspects en rapport avec vos activités, nous vous prions humblement de bien vouloir mettre à notre disposition toutes informations et documents pouvant nous être utile dans le cadre de cette recherche.

Je m'engage à garder le secret sur la documentation consultée, et à n'utiliser les données collectées qu'à des fins scientifiques.

Dans l'attente d'une suite favorable, je vous prie de recevoir, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Pièces jointes :

- Photocopie CNI
- Photocopie de l'attestation de recherche
- Inventaire des documents recherchés

BENGONO MENOUNGA
Bernadette

SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. SOURCES ORALES

N°	Noms et prénoms	Âges	Qualité	Lieux	Dates
1	Aicha Adamou	52 ans	Ménagère	Yaoundé	27/5/2024
2	Andjembe Assola José	55ans environ	Délégué Régional de la Santé Publique	Ebolowa	29/4/2024
3	Ango Joseph	68 ans	Commerçant	Zoétéélé	8/4/2024
4	Anonyme	45 ans	Cadre à la DRES/Centre	Yaoundé	26/4/2024
5	Anonyme	52 ans	Cadre à la DREB/Centre	Yaoundé	17/5/2024
6	Anonyme	45 ans	Cadre au MINEPAT	Yaoundé	7/2/2024
7	Anonyme	49 ans	Cadre à la DREB/Centre	Yaoundé	17/5/2024
8	Anonyme	55 ans	Cadre à la DRASR/Centre	Yaoundé	29/5/2024
9	Anonyme	58 ans	Cadre à la DRTP/Centre	Yaoundé	17/4/2024
10	Anonyme	70 ans	Ancien chauffeur du village Akoum 2	zoétéélé	8/4/2024
11	Atangana Mireille	49 ans	Commerçante	Yaoundé	30/5/2024
12	Ekobena Abina David	58 ans	Cadre à la DRES/Sud	Ebolowa	29/4/2024
13	Ango Joseph	68 ans	Cultivateur	Zoétéélé	8/4/2024
14	Atangana Mireille	49 ans	Commerçante	Yaoundé	30/5/2024
15	Belinga Gilbert	59 ans	Délégué Régional de l'éducation de Base de la région du Sud	Ebolowa	22/4/2024
16	Bengondo Ayang Siméon	52 ans	Cadre à la DRTP/Sud	Ebolowa	30/4/2024
17	Binoung Noa	40	Cadre à la DRTP/Centre	Yaoundé	17/4/2024
18	Bengondo Ayang Siméon	52 ans	Cadre à la DRTP/Sud	Ebolowa	30/4/2024
19	Ewane Francois	25	Cadre à la DREE/Sud	Ebolowa	22/4/2024
20	Efouba Honorine Aghate	60 ans	Commerçante	Yaoundé	24 /5/2024
21	Ewane Francois Joane	25 ans	Cadre à la DREE/Sud	Ebolowa	24/4/2024
22	Kouna Obono	25 ans	Infirmière	Yaoundé	4/5/2024
23	Mbita Micheline Serge	57 ans environ	Délégué Régional des Enseignements Secondaires de la région du Sud	Ebolowa	29/4/2024
24	Mekondane René	50 ans	Ingénieur agricole	Yaoundé	1/6/2024
25	Nanga Gerome	44 ans	Enseignant vacataire	Yaoundé	25/5/2024
26	Ndemba Sidoine Thérèse	52 ans environ	Délégué Régional des Enseignements Secondaires de la région du Centre	Yaoundé	26./4/2024
27	Ndongo Mathurin	59 ans	Conducteur de voitures	Lobo	15/5/2024
28	Nga Fouda Line Epe Bamela	50 ans	PENI, Chef service de la carte scolaire DREB/Sud	Ebolowa	22/4/2024
29	Ngah marceline	40 ans	Inspectrice des Impôts	Yaoundé	14/2/2024
30	Ngono Marthe	60 ans	Commerçante	Yaoundé	1/4/2024
31	Nnaga Isabelle	33 ans	Présidente OJRDPC	Yaoundé	21/5/2024

32	Ngudé Eko Dorotheé	69 ans	Commerçante (Bayam-selam)	Yaoundé	24/5/2024
33	Olé paul Martial	40 ans	Technicien du Génie-Sanitaire DRSP/Sud	Ebolowa	29/4/2024
34	Ondoua Biyo'o Justin	56 ans	Capitaine des armées retraité	Zoétélé	8/4/2024
35	Tsélé Bénédicte	65 ans	Cultivatrice	Mbakomo	1/4/2024
36	Ekosso Patrick	45 ans	Cadre à la DRSP/Sud	Ebolowa	29/4/2024
37	Tjanda Adalbert	40 ans	IDE chef bureau du District de santé d'Edéa	Yaoundé	4/5/2024
38	Tsafack Jules	68 ans	Commerçant	Yaoundé	1/4/2024
39	Verbe Viviane	55 ans environ	Médecin gynécologue	Yaoundé	4/5/2024

II. BIBLIOGRAPHIE

A- OUVRAGES

1. Ouvrages généraux

Annuaire statistique au Cameroun, *Recueil des séries d'informations statistiques sur les activités économiques, sociales, politiques et culturelles du pays jusqu'en 2013*, Edition 2013, Anonyme, *Réforme économique numéro spécial*, 2004.

Beaud M., *L'Art de la thèse. Comment préparer et rédiger un mémoire de master, une thèse de doctorat ou tout autre travail universitaire à l'ère du net*, Paris, La découverte, 5^e ed.2006.

Bertini B. et al., *Engagement citoyen ici et là-bàs. Insertion pluro-téritorialee des migrantx ' France, bassin du fleuve Sénégal)*, Université Catholique Louvain-la –Neuve Belgique, 2008.

Binoche B., “La faute à la Helvétius ou le matérialisme après coup” In *Lumière, matérialisme morale : autour de Diderot*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2016.

Biya P., *Pour le libéralisme communautaire*, Lausanne, Éditions Fravres SA, 2018.

Blanchet G., *Réflexion sur les élites et le développement économique en Afrique noire*, OSTROM, Paris, 1969.

Bwele G., *Encyclopédie de la République Unie du Cameroun*, Tome 3, Douala, NEA, 1981.

Cadiou, F., et al., *Comment se fait l'histoire. Pratiques et enjeux*, Paris, Editions la découverte, 2005.

Chief Mila Assouté, P., *Le Cameroun change*, Paris, L'Harmattan, 2008.

Clark, C., *Théories du développement économique* 2^{ème} Edition, PUF, Paris 1976.

Combe, Cusset., *Petit vocabulaire économique*, Lyon, Chronique Sociale, 1974

Conte B., *Développement : Concept et différentes approches*, Inédit, 2001.

Delas, J-P. Milly, B., *Histoire des pensées sociologiques*, Paris Armand Colin, 2022.

Delphine Edithe Emmanuel., ‘ ‘ L'institutionnalisation de l'opposition dans les états d'Afrique francophone’’, *nouvelles annales africaines*, 2012.

Département d'Histoire Université de Yaoundé 1, *Le guide de méthodologie pour la rédaction de thèse mémoires et articles*, CEPER, 2026.

- Deubel, P., et al**, *Dictionnaire de sciences économiques et sociales*, Paris, Bréal, 2008.
- Dominguez-Torres et al**, “ Cameroon- infrastructure : A continental Perspective”, Washington DC, *The International Bank for Reconstruction and Development*, 2011.
- Durkheim, E.**, *Les règles de la méthode en science sociale*, Paris, Flammarion 1988P.
- Frangniere**, *Comment réussir un mémoire*, Paris, Dunod, 1986.
- Eboua, S.**, *D’Ahidjo à Biya, le changement au Cameroun*, Paris, L’Harmattan, 1996.
- Eboussi Boulaga, F.**, *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, L’Harmattan, 1997.
- Essono J.M.**, *Yaoundé une ville une histoire*, Yaoundé Cameroun, Asuzoa, 2016.
- Eyinga Abel.**, *L’UPC une révolution manquée ?* Paris, l’Harmattan, 2004.
- Fozing I.**, *L’éducation au Cameroun entre la crise et l’ajustement économique*, Paris, l’Harmattan, 2014.
- Franqueville, A.**, *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun*, paris, OSTROM, 1987.
- Freund, J.**, *Qu’est-ce que la politique ?* Paris, Sirey, 1996.
- Gordon Mace et Petry F.**, *Guide d’élaboration, d’un projet de recherche en science sociale*, paris boerk Université, 2003.
- Guiffo, P.**, *Le rapport de Guiffo sur l’Etat*, Yaoundé, Éditions l’ESSOAH, 1998.
- INS**, *Annuaire statistique de la région du Sud*, 2019.
- INS**, *Annuaire statistique de la république du Cameroun*, 2017.
- Ki-Zerbo, J.**, *L’histoire de l’Afrique noire d’hier à demain*, Paris, Hatier, 1978.
- Machiavel, N.**, *Le prince*, Edition Flammarion, 1532.
- Mandzrui A. et Wondji C.** (sd), *Histoire générale de l’Afrique, Afrique depuis 1937*, volume 7, Paris, Unesco, 1998.
- Mang, M. C.**, *Pour l’efflorescence nationale : Essai sur l’insertion sociale des jeunes camerounais pour le développement*, Paris, l’Harmattan, 2018.

Mbadiffo Kouamo, R., *Droit fiscal camerounais et traitement des impôts et taxes selon le système comptable OHADA*, Inédit.

Mbembe J. A., *La Naissance du Maquis dans le Sud*, Paris, Karthala, 1996.

Mcveigh, J.C., *Energy around the world: An introduction to energy studies, global resource needs utilization*, Pergamon press, 1984.

MINDDEVEL, *Gestion des services sociaux de base*, 2020

MINEDUB., *Base de données du Minedub 2020-2021*

MINEFOP, *Annuaire statistique de la formation professionnelle 2006-2017, 2017-2028, 2018-2019, 2021.*

MINEPAT, *1960-2010, 50 ans, L'économie camerounaise*, Yaoundé, Idées Neuves Corporate 2010.

MINEPAT, *Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi*, 2010.

MINEPAT, *Stratégie Nationale de développement, 2020-2030.*

MINESEC., *Annuaire statistique du minesec 2020-2021.*

MINSANTE, *Catre sanitaire programmatique-janvier 2023.*

MINTP, *Correspondance entre ancienne et nouvelle nomenclature : Routes régionales.*

Navarro, M., *Les inégalités de revenus*, Paris, Armand colin, 2006.

Nda. P., *Méthodologie et guide pratique de mémoire de recherche et de thèse de doctorat*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Ngahant, J.R. Mukama, N., *Le Cameroun face au défi de la pauvreté et de l'emploi des jeunes : Analyse critique et proposition*, Yaoundé, Jeune Horizon, 2004.

Ngoh, V. J., *Cameroun 1884-1985 cent ans d'histoire*, Yaoundé CEPER 1990

Njoh Mouelle, E., *De la médiocrité à l'excellence : Essai sur la signification humaine du développement*, Yaoundé, Clé, 1998.

Nkoum, A., *Initiation à la recherche : une nécessité professionnelle*, Yaoundé, presse de l'UCAC, 2005.

Noizit, C., *La coopération décentralisée et le développement local. Les instruments juridiques de coopération*, Paris, l'Harmattan, 2003.

Ondoa Manga, T., *Analyse agricole mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*, Inédit 2006.

Oyono, R. R., *Communes et Régions du Cameroun*, Yaoundé, SOPECAM, 2015.

Pigeaud, F., *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, 2011.

Quivy, R., Campenhout L. Van., *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995.

Santoir, C., *Atlas régional sud-Cameroun*, Yaoundé, ORSTOM, 1995.

Sigogne, P. et Fitoussi J. P., *Les cycles économiques*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1994.

Suh Neba, A., *Géographie moderne de la république unie du Cameroun*, Bamenda, Neba, 1987.

Tassou, A., *Urbanisme et décentralisation au Cameroun. Essais d'analyse historique de la gestion urbaine (1900-2012)*, Paris, l'Harmattan, 2013.

Timnou, J. P., 'Le programme dimension sociale de 'ajustement au Cameroun' : l'exclusion du monde rurale', in Georges Courade (sd), *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 1994.

Titi Nwel P., *De la corruption au Cameroun*, Yaoundé, SAAGRAP, 1999.

Touma Mama, *l'économie camerounaise pour un nouveau départ*, Yaoundé, Afrédit, 2008.

Traoré, A., *La gestion du personnel enseignant en Afrique francophone*, Paris, UNESCO, 1996.

Veyne. P., *Comment on écrit l'histoire ?* Paris, Seuil, 1971.

2. Ouvrages spécifiques

Ateba Eyene C., *Les paradoxes du « pays organisateur. Élités productrices ou prédatrices : Le cas de la province du sud Cameroun à l'ère Biya (1982-2007)*, Éditions Saint-Paul, 2008.

Biziou, M., Le libéralisme de Locke : des réductions de la raison à la politique du jugement In : *le libéralisme au miroir du droit : l'État, la personne, la propriété*, Lyon, éditions ENS, 2018.

Ganfah, P., Paul Biya, *Le héros d'un chemin escarpé*, Yaoundé, Éditions Proximité, 2021.

Georges Courade (sd)., *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 1994.

Guimdo Dongmo, B., *Les enjeux de la décentralisation au Cameroun jeux, enjeux et perspectives*, Paris, l'Harmattan, 2013.

Kengne Fodouop, *Le Cameroun face au défi du développement. Atouts, obstacles, voie à suivre*, Paris, L'Harmattan, 2012.

Lemieux, V., *Décentralisation, politique publique et relations de pouvoir*, Presses Universitaires de Montréal, 2001.

Ngane, S., *La décentralisation au Cameroun, enjeu de gouvernance*, Yaoundé, Afredit, 2008.

B- Articles

Boudoux d'Hautefeuille, M., "La route, facteur de développement socio-économique ? Une analyse des enjeux portés par les projets routiers en Guyane française", *Espaces et société*, Vol n°156-157, 2014, pp. 177-195.

Burdeau. G. "Traité de sciences politiques", volume 1, pp. 5-9.

Fambon, S., "Croissance économique, pauvreté et inégalités des revenus au Cameroun", Vol n°13, 2005, consulté le 25 janvier 2024, pp. 91-122.

Foot, S., "L'État c'est quoi ? Question sur l'historiographie des anglo-saxons, Histoire économie et société". Vol.24, 2005. p. 5.

Gognik P. Kotlok N., "Penser autrement un développement partagé, in *Plein droit*, Vol n°83, 2009, pp. 26-29.

Hernandez, E. M., "Les trois dimensions de la décision d'entreprendre," vol n° 168-169, 2006, pp. 337-357.

Huybrechts, A., "Le rôle du progrès des transports dans les économies sous développées", *Revue économique* vol n°1, 1971, pp. 143-150.

Ndongzi-Nsabimana, A., "Recettes fiscales et financement de la protection sociale dans les pays africains et d'Amérique latine," *Revue francophone du développement durable*, Vol n° 16, pp. 1-17.

Oliva, E., "La conception de l'autonomie financière locale quel contenu ? Quelle effectivité ?" Vol n°2, 2017/2, p. 13-24.

Rutherford, D., "Les trois approches de Malthus pour résoudre le problème démographique" Vol n°62, 2007, pp. 253-280.

C- Thèses et Mémoires

a- Thèses

Achoundong., "Étude écologique et floristique de la végétation des collines de Yaoundé au-dessus de 1000m", Thèse de Doctorat 3^e cycle en Géographie, Université de Yaoundé 1985.

Tague Kakeu, A., "Le sous-développement dans l'Afrique indépendante au regard du développement dans l'ancienne Égypte et le pays bamiléké de la période précoloniale", Thèse de doctorat Ph/ D en histoire, Université de Yaoundé 1, 2007.

b- Mémoires

Elembe Binde, J. C., " L'économie camerounaise face au problème de l'arrimage de la nouvelle dynamique libérale planétaire, (1960-2012)", Mémoire de Mater en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2016.

Koh, S., "Etablissement de crédit et financement de l'économie camerounaise (1962-1999)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2007.

Kuitcha Kwandjeu, R., "Infrastructures publiques et croissance au Cameroun", Mémoire de Master, Université de Douala, 2004.

Makoudjou Tchendjou, A. C., ''Déterminant de l'achèvement de l'enseignement primaire au Cameroun'', Mémoire de Master en Économie Appliquée, Institut sous régional de statistiques et d'économie appliquée, 2011.

Mbarga, D., "La gestion durable de la filière cacao dans la région du Centre Cameroun : cas du bassin de production de la lékié'', Mémoire de Master 2 IRIC, 2011.

Mbida P.R., ''De la TICAD 3 à 1 TICAD 4 : enjeux et mutations de la politique africaine de coopération du Japon'', Mémoire de Master, Université de Yaoundé 2, 2011.

Ndzie Matti, O. J., "Infrastructures routière et dynamique socio-économique dans le département de la Mefou et Akono 1992-2020'', Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1 2022.

Ngono, J.M.C., '' Valorisation du patrimoine colonial allemand et développement du tourisme dans la ville de Yaoundé'', Mémoire de Dipes 2, ENS de Yaoundé 1, 2016.

Piaplié Njimfo, R. M., ''Conception de la maladie et pratiques médicinales chez les anciens Égyptiens et les Bayagams de l'Ouest Cameroun'', Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2014.

Signe Made C. M., "Diaspora et développement local au Cameroun. Cas des localités de Mvangan dans la Mvila (Sud) et Bamendjou dans les Hauts plateaux (Ouest)", Mémoire de Master en sociologie, Université de Yaoundé 1, 2022.

Youmeni, A., "Impact social des Programmes d'Ajustements structurel au Cameroun 1987-2017'', Mémoire de Master en Histoire Université de Yaoundé 1, 2023.

Ze, A. P., "Crise économique et gestion étatique de l'insertion professionnelle des jeunes au Cameroun : cas de la région du Centre 1987-2016'', Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2020.

D- Rapports

Anonyme., ''Rapport Initiative pour la transparence des Industries Extractives du Cameroun'', 2018.

BUCREP, ''Rapport de présentation et résultats définitifs ''.

MINEDUD,'' Rapport d'analyse des données de la carte scolaire et d'alphabétisation'', 2021,
Zalakwa Maguina, Feintrenie, L., ''Rapport sur les agro-industries dans le développement
 des zones rurales et dans les stratégies de développement au Cameroun : cas de la SOSUCAM'',
 janvier 2013.

E- Archives

AMINEPAT, 3C 25, *Économie : Relance 1983-2007, Document de stratégie de la relance de
 l'économie camerounaise en but de la crise économique. Maitrise de la mise en œuvre du
 DSRP.*

AMINEPAT, 3C 21, *L'économie relance, 1984-1993, Projet de Relance de L'économie
 camerounaise, Cadre minimum de relance de L'économie camerounaise, Avant-projet, 1993.*

F- Dictionnaires

Capul, J.Y. Garnier, O. *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Paris, Hatier, 2005
Dictionnaire encyclopédique Larousse, paris, 1993.

Dictionnaire Français Larousse grand formats, Paris, Larousse, 2004.

Dictionnaire Larousse, 1957.

Ferréol, G., (dir.), *Dictionnaire de sociologie*, Armand colin, Paris 2010

Georges Pierre, Verger, F., *Dictionnaire de la géographie*, Paris, 4^e édition Quadrige, 2013.

Hemet, G. et Badie, B., *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris,
 Armand Colin, 2010.

Picohe, J., *Dictionnaire étymologique de français ; les usuels de robert*, paris, 1979.

Robert, *Dictionnaire le robert micro.*

G- Discours

Biya, P., *Ontologie des discours et interviews du président de la république du Cameroun
 1982-2002*, volume 1, Yaoundé, SOPECAM, 2002.

III. SOURCES WEBOGRAPHIQUES

<https://www-hopital-district-de-meyomessala-sud-cameroun>, consulté le 1 juin.

“ Agression dans un car de transport en commun : la compagnie Binam voyage suspendue”
Cameroun-tribune, <https://www-Cameroun-tribune.com/article-html> , consulté le 22 avril 2024.

MINSANTE, “Analyse sans complaisance le system’ de santé camerounais” pris en ligne le 3 mai 2024.

MINSANTE Annuaire médical du Cameroun by Traumatec/hopitec/Cameroon
<https://www.annuaire-medical.cm/fr> , consulté le 1 juin 2024.

MINTP, Autoroute Yaoundé-Douala : Les premiers 60 kilomètres ouverts à la circulation. -
<https://archives;wikiwix>, consulté le 28 mai 2024.

MINTP Catalogue des routes du Cameroun. Consulté le 7 Avril 2024.<https://www.piarc.org/fr>,
 consulté le 7 avril 2024.

Roger-Nifle, <https://biencommmun.coherence.com/blog-hm/2016/01/05/le-liberalisme-communautaire>, consulté le 17 février 2024.

<https://Camerounbuisnesstoday.cm/articles/3150>. Consulté le 1 juin 2024.

<https://ecomatin.net/inventaire-les-communes-evaluent-les-routes-à-leur-charge>, consulté le 28 mai 2024.

<https://fr.m.wikipedi.org/wiki/fonds-national-de-l'emploi>, consulté le 28 mai 2024 M.

Essimi,” Infrastructure routière un défi persistant dans les dix régions” pris en ligne le 29 mai 2024.

μ, consulté le 17 avril 2024

<https://www.chu-yaounde>, consulté le 29 mai.

<https://www.co,seilregionalsud.com.presentation-de-la-region-sud>, consulté le 28 mai 2024.

<https://www.ecolepublique-de-bastos>, consulté le 29 mai 2024.

<https://www.-e-dechet.com/de-/3axes-developpemt-durable.com>, consulté le 25

<https://www.fondationgacha.org/formation-et-education-les-avancees>, consulté le 30 mai 2024.

<https://www.fr.wikipedia.org/wiki/redistribution-des-richesses>, consulté le 20 février 2024.

Aimé Francis Amougou, <https://www.MINSANTE-centre-hospitalier-regional-d'Ebolowa,la-fierté-du-cameroun-et-de-la-sous-region-minsante>, consulté le 29 mai 2024.

<https://www.revuescientifique.org.adilaaku/texte/jiotsa>, consulté le 29 mai 2029.

Albert Amougou, <https://www.route.akom2-kribi>, consulté le 27 mai 2024.

Schoolmouv, <https://www.schoolmouv.fr/definition/redistribution>, consulté le 20 février 2024.

L. Sindjoun, *Identité nationale et révision constitutionnelle du 18 janvier 1996 : comment constitutionalise-t-on le "Nous" dans l'état post unitaire ?* www.polis.sciences.po.bordeaux . Consulté le 2 février 2024

MINTP, Les routes nationales du Cameroun, <https://fr.wikipedia.org/wiki/route-nationale>, consulté le 28 mai 2024.

Onana, N., " Cameroun-santé : le premier Ministre Philémon Yang inaugure l'hôpital de référence de Sangmélina, Cameroun-info net pris en ligne le 30 mai 2024.

Tchuileu, A., "Insertion socio-économique : foison d'opportunités", *Cameroun tribune*, 27 février 2022. Consulté en ligne le 28 Mai 2024.



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	i
DÉDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vii
RÉSUMÉ.....	ix
<i>ABSTRACT</i>	x
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
I. CONTEXTE DE L'ÉTUDE.....	2
II. LES RAISONS DU CHOIX DU SUJET	3
1- Les raisons scientifiques	3
2- Les raisons académiques	4
3- Les raisons personnelles	4
III. ANALYSE CONCEPTUELLE.....	4
1- Politique étatique	4
2- Développement.....	6
IV. CADRE SPATIO-TEMPOREL	7
1- Cadre spatial	8
2- Délimitation chronologique.....	10
V. OBJECTIF ET INTÉRÊT DE L'ÉTUDE	11
1- Objectif de l'étude	11
2- Intérêt de l'étude.....	12
VI. REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE	13
VII. PROBLÉMATIQUE.....	16
VIII. CADRE THÉORIQUE	17
IX. SOURCES ET MÉTHODOLOGIE	19
1- La collecte des données	19
2- Méthode d'analyse.....	20
X. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	21
XI. PLAN DU TRAVAIL	21
CHAPITRE 1 : LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES ET RÉGIONALES AU CAMEROUN ENTRE 1983 ET 2022	23
I. LA TRANSITION ENTRE LE LIBÉRALISME PLANIFIÉ DU PRÉSIDENT AHIDJO AU LIBÉRALISME COMMUNAUTAIRE DU PRÉSIDENT BIYA	24
A- L'héritage du président Ahidjo : les bases du libéralisme planifié.....	25

B-	Le renouveau et la politique du libéralisme communautaire.....	28
a-	Vision et philosophie du libéralisme communautaire	29
b-	Les principes du libéralisme communautaire	30
2-	Les politiques de développement proposées à l’Etat du Cameroun au lendemain de la crise économique de 1987	33
a-	Les causes de la crise économique au Cameroun.....	34
b-	L’entrée du Cameroun dans les Programmes d’Ajustement Structurel.....	36
3-	Les politiques autonomes de développement du Cameroun.....	37
a-	Le Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi (DSCE).....	38
b-	La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30)	40
II.	RAISONS DE L’ÉLABORATION DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	42
1-	L’influence des activités politiques	42
a-	Activité politique et développement régional.....	42
b-	L’influence des activités politiques sur l’établissement des politiques de développement régional	43
2-	La volonté de désenclavement de toutes les régions du Cameroun	44
a-	Signification du désenclavement	44
b-	Les objectifs du désenclavement	44
3-	La quête d’un développement équilibré	45
a-	Essence du développement équilibré.....	46
b-	Les axes du développement équilibré.....	46
III.	LES PRINCIPALES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AU CAMEROUN	48
1-	L’équilibre régional comme politique de stabilité du Cameroun	48
a-	Comprendre l’équilibre régionale dans sa complexité	48
b-	Mécanisme de l’équilibre régional	50
2-	La politique de la décentralisation.....	51
a-	Définition et origines de la décentralisation au Cameroun.....	51

b- Objectifs et enjeux de la décentralisation au Cameroun.....	52
3- La redistribution des richesses.....	53
a- Définition.....	53
b- Objectifs de la redistribution des richesses.....	53
c- Mécanisme de la redistribution des richesses.....	54

CHAPITRE 2 : LES FACTEURS A LA BASE DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD DU CAMEROUN 56

I. LA SITUATION ADMINISTRATIVE DES DEUX RÉGIONS RÔLE DE L'ELITE COMME FACTEURS EXPLICATIFS DU NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT..... 57

1- Le statut privilégié de la région du centre par rapport au sud	58
a- La région du Centre avec la capitale Yaoundé comme accélérateur de développement 58	
b- La ville de Yaoundé comme capitale historique du Cameroun.....	59
c- Le nombre important d'unités administratives de la région du Centre	60
2- La place stratégique de la région du centre par rapport à la région du sud	60
a- La région du centre comme carrefour de transit.....	60
b- La région du Centre comme siège des grandes industries.....	61
c- L'industrie de la région du sud	62
3- L'implication des élites dans le développement de leurs unités administratives	63
a- Définition d'élite son rôle dans le processus de développement régional.....	63
b- L'implication de l'Elite dans la région du centre	64
c- L'implication de l'élite dans la région du sud	65

II. LES FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES ET INTERNATIONAUX A LA BASE DU DÉVELOPPEMENT DANS LE CENTRE ET LE SUD..... 66

1- La densité de la population comme facteur essentiel de développement	66
a- L'importance de la population dans le processus de développement.....	66
b- Population de la région du sud	67
c- Population de la région du Centre	68
2- L'occupation de l'espace comme facteur influençant le développement.....	68
a- Importance de l'occupation de l'espace dans le processus de développement	69

b-	L'occupation de l'espace dans la région du sud	69
c-	L'occupation de l'espace dans la région du Centre	70
3-	Les facteurs internationaux comme bases du développement régional.....	71
a-	Action des partenariats internationaux dans le développement des régions du Centre et du Sud Cameroun	72
b-	Contribution de la diaspora camerounaise dans le développement des régions du Centre et du Sud	73
III.	LES FACTEURS ÉCONOMIQUES DE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD.....	74
1-	L'importance et la présence des infrastructures économiques dans le développement régional.....	75
a-	La présence significative des infrastructures économiques dans la région du centre	75
b-	Les infrastructures économiques de la région du sud.....	76
2-	Les opportunités économiques qu'offrent les deux régions comme facteur de développement	77
a-	Les opportunités économiques dans le sud Cameroun.....	77
b-	Le Centre une région ouverte à l'agro-industrie.....	78
3-	Le commerce transfrontalier dans la région du Sud	79
	CHAPITRE 3 : L'ÉTAT DU DÉVELOPPEMENT SECTORIEL ENTRE LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD.....	82
I.	ÉTAT DES LIEUX DES RÉSEAUX ROUTIERS DANS LES DEUX RÉGIONS	84
1-	Le réseau routier principal	84
a-	Description de la réalité dans le Centre	85
b-	Présentation du réseau routier dans le Sud	88
2-	Les voies et routes secondaires.....	89
a-	L'état du réseau routier secondaire dans le Centre.....	90
b-	L'état du réseau routier secondaire dans le Sud	91
3-	Les routes communales et avicoles dans les régions du Centre et du Sud	91
II.	LES RÉALITÉS DE DÉVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION.....	94

1.	État des infrastructures éducatives dans l'éducation de base	94
a-	Offre infrastructurelle dans la région du Centre	95
b-	Offre infrastructurelle dans la région du Sud	96
2.	Le patrimoine infrastructurel et ressources dans l'enseignement secondaire.....	97
a-	Infrastructures présentes dans la région du Centre	98
b-	Les infrastructures présentes dans la région du Sud.....	99
3.	L'importance des structures de formation dans les deux régions.....	100
a-	La disponibilité des ENIEG-ENIET	101
b-	La disponibilité des SAR-SM.....	101
III.	CONFIGURATION DU DÉVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE SANITAIRE	
	102	
1-	L'état quantitatif des hôpitaux de références.....	103
a-	Hôpitaux de référence dans la région du Centre en 2022.....	103
b-	Hôpitaux de référence dans la région du Sud	105
2-	Les effectifs des hôpitaux de district dans le Sud et le Centre	106
a-	Hôpitaux de districts de la région du Centre	107
b-	Hôpitaux de district de la région du Sud	108
3-	Les statistiques sur les petites unités de prise en charge dans le Centre et le Sud ..	109
a-	Les centres médicaux d'arrondissements	110
b-	Les centres de santé intégrés	111
	CHAPITRE 4 : ANALYSE QUALITATIVE DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD ET SES RÉPERCUSSIONS SUR L'ÉPANOUISSEMENT DES POPULATIONS.....	112
I.	APERÇU QUALITATIF DE LA SITUATION DE DÉVELOPPEMENT DANS LES RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD.....	113
1-	Qualité des infrastructures routières des régions du Centre et du Sud	114
2-	Niveau d'accès à l'éducation	115
a-	Éducation de Base	115
b-	Enseignement secondaire	117
3-	L'accès aux services de santé	119

II. RÉPERCUSSIONS DE LA SITUATION DE DÉVELOPPEMENT SUR L'ÉPANOUISSEMENT DES POPULATIONS	120
1- Frustration des populations comme conséquence de la situation de développement	
121	
a- Le ressenti des populations du sud Cameroun.....	121
b- Réactions des populations du Centre.....	122
2- Difficile accès aux services sociaux de base	123
a- Conséquences de la qualité des routes sur les populations.....	123
b- Les problèmes d'accès à l'éducation	126
c- Impact de la situation de développement sur le plan sanitaire	126
3- Les obstacles Socio-économiques	128
a- Hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché	128
b- Augmentation du taux de chômage	129
c- Prolifération d'habitat précaire	130
III. ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR UN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉQUILIBRÉ.....	132
1- Renforcement de l'intégration nationale à travers la construction des routes.....	132
2- La formation d'une population qualifiée et utile pour le développement	133
3- Perspectives pour un développement inclusif et équilibré	134
a- Axer le développement sur l'agriculture	134
b- Promotion de l'initiative privée	135
CONCLUSION GÉNÉRALE	138
ANNEXES	142
SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	151
TABLE DES MATIÈRES	164